

# ASPJ

## Afrique et Francophonie

2<sup>e</sup> trimestre 2013

Volume 4, No. 2

### Les considérations de santé publique liées à l'élimination des déchets nucléaires par lancement de ceux-ci à destination du soleil

Murray R. Berkowitz, DO, MA, MS, MPH

### Diplomatie de défense et printemps arabe

Les nouveaux enjeux de la présence française dans le Golfe persique

CDT Anne de Luca, PhD

### Malheureux boucs émissaires

Au-delà de l'Islam radical, de la modernisation et des régimes  
autoritaires comme origine du terrorisme au Moyen-Orient et  
en Afrique du Nord

Tiffany O. Howard, PhD

### Demande d'une nouvelle théorie de la contre-insurrection

LTC Sidney Ellington (ER), Marine des États-Unis



VISER HAUT . . . VOLER, COMBATTRE ET GAGNER

[http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj\\_f/Index\\_F.asp](http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj_f/Index_F.asp)



AIR & SPACE POWER JOURNAL

**Chef d'état-major de l'armée de l'Air américaine**  
Général Mark A. Welsh III

**Commandant, commandement de l'éducation et de la formation de la force aérienne**  
Général Edward A. Rice Jr.

**Commandant et président d'Air University**  
Général de corps aérien David S. Fadok

**Directeur, Air Force Research Institute**  
Général Allen G. Peck, USAF

---

**Rédacteur en chef**  
Rémy M. Mauduit

Megan N. Ollendyke  
*Assistante au rédacteur en chef*

Marvin Bassett, PhD  
*Rédacteur contribuant*

Nedra O. Looney  
*Gestionnaire de la mise en pages et de la pré-production*

Daniel M. Armstrong, *Illustrateur*

L. Susan Fair, *Illustratrice*

*Air and Space Power Journal* (ISSN 1931-728X) est publié trimestriellement. Cette revue est conçue pour servir de forum ouvert à la présentation et à la stimulation de réflexions innovatrices sur la doctrine militaire, la stratégie, la tactique, la structure de force, la préparation et d'autres sujets de la défense nationale. Les points de vue et les opinions exprimés ou implicites dans cette revue sont ceux des auteurs et ne devraient pas être interprétés comme portant la sanction officielle du département de la Défense, de l'armée de l'Air, du Commandement de l'éducation et de la formation des forces aériennes, de l'Air University, ou d'autres agences ou départements du gouvernement des États-Unis.

Dans cette édition, les articles sans notice de copyright peuvent être reproduits entièrement ou partiellement sans permission au préalable. Les articles ayant une notice de copyright peuvent être reproduits sans permission par les agences du gouvernement des États-Unis. S'ils sont reproduits, nous demandons à ce que *Air & Space Power Journal* soit référé. Pour obtenir la permission de reproduire des articles ayant une notice de copyright en dehors du gouvernement des États-Unis, contactez l'auteur directement plutôt que *Air & Space Power Journal*.



<http://www.af.mil>



<http://www.aetc.randolph.af.mil>



<http://www.au.af.mil>

ASPJ—Afrique et Francophonie  
155 N. Twining Street  
Maxwell AFB AL 36112-6026  
USA

Télécopieur : 1 (334) 953-6739  
courriel [afri.aspjfrench@us.af.mil](mailto:afri.aspjfrench@us.af.mil)

Visitez *Air and Space Power Journal* en ligne  
à <http://www.airpower.au.af.mil>

<http://www.af.mil/subscribe>

## Éditorial

- La contre-insurrection est morte. Quoi d'autre ?*  
Rémy M. Mauduit..... 2

## Articles

- Les considérations de santé publique liées à l'élimination des déchets nucléaires par lancement de ceux-ci à destination du soleil. ....* 5  
Murray R. Berkowitz, D.O., M.A., M.S., M.P.H.

- Diplomatie de défense et printemps arabe*  
*Les nouveaux enjeux de la présence française dans le Golfe persique .....* 13  
CDT Anne de Luca, PhD

- Malheureux boucs émissaires*  
*Au-delà de l'Islam radical, de la modernisation et des régimes autoritaires*  
*comme origine du terrorisme au Moyen-Orient et en Afrique du Nord .....* 25  
Tiffany O. Howard, PhD

- Demande d'une nouvelle théorie de la contre-insurrection .....* 63  
LTC Sidney Ellington (ER), Marine des États-Unis



# La contre-insurrection est morte. Quoi d'autre ?\*

*Ici, le 26 Juillet 1972, la Royal Thai Army a brûlé tous ses manuels américains. À partir de cette date notre victoire sur les communistes.*

- Inscription au-dessus de l'incinérateur  
au siège de l'armée Royale thaïlandaise.

Les combats tirent à leur fin en Afghanistan et, tout comme en Irak, de sérieuses questions ont été soulevées quant à la valeur et au but de la contre-insurrection (COIN). On se souvient du slogan « plus de COIN » des années 1970 après la guerre du Vietnam. Aujourd'hui, le retour d'expérience (REDUX) devrait nous dire encore une fois que de telles guerres doivent être évitées, mais il est peu probable que nous serons en mesure de les éviter à l'avenir, pas plus que nous les avons évitées dans le passé. Ainsi, nous devrions réfléchir sérieusement à la cause fondamentale de la forme la plus fréquente de conflits : l'insurrection.

Compte tenu du nombre impressionnant d'ouvrages consacrés à la contre-insurrection, à l'abondance de nouvelles études sur d'anciennes guérillas, des doctrines, des retours d'expérience ainsi que de l'expérience de ceux qui, dans le passé, ont mené des opérations d'insurrection (très peu) et de contre-insurrection (trop nombreux), nous est-il possible de mieux appréhender l'asymétrie<sup>1</sup> ? L'intérêt pour ce phénomène de l'insurrection se résume à deux questions : 1) qu'est-ce qu'une insurrection ? et 2) une armée professionnelle peut-elle défaire une insurrection s'appuyant sur le peuple du pays où se déroule l'insurrection ?

Les désaccords abondent sur pratiquement tous les aspects de l'insurrection armée, y compris sur sa définition. De toute évidence, *petite guerre, longue guerre, guerre irrégulière, guerre asymétrique, terrorisme, insurrection, contre-insurrection*, et ainsi de suite, ne définissent pas le problème. L'insurrection englobe tout ce qui précède et plus encore. Elle agit le long de plusieurs grandes lignes d'opérations et les changements entre ces lignes suggèrent des changements dans la stratégie des insurgés ou peuvent être interpréter comme un autre type de conflit. Le type de guerre que l'insurrection choisie s'adapte et dépend de l'environnement où le soutien populaire est situé.

---

\*Les points de vue et opinions exprimés ou sous-entendus dans le présent éditorial sont ceux du rédacteur en chef et ne devraient pas être interprétés comme portant la sanction officielle du département de la Défense, de l'armée de l'Air, du Commandement de l'éducation et de la formation des forces aériennes, d'*Air University*, ou d'autres agences ou départements du gouvernement des États-Unis.

Mais l'insurrection est, tout d'abord, un peuple partageant les mêmes griefs. Une formule subjective fondée sur la conviction que dans une insurrection, il y a un nombre égal de personnes pour et contre l'insurrection, et la majorité de la population étant neutre, prête à être convertie, imprègne encore les théories et les doctrines contre-insurrectionnelles. Une telle formule est le fruit d'une approche académique bureaucratique et d'une simplification excessive par certains praticiens militaires, basée sur une pratique peu réaliste et formée dans un environnement différent de ce que l'on observe dans une insurrection. Une telle croyance a des ramifications énormes qui ont affecté les contre-insurrections menées par les puissances occidentales. Une telle formulation est très arbitraire si elle n'est pas douteuse pour les raisons suivantes :

1. Il est pratiquement impossible de segmenter un peuple en catégories en raison du secret que s'impose une insurrection et qu'elle impose au peuple. Pour acquérir des données qui permettent une telle segmentation nécessitent une intelligence COIN qui dépasse la capacité du service de renseignement dans un environnement insurrectionnel.
2. La mobilisation de la population dépend entièrement du besoin de l'insurrection à un moment et à un endroit précis et des objectifs à long terme ou à courte durée.
3. La déception, étant la force d'une insurrection, la population pourrait être structurée de manière à jouer le jeu des soi-disant « neutres » et des collaborateurs pour gagner la confiance de l'ennemi et devenir ainsi le support de la logistique de l'insurrection. Certaines personnes sont même encouragées à prendre les armes contre les insurgés et former des « villages amis », sources de renseignement, de munitions et de centres de repos pour les insurgés.
4. Il est judicieux d'assumer que l'insurrection a le soutien de toute la population partageant les mêmes griefs, à quelques exceptions près.

La cause fondamentale d'une insurrection est un ensemble de griefs communs, profondément enracinés, qui deviennent des prétextes à une insurrection. L'insurrection prend forme et se développe si les chefs réussissent à établir un lien entre le mouvement d'insurrection et les solutions aux revendications de la population. Par conséquent, les conflits qui se développent au sein de la population civile souscrivent aux idées clés telles que la justice et la liberté. Les insurgés mènent leurs actions dans un contexte expressément révolutionnaire, dont le grand objectif est un changement radical de la situation présente par l'emploi de la subversion et de la lutte armée.

Une insurrection tire sa force de l'absence d'un « centre de gravité », un concept enseigné dans les écoles militaires occidentales. La notion de centre de gravité de Carl von Clausewitz s'est déplacé vers une trilogie révolutionnaire : 1) la volonté de la population est le centre de gravité stratégique ; 2) la volonté de l'insurgé de continuer à combattre est son centre de gravité opérationnel ; et 3) la multitude de cellules de base d'une organisation clandestine sont les centres de gravité tactiques. Ces centres tendent à être imbriquées mais autonomes et secrets, d'où l'élimination de tout centre de gravité, à n'importe quel niveau, ne peut pas contribuer à la chute des autres, assurant ainsi la survie de l'insurrection, peu importe le

nombre de batailles perdues et le nombre de morts. De toute évidence, le désir de vouloir gagner « les cœurs et les esprits » de la population dans une insurrection devient une illusion dangereuse, une acculturation, une naïveté et une myopie stratégique.

L'objectif d'une armée professionnelle est de gagner les guerres ; l'insurrection semble avoir faussé la donne. Les forces armées occidentales engagées dans une COIN ont subi des défaites ou s'en sont « sortis stratégiquement ». Annoncée par de nombreux experts comme la seule victoire militaire sur une insurrection, la Malaisie représente en fait un cas lancé à grand matraquage par ces mêmes experts, selon le Dr Andrew Mumford : « Une campagne de contre-insurrection qui a pris douze ans à éradiquer un groupe d'insurgés isolé, n'est pas la réussite éclatante et peu digne des louanges académiques qu'elle a engendrées<sup>2</sup> ». Max Boot résume la COIN en observant que « La longue histoire des conflits de faibles intensités se révèle non seulement comme une omniprésente guérilla mais aussi combien de fois son importance a été ignorée, ouvrant ainsi la voie à d'autres humiliations aux mains de partisans déterminés<sup>3</sup> ».

Alors, quoi d'autre ? Si nous persistons que l'insurrection est une affaire militaire, nous devons la combattre avec des moyens militaires spéciaux qui sont exempts d'insipides doctrines, de commandements bureaucratiques empâtés et de soi-disant experts, c'est à dire la combattre avec toute la puissance militaire et les équipements et main-d'œuvre appropriés tels que le renseignement, les forces spéciales et la puissance aérienne. Nous pourrions faire mieux que ce que nous avons fait jusqu'à présent.

L'« insurrection préventive » serait un meilleur choix. Si les gouvernements non représentatifs sont les créateurs de griefs, nous devons « agressivement » encourager nos alliés et amis autocratiques à changer leurs systèmes. Et si cela échoue, comme dans le cas de Hosni Moubarak en Egypte, nous devrions soutenir ouvertement les insurgés afin de limiter les effusions de sang et empêcher la prise de contrôle du pays par le segment extrémiste de la population. Finalement, nous devrions aider à construire des états-nations modernes où le peuple est souverain.

Rémy M. Mauduit, editor  
Air & Space Power Journal, Afrique et Francophonie  
Maxwell AFB, Alabama

#### Notes

1. MADOUÏ, Rémy [aka MAUDUIT], *J'ai été fellagha, officier français et déserteur : Du FLN à l'OAS*. Paris : Éditions du Seuil, 4 avril 2004.

2. MUMFORD, Andrew, *Puncturing the Counterinsurgency Myth: Britain and Irregular Warfare in the Past, Present, and Future*, Advancing Strategic Thought Series. Carlisle Barracks, PA : Strategic Studies Institute, US Army War College, septembre 2011, p. 15, [www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pubs/download.cfm?q=1086](http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pubs/download.cfm?q=1086).

3. BOOT, Max, "The Evolution of Irregular War: Insurgents and Guerrillas from Akkadia to Afghanistan", *Foreign Affairs*, mars/avril 2013, [www.cfr.org/afghanistan/evolution-irregular-war/p30087](http://www.cfr.org/afghanistan/evolution-irregular-war/p30087).

# Les considérations de santé publique liées à l'élimination des déchets nucléaires par lancement de ceux-ci à destination du soleil

MURRAY R. BERKOWITZ, D.O., M.A., M.S., M.P.H.\*

**L**e présent article examine les aspects de la santé publique en éliminant les déchets en les projetant vers le soleil. Les problèmes environnementaux et écologiques rencontrés depuis le déversement accidentel d'hydrocarbures par *British Petroleum* –BP dans le Golfe du Mexique le 20 avril 2010 ont donné lieu à des débats à propos de l'identification des sources d'énergie devant remplacer les produits pétroliers. Le 11 mai 2010, les sénateurs américains John Kerry (Démocrate du Massachusetts) et Joseph Lieberman (Indépendant du Connecticut) présentèrent au Congrès une proposition de loi (*l'American Power Act*) visant « à garantir l'avenir énergétique des États-Unis, à encourager la production intérieure d'énergie renouvelable afin de réduire la pollution d'une manière significative<sup>1</sup> ». L'énergie nucléaire figure parmi les nombreuses formes d'énergie provenant de diverses sources de substitution et suscite un renouveau d'intérêt accru. Les problèmes causés par les dégâts subis par la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi à la suite du séisme d'une magnitude de 9,0 et du raz de marée qui s'ensuivit au Japon le 15 mars 2011, ainsi que les problèmes signalés dans plusieurs centrales nucléaires le long de la côte est des États-Unis lors de l'ouragan Irène, ont intensifié les inquiétudes en matière de sécurité et de santé suscitées par

---

\* L'auteur est professeur titulaire et directeur associé de médecine préventive et communautaire, au *Georgia campus* du *Philadelphia College of Osteopathic Medicine* et chercheur au *Osteopathic Research Center* à Fort Worth, au Texas. Il a fait sa résidence en médecine préventive et en santé publique au *Maryland Department of Health and Mental Hygiene* de l'État du Maryland. Il est également certifié en médecine neuromusculosquelettique et en manipulation ostéopathique ainsi qu'en médecine préventive et santé publique. Il est titulaire d'un BS de *Polytechnic Institute* de *New York University*, d'une maîtrise et d'un MS de *Columbia University* ; d'un MPH de *Bloomberg School of Public Health* de *Johns Hopkins University* ; d'un DO du *College of Osteopathic Medicine and Surgery* de *Des Moines University Osteopathic Medical Center*. Il est aussi certifié en médecine du travail. Il a servi en tant qu'officier du Corps médical de l'armée de Terre américaine. Avant d'entamer ses études médicales, il a servi dans de nombreuses missions dans les armées de Terre et de l'Air américaines. Il est aussi rédacteur en chef, scientifique, de *l'American Academy of Osteopathy Journal*. Il est auteur et conférencier avec plus de 100 manuscrits, articles et présentations. Le docteur Berkowitz est diplômé de *l'Armor Officer Advanced Course*, *Marine Corps Command and Staff College*, *Air Command and Staff College* et *Air War College*.

l'utilisation de l'énergie nucléaire. En outre, lorsque des pannes d'électricité avaient paralysé la côte Est des États-Unis après « *Superstorm Sandy* » le 29 octobre 2012, la presse s'empara du sujet et publia des articles sur les centrales nucléaires mettant en danger la vie du public.

Les déchets nucléaires, qui émettent un « rayonnement ionisant », menacent la santé publique par une exposition à cette propagation. La menace est basée sur la durée de ce rayonnement, la distance par rapport à la source de celui-ci, le type de rayonnement (par exemple, alpha, bêta, gamma, etc.) ainsi que sur la présence d'un blindage quelconque et sur son type<sup>2</sup>. Parmi les sources de déchets radioactifs figurent les armes nucléaires, les sources d'énergie nucléaire, les radionucléides utilisés à des fins médicales pour le diagnostic ou le traitement des malades, les machines émettant cette radiation, les métaux radioactifs et les isotopes radioactifs de tous les éléments (généralement trouvés dans le « rayonnement ambiant<sup>3</sup> »).

La menace que fait peser une exposition à ces éléments est principalement le résultat d'un accident ou incident qui entraîne une « fuite » de matières nucléaires radioactives (c'est-à-dire, un « déversement nucléaire ») que le reste de la population ne rencontrerait pas normalement. La méthode employée actuellement, demande le transport sécurisé des déchets et leur stockage dans des lieux spécialisés, eux aussi sécurisés. Ces dépôts de déchets nucléaires doivent être implantés à l'écart des zones peuplées, avec des installations dont la sécurité matérielle peut être assurée et où l'accès par des intrus, qu'il soit délibéré ou par inadvertance, est extrêmement improbable et aisé à détecter (par exemple le site de *Yucca Mountain* où les fonds ont été refusés en 2010) et dans des zones qui ont peu de chances de souffrir de dérèglements géologiques (par exemple, tremblements de terre, volcans, etc.).

Une autre option envisagée est le rassemblement et l'enfouissement des déchets radioactifs dans les profondeurs des océans, en particulier dans les crevasses profondes des chaînes de montagnes médio-océaniques ou les formations géologiques océaniques extrêmement profondes telles que la fosse des Mariannes. Manifestement, tout projet d'enfouissement en haute mer de déchets radioactifs exigerait que toute zone envisagée soit très éloignée des plaques tectoniques océaniques, qui ont plus de chances d'attirer les volcans, tremblements de terre et autres activités sismiques. D'après Charles Hollister et Steven Nadis, les océanologues estiment que ces zones n'ont pas été géologiquement actives depuis plus de 50 millions d'années. Il est par conséquent douteux qu'elles le deviendront à l'avenir<sup>4</sup>.

L'élimination des déchets radioactifs par leur lancement à destination du soleil fait disparaître les risques d'exposition que font peser des fuites dans une installation de stockage ou le détournement de tels déchets à des fins de terrorisme nucléaire<sup>5</sup>. Le principe sous-jacent est que toute matière capturée par la gravité du soleil subira des contraintes excédant les limites de son intégrité structurelle et se disloquera avant d'arriver au soleil lui-même. En outre, les tempéra-

tures sont tellement élevées qu'elles incinèrent et consomment tous les matériaux avant d'arriver à la couronne solaire<sup>6</sup>. Précisément, lorsque la matière s'échauffe, elle se dilate au-delà des limites de son intégrité structurelle, l'énergie calorifique rencontrée cause la rupture des liaisons moléculaires. Même les éléments dont le numéro atomique est supérieur à deux (par exemple, l'hélium) n'ont pas d'intégrité atomique à l'intérieur du soleil<sup>7</sup>. Essentiellement, la chaleur les brise dans leurs particules subatomiques composites (par exemple, électrons, protons, neutrons, etc<sup>8</sup>). Par conséquent, les déchets radioactifs ne touchent jamais le soleil et il n'y a aucun effet sur l'« écosystème » solaire, c'est-à-dire que les déchets nucléaires ne peuvent « endommager » le soleil.

### Ampleur du problème

En matière de santé publique, il faut considérer la possibilité d'un accident au lancement, au cours duquel les déchets nucléaires ne quittent pas la terre et/ou le lanceur se désintègre peu de temps après le lancement en répandant des débris radioactifs. Un examen du programme américain de vols spatiaux habités nous permet d'estimer le risque d'accident au lancement d'un véhicule spatial. Le nombre de missions de navette spatiale inhabitée, y compris Atlas, Centaur, Delta, Delta II, et les missions Saturn V totalisent plus de 1.000 missions de navette spatiale. La taille des débris produits par les deux accidents de navette spatiale varie de quelques centimètres (cm) à plusieurs mètres (m) de long et de large mais rien n'était radioactif. Durant tout le programme spatial, non-habité, la probabilité d'un accident spatial s'élevait à trois pourcent<sup>9</sup>. S'il est vrai que la probabilité d'un tel événement est faible, elle n'en existe pas moins.

Nous reconnaissons depuis longtemps les risques sanitaires posés par le rayonnement ionisant. Les conséquences sanitaires à court et long terme des incidents des retombées des bombes atomiques larguées au-dessus des villes japonaises de Hiroshima et Nagasaki, les essais de bombes nucléaires et thermonucléaires effectués dans l'atmosphère par les États-Unis et l'Union Soviétique de 1946 à 1964, ainsi que les incidents de réacteurs nucléaires à Three-Mile Island aux États-Unis en 1979 et à Tchernobyl en Union Soviétique en 1983 ont été bien documentées. Les risques associés à un incident affectant un lanceur spatial dont la charge utile consiste en déchets radioactifs sont analogues à ceux associés à la distribution des retombées radioactives observée lors des essais de bombes nucléaires effectués dans l'atmosphère jusqu'à l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction des essais nucléaires.

### Principaux facteurs

Comme indiqué plus haut, les causes du problème pouvant affecter la santé publique sont bien connues. Particulièrement, nous parlons ici des effets biolo-

giques d'un environnement de déchets radioactifs. Le rayonnement ionisant endommage les structures biochimiques, moléculaires et cellulaires à la base de toute forme de vie. Les comportements humains n'ont aucun effet direct sur ce problème mais ils peuvent avoir un effet indirect par la façon dont ils provoquent des inquiétudes en termes de sûreté et/ou de sécurité à propos du traitement ou du confinement des déchets radioactifs dans le milieu géopolitique international actuel. Il est inquiétant de penser que des déchets nucléaires puissent tomber entre les mains de groupes terroristes et servir à fabriquer, puis à déployer des armes nucléaires dites « sales » de faible puissance (c'est-à-dire, un terrorisme nucléaire).

### Définition d'une politique et de priorités

Il existe essentiellement deux méthodes d'élimination des déchets radioactifs : 1) les envoyer dans l'espace ou 2) les rassembler, les confiner et les stocker sur terre, dans des installations en surface ou souterraines, ou bien dans les profondeurs des océans. Envoyer les déchets dans l'espace, en particulier à destination du soleil où ils se volatiliseront avant d'arriver à la couronne solaire élimine ce danger pour toujours. Comme souligné précédemment, cette option comporte le coût des opérations de lancement ainsi que les risques connexes que fait peser un accident au lancement d'un véhicule spatial chargé de déchets nucléaires qui répand des débris radioactifs dans une vaste zone géographique impossible à déterminer à l'avance. L'avantage du rassemblement, du confinement et du stockage des déchets radioactifs à la surface de la terre est que cela s'effectue très facilement et représente la moins chère des options en termes d'opérations initiales et de logistique. Cela exige une surveillance et des mesures de sécurité constantes parce que ces déchets peuvent être volés et utilisés par des terroristes à des fins malveillantes. En plus, le confinement de déchets radioactifs pourrait finir par être compromis par des causes naturelles (par exemple, tremblements de terre, volcans, etc.), ce qui conduirait à des fuites gagnant la nappe phréatique et à une contamination des ressources terrestres et/ou aquifères. Enfin, l'élimination de ces déchets dans les profondeurs des océans peut être tout aussi coûteuse que le lancement dans l'espace. Un accident maritime pourrait exposer les océans dans leurs parties bordant les régions peuplées, les zones de pêche, etc., à une contamination radioactive. En outre, bien qu'un tel site soit d'accès beaucoup plus difficile qu'une installation de confinement terrestre, les terroristes peuvent compromettre la sécurité d'un site océanique par un détournement de ces déchets radioactifs. Encore une fois, il serait nécessaire d'assurer la surveillance et la sécurité en permanence.

Néanmoins, nous disposons de moyens technico-scientifiques permettant de lancer des charges dans l'espace vers n'importe quelle cible astronomique<sup>10</sup>. Les obstacles politiques et sociocomportementaux à la mise en œuvre d'un tel projet sont basés sur la perception par le public des risques associés à l'énergie nucléaire, en réalité ces risques ne sont pas aussi graves que la majorité du grand public le

croit<sup>11</sup>. Aucune étude prouvant que la santé du personnel des installations nucléaires est plus mauvaise que celle du grand public, lorsque les précautions appropriées sont prises. Toutefois il a été démontré que, lorsque des précautions ne sont pas prises ou qu'un accident ou incident dans lequel sont impliquées des matières nucléaires se produit, des conséquences sanitaires négatives, des cancers en particulier, ont été attestées par diverses sources.

Quant aux considérations économiques, un lancement de charges dans l'espace coûterait environ 10.000 dollars par livre<sup>12</sup>. Ainsi, l'envoi de 100 tonnes métriques de déchets nucléaires radioactifs dans l'espace coûterait 2.2 milliards de dollars alors que son stockage dans le centre de *Yucca Mountain* coûte environ 200 millions de dollars par an. Par contre, le coût d'un lancement spatial qui transporte beaucoup plus de déchets que nous pourrions stocker sur un site unique sur la surface de la terre serait amorti en l'espace de onze ans.

L'élimination des déchets radioactifs par leur lancement vers le soleil profite aux personnes, aux collectivités et à la société en général, au niveau mondial, car ces déchets éliminés de la terre ne posent plus de risques en matière de santé publique résultant d'accidents ou d'incidents quelconques ni celui d'être disponibles pour être employés dans des activités de terrorisme nucléaire. Les risques sont présents au lancement, peu de temps après celui-ci ou plus tard mais avant de quitter l'atmosphère terrestre. Manifestement, un accident qui se produit au lancement ou peu de temps après, affectera les collectivités géographiquement voisines du point de lancement (par exemple, Melbourne, en Floride, proche de Cape Canaveral et de *Patrick Air Force Base*). Des débris radioactifs se déposeront rapidement dans ces régions géographiques immédiatement voisines et auront des conséquences en matière de santé publique dans ces collectivités. Selon un communiqué de presse de *John Hopkins University*,

Les retombées nucléaires à la suite d'un accident ou d'un acte de terrorisme contiennent de l'iode radioactif susceptible de causer un cancer de la thyroïde, en particulier chez les bébés et les enfants jusqu'à 18 ans. Les comprimés d'iodure de potassium empêchent la thyroïde d'absorber l'iode radioactif, ce qui protège la glande.

Le cancer de la thyroïde a représenté historiquement un problème majeur de santé publique résultant d'incidents nucléaires, y compris le bombardement de Nagasaki, au Japon, et l'accident nucléaire de Tchernobyl, en Ukraine, d'après le docteur Paul W. Ladeson, directeur de l'*Endocrinology and Metabolism* à *John Hopkins*<sup>13</sup>.

Les plans établis prévoient la distribution de tablettes de potassium iodine aux gens qui vivent dans un rayon maximum de 32 km autour du lieu d'un incident nucléaire.

Un accident se produisant dans la haute atmosphère entraînera la dispersion de débris radioactifs par les vents en altitude et les courants-jets dominants, suivant que l'accident s'est produit dans l'hémisphère boréal ou austral, ce qui déter-

mine quels sont les centres de population qui pourraient être affectés et à quel point ils le seront. Des débris radioactifs affecteront également la vie marine et le commerce maritime. En réalité, l'impact d'un accident aussi improbable ne sera pas pire que les résultats de n'importe quel essai nucléaire dans l'atmosphère, tel que l'explosion d'armes nucléaires de plusieurs mégatonnes produisant de grandes quantités de débris radioactifs sous la forme de retombées. Les déchets nucléaires déclarés sont bien loin de se compter en « mégatonnes ».

### Evaluations des risques connexes

Plusieurs évaluations de risque ont un rapport direct avec le rassemblement et le transport de matières nucléaires, y compris les problèmes de sûreté et les analyses de risques posés par les accidents ou incidents potentiels et de leur impact sur la santé publique. La *National Nuclear Security Administration* – NNSA (agence nationale de la sécurité nucléaire) du secrétariat américain à l'Énergie a effectué de nombreuses évaluations des risques. En janvier 2004, la NNSA a conclu dans l'élaboration des risques latents des décès par cancer dans la population résultant de la collecte et transport des matières nucléaires fissiles, en particulier le mouvement par air de l'uranium hautement enrichi de la Russie à un site sécurisé près de Knoxville, dans le Tennessee aux États-Unis. La NNSA a effectué des évaluations des cas d'absence d'accident ou d'incident, de désintégration ou de destruction de l'aéronef en vol, de destruction de l'aéronef au sol (c'est-à-dire un atterrissage forcé), de destruction des véhicules routiers transportant les matières (par exemple, accidents de camions), et en absence d'action. Dans tous les cas et scénarios, la NNSA a identifié comme la pire situation, l'« exposition maximale » d'une personne à des matières radioactives sur le site d'un accident de la circulation et, dans ce cas, il fut déterminé que le taux de décès par cancer serait de «  $1,4 \times 10^{-10}$ , soit moins d'une chance sur un milliard ». Pour le personnel effectuant le transfert des paquets d'uranium hautement enrichi de l'aéronef aux camions, le risque serait de « moins d'une chance sur 140.000<sup>14</sup> ». Par conséquent, la NNSA a émis un constat « d'absence d'impact significatif ». L'évaluation des risques comparables aboutit à la même conclusion, y compris ceux du *Chariton Valley Biomass Project*, de la décontamination et du démantèlement du réacteur nucléaire de l'*Argonne National Laboratory*, à côté de Chicago, et la construction d'installations de production de combustibles pour réacteurs nucléaires près de Aiken, en South Carolina, donnèrent lieu elles aussi à une « conclusion d'absence d'impact important<sup>15</sup> ».

Particulièrement significative pour l'idée suggérée est la décision de lancer la mission Cassini à destination de Saturne. Pour commencer, la mission fait intervenir le lancement dans l'espace d'une charge utile au-delà de l'orbite terrestre. Ensuite, le vaisseau spatial (c'est-à-dire, l'orbiteur Cassini) est à propulsion nucléaire. Enfin, sa charge utile, la sonde Huygen, contient elle aussi des composants nucléaires. Les évaluations des risques effectuées par la *Interagency Nuclear Safety*

*Review Panel for the National Aeronautics and Space Administration* passa en revue les scénarios d'accident au lancement, de rentrée accidentelle dans l'atmosphère terrestre accompagnée d'une désintégration et d'une destruction du lanceur spatial et de rentrée accidentelle due à l'attraction terrestre pendant une manœuvre de « gravitédéviation » conçue pour accélérer à la vitesse inertielle du véhicule spatial pendant la phase de voyage interplanétaire. Le *Final Environmental Impact Statement for the Cassini Mission Report* détermina que le taux moyen de décès par cancer était d'« approximativement 1 cas sur 50.000 missions<sup>16</sup> ». Les variations vont « d'un sur 13 milliards » à « un sur 280 milliards<sup>17</sup> ». Ces situations sont significatives dans la mesure où elles sont très semblables aux scénarios d'accident ou d'incident nucléaire susceptible de se produire si l'idée suggérée était adoptée.

## Conclusion et recommandation

Cet article a affirmé que les risques que fait peser sur la santé publique l'élimination des déchets radioactifs par leur lancement vers le soleil sont extrêmement faibles. Plus précisément, le taux moyen de décès par cancer est d'un sur 3,8 milliards enregistré par la commission Cassini, basée sur des scénarios comparables à ceux qui pourraient se produire lors du lancement. Dans le cas d'un accident impliquant le véhicule de lancement spatial, le taux de décès par cancer est nettement moins que dans la population en général (un sur 5.000). À la lumière des risques extrêmement minimes pour la santé publique, ainsi que le retrait de financement du *Yucca Mountain Nuclear Waste Repository*, cet article recommande que les États-Unis reconsidèrent l'alternative économiquement viable de lancer les déchets nucléaires au soleil.

## Notes

1. Senate, *A Bill to Secure the Energy Future of the United States, to Provide Incentives for the Domestic Production of Clean Energy Technology, to Achieve Meaningful Pollution Reductions, to Create Jobs, and for Other Purposes*, discussion draft, 111e Cong., 2e sess., 11 mai 2010, [1], [www.kerry.senate.gov/imo/media/doc/APAbill3.pdf](http://www.kerry.senate.gov/imo/media/doc/APAbill3.pdf).

2. « Radioactivity and Nuclear Physics », in SEARS, Francis W. et ZEMANSKY, Mark Waldo, *University Physics*, 2e ed., Reading, MA : Addison-Wesley Publishing, 1962, pp. 901–16.

3. CHEEVER, C. L., « Ionizing Radiation », in *Fundamentals of Industrial Hygiene*, 5e ed., ed. PLOG, Barbara A. et QUINLAN, Patricia J., Itasca, IL : National Safety Council Press, 2002, pp. 257–80.

4. HOLLISTER, Charles D. et NADIS, Steven, « Burial of Radioactive Waste under the Seabed », *Scientific American* 278, no. 1, janvier 1998, pp. 60–65.

5. ZIMMERMAN, A. V., THOMPSON, R. L., et LUBICK, R. J., *Summary Report of Space Transportation and Destination Considerations for Extraterrestrial Disposal of Radioactive Waste*, NASA TM X-68211

Cleveland, OH : Lewis Research Center, avril 1973, [http://ntrs.nasa.gov/archive/nasa/casi.ntrs.nasa.gov/19730012836\\_1973012836.pdf](http://ntrs.nasa.gov/archive/nasa/casi.ntrs.nasa.gov/19730012836_1973012836.pdf).

6. ASCHWANDEN, Markus J., *Physics of the Solar Corona: An Introduction*, New York : Springer, 2004, pp. 26–29.

7. « Change of Phase », in ZEMANSKY, Mark Waldo, *Heat and Thermodynamics*, 4e ed., New York : McGraw-Hill, 1957, pp. 317–38 ; et « Applications of Thermodynamics to Special Systems », in *id.*, pp. 280–316.

8. « Spectra and Atomic Physics », in SEARS et ZEMANSKY, *University Physics*, pp. 884–900.

9. WALKER, Chuck avec POWELL, Joel, *Atlas: The Ultimate Weapon; by Those Who Built It*, Burlington, Ontario : Apogee Books, 2005, pp. 265–78 ; LAUNIUS, Roger D. et JENKINS, Dennis R., *To Reach the High Frontier: A History of U.S. Launch Vehicles*, Lexington : University Press of Kentucky, 2002, pp. 102–46, pp. 148–87 ; et KYLE, Ed, « 2013 Space Launch Report », 21 janvier 2013, [www.spacelaunchreport.com/log2013.html](http://www.spacelaunchreport.com/log2013.html).

10. PURCELL, Edward M., « Space Travel: Problems of Physics and Engineering », in *Models of the Atom*, ed. FEYNMAN, Richard P., New York : Holt, Reinhart and Winston, 1968, pp. 221–44 ; et COCHRAN, Curtis D., GORMAN, Dennis M., et DUMOULIN, Joseph D., eds., *Space Handbook*, Maxwell AFB, AL : Air University Press, 1985.

11. AAKKO, Eric, « Risk Communication, Risk Perception, and Public Health », *Wisconsin Medical Journal* 103, no. 1, 2004, pp. 25–27, [www.wisconsinmedicalsociety.org/\\_WMS/publications/wmj/pdf/103/1/25.pdf](http://www.wisconsinmedicalsociety.org/_WMS/publications/wmj/pdf/103/1/25.pdf).

12. « Advanced Space Transportation Program: Paving the Way to Space », Marshall Space Flight Center, National Aeronautics and Space Administration, consulté le 30 janvier 2013, [www.nasa.gov/centers/marshall/news/background/facts/astp.html](http://www.nasa.gov/centers/marshall/news/background/facts/astp.html) ; KESTENBAUM, David, « Spaceflight Is Getting Cheaper, But It's Still Not Cheap Enough », *National Public Radio*, 21 juillet 2011, [www.npr.org/blogs/money/2011/07/21/138166072/spaceflight-is-getting-cheaper-but-its-still-not-cheap-enough](http://www.npr.org/blogs/money/2011/07/21/138166072/spaceflight-is-getting-cheaper-but-its-still-not-cheap-enough) ; SIETZEN, Frank Jr., « Spacelift Washington: International Space Transportation Association Faltering; the Myth of \$10,000 per Pound », SpaceRef, 18 mars 2001, [www.spaceref.com/news/viewnews.html?id=301](http://www.spaceref.com/news/viewnews.html?id=301) ; THOMPSON, R. L., RAMLER, J. R., et STEVENSON, S. M., *Study of Extraterrestrial Disposal of Radioactive Wastes, Part 1*, NASA TM X-71557, Cleveland, OH : Lewis Research Center, mai 1974, pp. 35, 37, [http://ntrs.nasa.gov/archive/nasa/casi.ntrs.nasa.gov/19740014663\\_1974014663.pdf](http://ntrs.nasa.gov/archive/nasa/casi.ntrs.nasa.gov/19740014663_1974014663.pdf). (À noter que les coûts de 1974 furent ajustés en fonction d'inflation en décembre 2012).

13. BLUM, Karen, « Johns Hopkins Conference to Study Prevention of Thyroid Cancer during Nuclear Events », communiqué de presse, John Hopkins Medical Institutions, 26 février 2003, <http://esgweb1.nst.jhu.edu/press/2003/FEBRUARY/030226.HTM>.

14. Department of Energy (DOE) / Environmental Assessment (EA)-1471, « EA for the Transportation of Highly Enriched Uranium from the Russian Federation to the Y-12 National Security Complex », 15 janvier 2004, p. v, [http://energy.gov/sites/prod/files/nepapub/nepa\\_documents/RedDont/EA-1471-FONSI-2004.pdf](http://energy.gov/sites/prod/files/nepapub/nepa_documents/RedDont/EA-1471-FONSI-2004.pdf).

15. DOE/EA-1475, « Finding of No Significant Impact for the Chariton Valley Biomass Project Environmental Assessment », 10 juillet 2003, [http://energy.gov/sites/prod/files/nepapub/nepa\\_documents/RedDont/EA-1475-FONSI-2003.pdf](http://energy.gov/sites/prod/files/nepapub/nepa_documents/RedDont/EA-1475-FONSI-2003.pdf); DOE/EA-1483, « Environmental Assessment for Decontamination and Decommissioning of the Juggernaut Reactor at Argonne National Laboratory—East Argonne, Illinois », mars 2004, [http://energy.gov/sites/prod/files/nepapub/nepa\\_documents/RedDont/EA-1483-FEA-2004.pdf](http://energy.gov/sites/prod/files/nepapub/nepa_documents/RedDont/EA-1483-FEA-2004.pdf) ; et DOE/EA-0170, « Finding of No Significant Impact, Fuel Materials Facility, Savannah River Plant, Aiken, South Carolina », juillet 1982, [http://energy.gov/sites/prod/files/nepapub/nepa\\_documents/RedDont/EA-0170-FONSI-1982.pdf](http://energy.gov/sites/prod/files/nepapub/nepa_documents/RedDont/EA-0170-FONSI-1982.pdf).

16. Solar System Exploration Division, *Final Environmental Impact Statement for the Cassini Mission*, Washington, DC : Office of Space Science, National Aeronautics and Space Administration, juin 1995, pp. 4-97 à 4-98, <http://saturn.jpl.nasa.gov/spacecraft/safety/chap4.pdf>.

17. *Id.*, pp. 4-100 à 4-101.

# Diplomatie de défense et printemps arabe

## Les nouveaux enjeux de la présence française dans le Golfe persique

CDT ANNE DE LUCA, PHD\*

*« Les faits nous obligent à prendre en considération une “ère arabo-musulmane”, nouvelle et une crise structurelle qui sera longue et imprévisible<sup>1</sup> ».*

L'année 2011 a été marquée par la vague des printemps arabes qui a fait basculer plusieurs régimes. Véritable cygne noir, cette rupture n'a pas été anticipée par les pays occidentaux qui doivent ainsi réviser leur lecture de cet espace géopolitique<sup>2</sup>. Les forces agissantes libérées par ces différents soulèvements populaires ont et continuent de transformer une société que l'on croyait figée. La France, particulièrement bien implantée dans le monde arabe, est confrontée à ce repositionnement de sa politique extérieure. À cet égard, la diplomatie de défense qu'elle a conduite auprès des pays du Golfe persique (I) mérite d'être examinée à la lumière de tous ces événements (II). Sans aucun doute, la présence française dans cette région du monde prend aujourd'hui un nouveau relief à la faveur des mouvements contestataires qui secouent les gouvernements arabes.

### État des lieux de la diplomatie de défense dans le Golfe

La France peut se targuer d'un solide ancrage dans l'espace stratégique que représente le Golfe persique : cela tient pour beaucoup à une diplomatie traditionnellement très active dans le monde arabe. Ce dynamisme se vérifie dans des secteurs aussi divers que l'enseignement supérieur et la culture : ainsi, l'implantation de l'université Paris-Sorbonne à Abu Dhabi et l'ouverture prochaine du Louvre Abu Dhabi, participent à la diffusion d'un *soft power* français dans la région<sup>3</sup>. Le domaine de la défense et de la sécurité constitue également un champ de coopération au fort potentiel.

---

\*Le commandant Anne de Luca de l'armée de l'Air française (Docteur en droit et titulaire d'un master 2 en droit musulman) est chef de la Division Études et Rayonnement – CESA (École militaire Paris). Elle a occupé des postes d'enseignement et de recherche à l'université de Perpignan (2000-2005). Ses thèmes de recherche portent sur l'islamologie, le terrorisme aérien et le droit des conflits armés. De 2008-2010, elle a enseigné à l'École de guerre..

## Le Golfe persique Un espace stratégique dans le monde arabe

Le Golfe persique est un espace stratégique à bien des égards : en termes d'approvisionnement énergétique d'abord, près de 65 pourcent des réserves mondiales prouvées en pétrole et 40 pourcent en gaz (Iran et Irak compris) y sont concentrés. Outre ces ressources, les pays du Golfe persique affichent une insolente santé économique notamment grâce à un système bancaire fonctionnant sur des préceptes « chari'a compatibles » qui l'ont mis à l'abri des déconvenues de l'économie casino. Le PIB du CCEAG (Conseil de Coopération des États Arabes du Golfe) devrait ainsi atteindre deux trillions de dollars en 2020, ce qui en fait l'une des institutions régionales les plus prospères<sup>4</sup>.

Or, cet espace stratégique n'en demeure pas moins une région marquée par l'instabilité, les crises et un contexte sécuritaire en dégradation : menace des programmes nucléaires et balistiques iraniens, situation de crise au Yémen, insécurité persistante en Irak, tension avec le Pakistan et le conflit israélo-palestinien qui vient encore compliquer la donne. Autant de facteurs de risque qui précarisent la stabilité de la zone. Paradoxalement, ces facteurs représentent aussi des opportunités pour aider ces pays à développer leur outil de défense. Les pays du Golfe ont en effet la volonté de se doter de moyens militaires ambitieux face à ce contexte incertain. De plus, leur difficulté à dépasser des rivalités internes pour concevoir une architecture de sécurité et de défense commune, les oblige à dépendre des garanties de sécurité offertes par les grandes puissances extérieures. Un tel contexte explique la féroce compétition que se livrent les États-Unis et l'Europe de même que les Européens entre eux, pour se tailler la part du lion dans ce marché. Pour la France, l'enjeu est considérable car la clientèle du Golfe persique concentre depuis 1980 plus de la moitié des livraisons françaises d'armements.

La présence française dans le Golfe est somme toute assez récente puisqu'elle coïncide avec le retrait des Britanniques de la région en 1971. Présence discrète mais qui n'en fait pas moins de la France aujourd'hui l'un des premiers partenaires européens du CCEAG en matière de défense. Il ne faut pas pour autant minimiser la présence américaine et britannique qui demeurent des partenaires incontournables. Jusqu'à la première guerre du Golfe, la France est surtout implantée en Irak où elle développe une importante coopération dans le domaine de l'armement. Elle soutiendra ainsi l'Irak durant la guerre contre l'Iran (1980-1988).

La signature d'accords de défense avec plusieurs monarchies du Golfe dans les années 1990 marque un revirement de la diplomatie française dans cette zone<sup>5</sup>. La Fédération des Émirats Arabes Unis a peu à peu éclipsé l'Irak en nouant des liens étroits avec la France. La nouvelle diplomatie de défense se veut désormais beaucoup plus régionale et se démarque par une volonté politique forte d'assumer un rôle actif dans la sécurité des États du Golfe persique. Le défi est de taille dans cet espace largement imprégné de l'influence anglo-saxonne et américaine. Mais

la France dispose d'un bel atout dont elle entend bien se servir : une diplomatie traditionnellement reconnue pour sa fine connaissance du monde arabe, ses positions plus mesurées sur le conflit israélo-palestinien et les crises du Moyen-Orient. Forte de cet avantage, la France a quelques facilités pour nouer le dialogue avec les monarchies du Golfe persique et se présente en acteur crédible de la sécurité de la région<sup>6</sup>. Sous la présidence de Nicolas Sarkozy, la diplomatie française va clairement œuvrer en faveur d'un renforcement de la coopération de défense dans la région du Golfe. Le Livre Blanc de 2008 confirmera cet intérêt pour une zone qui figure au cœur de l'arc stratégique défini par ce dernier.

La diplomatie de défense ainsi mise en œuvre vise à consolider la sécurité régionale en luttant fermement contre toute forme de déstabilisation qui pourrait nuire aux intérêts français, telle que la prolifération. Pour la France, il s'agit tout autant de protéger ses sources d'approvisionnement énergétique que de profiter d'un marché aux possibilités considérables. En pratique, cela prend la forme d'exportations et de transferts de technologie industrielle de pointe mais aussi d'une contribution à la formation des élites locales.

## Les diplomaties de défense à l'œuvre dans le Golfe persique

L'étude des accords de défense conclus avec les différents partenaires du Golfe conduit à parler non pas d'une diplomatie mais de plusieurs diplomaties de défense. En effet, les coopérations de défense entre la France et les États du CCEAG ne sont pas homogènes et varient au gré des relations politiques, économiques et commerciales. On peut ainsi distinguer deux types de partenaires : les partenaires privilégiés avec lesquels des accords de défense et/ou des contrats d'armement importants sont conclus (EAU, Qatar, Arabie Saoudite, Koweït) ; les partenaires dits périphériques, historiquement plus marqués par la tutelle britannique (Bahreïn, Oman).

### *1) Les partenariats privilégiés*

La France entretient de longue date des liens avec le Koweït : l'accord conclu en 1994 est un accord militaire technique. Aujourd'hui, ce sont le Qatar et les EAU qui forment véritablement le pilier de la coopération de Défense de la France dans la région. La relation de défense franco-émirienne repose ainsi sur une coopération opérationnelle, d'armement et de renseignement, ainsi que sur une coopération structurelle de sécurité et de défense, parmi l'une des plus développées dans le Golfe. Les EAU ont ainsi acheté plus de la moitié de leur équipement militaire à la France tandis que le Qatar est équipé à 80 pourcent de matériels français. La coopération entre la France et les EAU est encadrée par des accords bilatéraux très contraignants, en ce sens qu'ils traduisent un fort engagement politique. Le premier signé en 1977, a été suivi en 1991 d'un accord de

coopération militaire et d'armement ; un accord de coopération le 18 janvier 1995 définit les modalités de la participation de la France à la défense des Émirats et les domaines de la coopération militaire bilatérale. Cet accord prévoit en outre des exercices communs aux trois armées. Le 15 janvier 2008, la France et les EAU signent un accord intergouvernemental fixant la création d'une implantation militaire française permanente sur le territoire des EAU. La portée stratégique de cette implantation est indéniable : elle renforce significativement la présence française dans cet espace très largement sous domination anglo-américaine. Enfin, un nouvel accord de coopération de défense est conclu le 26 mai 2009, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Emirats Arabes Unis, pour actualiser l'accord de 1995 devenu obsolète<sup>7</sup>. Les diplomates français le décrivent comme « l'accord de défense le plus étroit, le plus contraignant jamais signé par la France<sup>8</sup> ». Il existe ainsi une clause de sécurité prévoyant une réponse graduée à tout type de menace pouvant aller jusqu'à l'engagement des forces françaises si les intérêts vitaux des EAU étaient menacés<sup>9</sup>. Cet engagement révèle une volonté politique forte de la France d'être un acteur de premier plan de la sécurité des EAU. Cet accord vise également à formaliser la coopération en matière de formation et d'entraînement, d'exercices conjoints, et à consolider les débouchés pour nos industries de défense. Grâce aux divers contrats, le savoir-faire français rayonne à travers les avions de chasse *Mirage 2000-9*, les missiles *MICA*, les chars *Leclerc*, mais aussi les frégates furtives. La force aérienne reste le fer de lance des EAU grâce à ses capacités de défense de son espace aérien et d'attaque hors de ses frontières. L'armée de l'Air émirienne peut ainsi se targuer d'être l'une des plus modernes et des mieux équipées du Moyen-Orient.

Du côté de l'Arabie Saoudite, la coopération de défense comporte essentiellement une dimension opérationnelle et de soutien aux exportations d'armement<sup>10</sup>. L'Arabie Saoudite est ainsi le troisième client de la France en matière d'armement. Il semblerait que la présidence de François Hollande tende à remettre Riyad au centre de la politique étrangère française dans la région<sup>11</sup>.

Si la France s'est hissée au rang de partenaire de premier plan des États du CCEAG, elle n'est pas pour autant parvenue à imposer une relation exclusive à ses cocontractants : la diplomatie des États du Golfe se caractérise par une diversification qui semble être l'expression d'une certaine méfiance<sup>12</sup>. Ils ne souhaitent pas s'enfermer dans un partenariat qui créerait une dépendance trop marquée avec un état : il s'agit de faire de la stabilité de la région un bien commun en multipliant les contributeurs. Plutôt qu'un partenaire exclusif, ils font le choix de confier à plusieurs leur sécurité, faisant jouer ainsi la concurrence<sup>13</sup>. Cette logique de diversification va parfois jusqu'à doubler certaines coopérations.

## 2) *Les partenariats périphériques*

Les partenariats périphériques sont de faible niveau car contrés par les coopérations nouées avec les États-Unis et la Grande-Bretagne. Ainsi, la présence anglaise demeure encore très marquée à Oman ce qui explique une coopération assez modeste avec la France : il existe un accord intergouvernemental de coopération portant sur l'équipement de défense, signé le 2 juin 1989 entre la France et Oman, mais qui n'a jamais été mis en œuvre. La coopération prend la forme de quelques escales de marines, de contrats d'armement et d'exercices. Chaque année, l'exercice *Khanjar Hadd* réunit ainsi les marines nord-américaine, britannique et française. Enfin, quelques échanges ont lieu dans le cadre de la formation des élites (École de guerre, IHEDN...). Le sultanat d'Oman n'est pourtant pas dépourvu d'intérêt au plan stratégique puisqu'il représente un point d'appui maritime dans la Péninsule arabique. Ouvert sur le Golfe d'Oman et l'Océan Indien, il commande le détroit d'Ormuz et entretient de bonnes relations avec l'Iran. Mais pour l'heure, la France ne semble pas vouloir étendre son approche régionale de la coopération militaire à ce sultanat.

Quant au royaume de Bahreïn, l'accord de défense conclu en 2009, résulte de la volonté de la monarchie de créer une force de réaction rapide au sein de la Garde royale ; pour la France, il s'agit d'investir un domaine de coopération pour lequel les Britanniques ont perdu du terrain.

S'ils impliquent inégalement la France, ces divers accords contribuent tous à consolider sa présence dans la région du Golfe persique. On peut toutefois se demander si les révolutions arabes n'ont pas donné une nouvelle dimension à cette diplomatie de défense.

## Printemps arabes Quelles conséquences pour la diplomatie de défense dans le Golfe persique ?

Par les diverses coopérations qu'elle a engagées, la France rayonne dans le Golfe persique et consolide ainsi son influence dans le monde arabe. Mais aujourd'hui, cette présence doit être appréhendée à travers la nouvelle cartographie dessinée par le Printemps arabe<sup>14</sup>. Les mutations profondes déclenchées par cette force contestataire sont encore à l'œuvre. C'est pourquoi, il est prématuré de conclure à la réussite ou à l'échec de ces révoltes. Face à la reconfiguration du monde arabe et à son issue incertaine, la France doit jouer un rôle à la mesure de son rang au Conseil de sécurité des Nations unies et de ses ambitions de puissance globale. Cela implique deux choses : pérenniser une implantation permettant de garder dans la région une parfaite autonomie de compréhension et d'appréciation de la situation ; forte de cette connaissance de la géopolitique du Golfe et de l'emprise que les pays du CCEAG peuvent exercer sur les événements se dérou-

lant dans le reste du monde arabe, la France doit renforcer son influence dans cette zone.

### Le Printemps arabe, une rupture stratégique.

Une relecture des accords de défense s'impose au vu des bouleversements qui ont secoué le monde arabe et qui ont engendré un nouvel équilibre des pouvoirs : 16 des 22 États membres de la Ligue arabe ont été confrontés en 2011 à l'instabilité politique. Un phénomène d'ampleur qui présente pourtant une forme de spontanéité qui l'a rendu difficilement prévisible. Si l'on n'a pas su le détecter, on en connaît encore moins l'issue : incertaine, elle dépend grandement des solutions économiques durables qui seront proposées à une jeunesse frustrée. Ce qui est certain, c'est que les changements engendrés par ces révoltes sont sans précédent et marquent l'entrée dans une nouvelle ère pour ce que l'on appelle un peu hâtivement le monde arabe.

Parmi ces mutations, l'émergence de l'Islam politique pourrait bien caractériser la plupart des régimes nés de la révolution. Reste à savoir quelle expression prendra cet Islam politique. Certes, il y a des aspirations démocratiques mais il est encore trop tôt pour conclure qu'elles prendront le dessus face à une mouvance islamiste dure, comme celle des salafistes, financée par les pays du Golfe. Plus que jamais, le Moyen-Orient est confronté à des risques de déstabilisation dans une région déjà fragilisée. La crise en Syrie contribue à nourrir l'instabilité régionale. Amplifié par les révolutions arabes, le clivage Sunnites/Chiites devient de plus en plus structurant dans les relations entre États arabes et constitue par là-même un risque stratégique majeur. Autre élément d'incertitude, la succession du roi Abdallah en Arabie Saoudite, qui n'est pas moins que la première réserve de pétrole mondiale ; le risque également que la région bascule dans une course aux armements avec la menace de se doter de l'arme de dissuasion si l'Iran menait à terme le projet nucléaire qui semble être le sien. De nouveaux acteurs sont apparus sur la scène internationale et entendent bien jouer un rôle déterminant : le Qatar semble ainsi se revendiquer comme le successeur de l'Égypte, du temps où celle-ci était le grand médiateur du monde arabe. Le petit émirat s'est distingué tant par une diplomatie hyperactive que par son implication dans les révolutions arabes, notamment par sa chaîne TV, *Al-Jazeera*<sup>15</sup>. L'année 2011 a véritablement marqué un tournant dans la politique internationale du Qatar qui a su tirer avantageusement partie de plusieurs facteurs : l'absence de leadership dans le monde arabe ; la victoire du parti islamiste *Ennahdha* en Tunisie avec lequel il entretient d'excellentes relations ; son action diplomatique et militaire en Libye<sup>16</sup>. Cette contribution militaire marque d'ailleurs une évolution de la politique extérieure du Qatar : l'Émirat est bien décidé à se doter de ses propres outils d'intervention militaire pour soutenir, par la force si nécessaire, sa politique étrangère ; cantonné à l'activisme diplomatique, il affiche plus clairement l'ambition aujourd'hui de recourir

au *Hard power*. Un élément de plus à intégrer dans la nouvelle lecture de ce monde arabe en pleine transformation.

Au vu de ces bouleversements, « les printemps arabes constituent l'une des principales ruptures stratégiques à laquelle a été confrontée la France depuis 2008<sup>17</sup> ». Aussi, l'arc de crise, tel qu'il était envisagé en 2008, doit marquer cette nouvelle évolution de l'échiquier politique international ; d'abord, cette notion même d'arc de crise n'est pas très heureuse car trop réductrice. On a eu tendance à l'oublier mais le Livre blanc est aussi « un exercice de diplomatie publique » et certains partenaires du Golfe n'ont pas apprécié leur place sur le dit arc de crise<sup>18</sup>. Joseph Maïla, directeur de la prospective du ministère des Affaires étrangères suggère ainsi de parler « d'aire d'investissements stratégiques majeurs<sup>19</sup> ». L'une des vertus de la vague des printemps arabes, est sans doute d'avoir mis en lumière la pluralité de ce monde arabe : aussi, regrouper des espaces culturels si différents sous l'appellation unique d'arc de crise ne rend pas une juste vision de cette diversité. L'Afghanistan n'a rien de comparable avec le Qatar...

Face à ces changements, la diplomatie française dans la région doit actualiser son logiciel<sup>20</sup>. Et la diplomatie de défense doit également intégrer ces nouvelles données.

## Quelle diplomatie de défense après le Printemps arabe ?

Les révolutions arabes ont profondément modifié le paysage stratégique, mais ont aussi validé des choix politiques qu'il faut poursuivre : plus que jamais, la diplomatie de défense dans le Golfe persique doit être développée et consolidée. Cette entreprise est à mener au regard des objectifs prioritaires vers lesquels la coopération de défense doit tendre : l'interopérabilité devient un enjeu beaucoup plus pressant qu'auparavant car nous avons dans la région du Golfe persique non plus de simples partenaires d'exercice, mais bien des partenaires opérationnels, appelés à intervenir à nos côtés dans de nouvelles formes de coalitions. Par ailleurs, la France doit renforcer son influence dans cette zone décisive stratégiquement, tant pour garantir ses intérêts que pour assumer son rôle de puissance globale.

### 1) Développer l'interopérabilité

La Libye a prouvé que des coalitions d'un nouveau genre étaient désormais probables incluant de nouveaux partenaires. La participation de ces pays à des opérations en coalitions apporte une caution arabe indispensable dans des opérations qui peuvent être suspectées d'interventionnisme occidental. Les Émirats Arabes Unis ont été le deuxième pays arabe, après le Qatar, à participer aux opérations militaires pour faire respecter la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU en Libye. La diplomatie de défense dans le Golfe persique doit donc œuvrer dans le sens d'une plus grande interopérabilité entre la France et ses par-

tenaires. L'organisation d'exercices communs va pleinement dans ce sens comme les exercices interarmées *Gulf Shield* réunissant des éléments des armées du Qatar et des Émirats Arabes Unis, l'exercice *Green Shield* avec l'Arabie Saoudite et plus récemment *Gulf 2012* organisé conjointement par les EAU et la France. À cet égard, la base militaire d'Abu Dhabi favorise la conduite d'activités d'entraînement et d'aguerrissement des forces françaises, aux côtés de leurs partenaires locaux.

Il faut ainsi veiller pour l'avenir à entretenir ces exercices conjoints qui participent tout autant à démontrer la qualité des équipements français dans le but de les exporter, qu'à assurer une véritable interopérabilité entre les forces. Celle-ci constitue un outil de rayonnement comme le rappelait l'ancien chef d'état-major de l'armée de l'Air, le général Paloméros : « Si notre armée de l'Air a acquis une dimension internationale, c'est qu'elle jouit d'une vraie reconnaissance de la part des pays étrangers ; à telle enseigne que l'on pourrait parler d'une véritable « diplomatie aérienne » : c'est particulièrement évident avec les Émirats Arabes Unis, le Qatar – qui a participé aux opérations en Libye<sup>21</sup> (...) ». Le très haut niveau technologique des équipements de ces partenaires de même que la communauté d'armement (chars *Leclerc*, *Mirage*...) renforce la pertinence d'une coopération opérationnelle.

Dans le prolongement d'une interopérabilité plus poussée, il conviendrait aussi pour l'avenir de développer une dynamique de coopération multilatérale ; cette orientation ne recueille pas pour le moment les faveurs des États du Golfe qui sont plus enclins à coopérer sur un mode bilatéral. À l'heure actuelle, ils ne parviennent pas à forger entre eux un climat de confiance permettant une action collective : à titre d'exemple, le sultanat d'Oman est très hostile à participer à des actions en coalition ou multinationales y compris au sein du CCEAG pour la lutte contre la piraterie. Il faudra donc travailler à transmettre à ces pays une culture du multilatéralisme, indispensable à une pleine interopérabilité en coalition.

## **2) Renforcer l'influence de la France dans le monde arabe**

À travers les divers accords de défense qui l'engagent dans le Golfe persique, la France manifeste son intention d'occuper le rang de puissance globale dans une région du monde « névralgique ». Cette ambition repose sur la capacité d'influence de la France dans la région et au-delà, dans le monde arabe. À cet égard, la base d'Abu Dhabi est un levier d'influence majeur. Inaugurée le 16 mai 2009, la base comporte trois implantations distinctes : navale, terrestre et aérienne. Depuis 50 ans, la France n'avait pas ouvert de nouvelle base militaire à l'étranger, ce qui fait de cette implantation « une petite révolution géopolitique » selon les propos de l'amiral Guillaud<sup>22</sup>. Cette base de défense est d'abord l'expression d'un engagement sans ambiguïté aux côtés de nos partenaires émiriens pour garantir leur sé-

curité. Cette protection s'exerce par le fait même de la présence et la visibilité des forces françaises : le pré-positionnement permanent de forces armées contribue à tenir en respect les éventuels perturbateurs. La base envoie ainsi un signal fort sur la détermination et la capacité de la France à agir pour protéger les EAU, en vertu de l'accord de défense, mais aussi pour sauvegarder les intérêts français dans la région, en préservant ses voies d'approvisionnements énergétiques. Cet ancrage militaire offre de nouvelles capacités de projection de forces dans la région et sécurise deux routes maritimes majeures : l'entrée de la mer Rouge avec la base française de Djibouti (3.000 hommes) et la sortie du Golfe Arabo-persique. La France se retrouve *de facto* aux avant-postes d'une zone stratégique du Golfe persique, à savoir le détroit d'Ormuz. En cas de conflit arabe, américain ou israélien avec l'Iran, la base, située à 200 kilomètres des côtes iraniennes mettra la France en première ligne de ce conflit régional. Le durcissement du contexte politique dans la région doit conduire à ne pas sous-estimer l'occurrence d'un tel scénario : la rivalité entre les monarchies pétrolières soutenues par les États-Unis et l'Iran qui veut s'imposer comme puissance régionale, mais aussi la menace de l'Iran de bloquer le détroit d'Ormuz en cas d'attaque israélienne, place la France au cœur même de cette zone sensible. Plus que jamais, la nucléarisation de la région devient une perspective possible avec un Iran qui ne semble pas vouloir renoncer à l'atome militaire malgré les menaces d'Israël. De plus, il existe un contentieux de longue date entre l'Iran et les EAU au sujet de trois îles situées en plein détroit d'Ormuz<sup>23</sup>. Aussi, on mesure bien dans ces conditions, combien la clause de sécurité prévue dans l'accord entre la France et les EAU peut être engageante. Dans cette pou-drière, la base d'Abu Dhabi permet de contenir les tensions en dissuadant toute agression qui ferait basculer la région dans une crise dont les conséquences seraient d'autant plus graves qu'elles se propageraient vite à tous les pays voisins.

En ce sens, cette implantation militaire française s'inscrit dans une logique d'intimidation stratégique<sup>24</sup>. Autrement dit, il s'agit « en s'appuyant sur la menace d'emploi ou l'emploi effectif, mais limité de capacités et de modes d'action conventionnels, (...) à amener un adversaire potentiel ou déclaré à renoncer à initier, développer ou poursuivre une action agressive, en affectant sa détermination par la crainte des conséquences qu'il aurait à supporter s'il persistait dans son entreprise<sup>25</sup> ». Cette intimidation n'a d'impact que si elle affiche une volonté politique forte sous-tendue par des moyens de porter des coups significatifs. Ces moyens doivent être connus comme efficaces par l'adversaire : cette croyance peut ainsi être entretenue par des exercices réguliers visant à démontrer l'efficacité technique et opérationnelle. L'adversaire doit être convaincu que le passage à l'acte l'exposerait à des conséquences sans commune mesure avec le bénéfice escompté. La base d'Abu Dhabi contribue pleinement à cette intimidation stratégique en affichant la capacité de frapper, rapidement. Cette démonstration permanente du caractère opérationnel de nos forces participe de notre politique extérieure, particulièrement pour la prévention de crises. « Notre stratégie d'influence doit s'appuyer sur

l'existence de capacités visibles, quantifiables et reconnues, dont l'engagement, potentiel ou réel, contribue à la manœuvre politico-diplomatique<sup>26</sup> ».

Le rôle de la France en qualité de puissance globale dans la région repose aussi sur la surveillance des circuits de prolifération nucléaire. Par sa présence aux EAU, la France dispose ainsi d'un observatoire local et peut exercer une surveillance des flux proliférants. Cette capacité vient encore renforcer son rôle et son influence dans la stabilisation de la région.

## Conclusion

Le Printemps arabe a confirmé la nécessité pour la France d'investir la région du Golfe persique pour y affirmer son influence et contribuer à stabiliser une région où se cristallise bon nombre des enjeux sécuritaires présents et à venir. Les choix de la politique étrangère française dans cette zone s'en trouvent de ce fait validés ; mais ils obligent d'autant plus la France dans le paysage stratégique instable né des révoltes arabes. Plus que jamais, elle doit mettre à profit l'aura et le respect dont elle jouit dans cette partie du monde pour contribuer, aux côtés de ses partenaires du Maghreb, du Proche et du Moyen Orient, à la sécurité et à la stabilité régionale. L'œuvre des révolutions arabes est encore inachevée et c'est parce que tout reste à construire que la France doit tenir sa place et son rang dans le monde arabe. Et cela ne doit pas se limiter à une posture mais bien se traduire par une influence agissante.

## Notes

1. Rapport d'information n° 207, Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur la révision du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale : quelles évolutions du contexte stratégique depuis 2008 ?, p. 40.

2. La théorie du cygne noir a été développée par le philosophe Nassim Nicholas Taleb, selon lequel il existerait un certain nombre d'événements imprévisibles, hautement improbables, qui lorsqu'ils se réalisent, peuvent engendrer des conséquences exceptionnelles : le 11 septembre s'apparente ainsi à un cygne noir. cf TALEB, Nassim Nicholas, *Le Cygne noir, la puissance de l'imprévisible*, éd. Belles Lettres, Paris, 2008.

3. Théorisé par le professeur Joseph Nye en 1990 dans son ouvrage *Bound to lead, le soft power* s'appuie sur la capacité d'un pays à influencer le comportement d'un autre pays pour l'amener à adopter le même point de vue par le biais de la séduction culturelle et idéologique, sans recourir à la force (*hard power*). Le clivage *hard/soft power* est cependant dépassé et c'est davantage la combinaison harmonieuse de ces deux concepts qui prévaut aujourd'hui au sein d'une stratégie dite de *smart power*. Celle-ci constitue depuis 2009, la doctrine officielle américaine en matière de politique étrangère.

4. Le CCEAG a été créé le 25 mai 1981 et réunit les pays suivants : Arabie Saoudite, Bahreïn, EAU, Koweït, Oman et Qatar.

5. Koweït : août 1992 ; Qatar : août 1994 ; EAU : janvier 1995.

6. L'Union européenne, en revanche, n'est pas perçue comme un partenaire fiable pour assurer la sécurité des États du Golfe, en grande part parce qu'elle n'apparaît pas comme crédible au plan politique.

7. Sur les discussions parlementaires relatives à cet accord de défense, cf Rapport n° 3455 de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale sur le projet de loi n° 3193, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats Arabes Unis

relatif à la coopération en matière de défense ; Rapport n° 724 de la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats Arabes Unis relatif à la coopération en matière de défense.

8. HASBANI, Nadim, « France-Émirats : des relations militaires stratégiques ? », Revue *Moyen-Orient*, n°3, décembre 2009 – janvier 2010.

9. Accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des Émirats arabes unis relatif à la coopération en matière de défense, du 26 mai 2009, art. 4.

10. L'afflux de devises provoqué par le choc pétrolier de 1974 et le besoin de l'Arabie Saoudite de sécuriser ses voies maritimes conduisent le royaume à diversifier le programme de modernisation de ses forces armées. Ainsi, le 11 mai 1980, un accord de coopération militaire dans le domaine naval est conclu entre la France et l'Arabie Saoudite : il porte principalement sur la fourniture par l'État français de matériel à la marine de guerre saoudienne. De même, le 9 octobre 1982, les deux gouvernements signent un accord de coopération et d'assistance militaire dont l'objet est la conduite d'exercices en commun et la formation du personnel militaire saoudien.

11. MALBRUNOT, Georges, « Pourquoi Hollande relance le partenariat avec l'Arabie ? », <http://blog.lefigaro.fr/malbrunot>, publié le 03/11/2012.

12. Dès la fin des années 1990, les EAU engagent une diversification de leur approvisionnement en armes et achètent 80 F-16 aux États-Unis. L'Arabie Saoudite opte aussi pour la diversification des partenaires : Ryad se tourne ainsi vers Moscou pour consolider son arsenal militaire face à l'Iran tout en concluant avec Londres l'achat de 72 chasseurs *Eurofighter Typhoon*. De même, pour le Qatar, depuis 2003, l'Émirat abrite un centre de commandement militaire américain régional.

13. Quelques nations européennes ont tenté de tirer parti du miracle persique : Allemagne, Italie, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, République Tchèque, Bulgarie... Mais il s'agit là d'acteurs de second plan et c'est bien entre les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France que se joue la prise d'influence dans la région.

14. Sur le Printemps arabe, consulter GUETTA, Bernard, *L'an I des révolutions arabes*, éd. Belin, Paris, 2012 ; GUIDÈRE, Mathieu, *Le choc des révolutions arabes, de l'Algérie au Yémen, 22 pays sous tension*, éd. Autrement, Paris, 2012.

15. Sur la nouvelle diplomatie du Qatar : FIORINA, Jean-François, « Géopolitique du Qatar : Diplomatie du tapis volant ou réel appétit de puissance ? », CLES, note n° 60, 22 mars 2012 ; « Le Qatar pratique une diplomatie pragmatique », analyse de BONIFACE, Pascal, *Challenges*, 16 février 2012 ; DAZI-HËNI, Fatiha, « Désir de puissance : Le Qatar a-t-il les moyens de ses ambitions diplomatiques dans le monde arabe ? », *Actuelles de l'IFRI*, 21 juillet 2012.

16. Sur ce point cf BSIRI, Mourad, « Investissements et diplomatie du Qatar au Maghreb », *Futuribles international*, note de veille, 24 avril 2012.

17. MIRAILLET, Michel, Rapport d'information n° 207, Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur la révision du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale : « Quelles évolutions du contexte stratégique depuis 2008 ? », p. 37

18. *Id.*, p. 42

19. MAÏLA, Joseph, Rapport d'information n° 207, Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur la révision du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale : « Quelles évolutions du contexte stratégique depuis 2008 ? », p. 91.

20. VIGNAUD, Marc, « Virage radical pour la diplomatie française face aux révoltes du monde arabe », [www.lepoint.fr](http://www.lepoint.fr), publié le 22/03/2011 ; BARLUET, Alain, « Le printemps arabe réveille la diplomatie française », <http://plus.lefigaro.fr>, publié le 11/10/2011.

21. Compte-rendu n°5 de la Commission de la défense nationale et des forces armées, séance du 17 juillet 2012, session extraordinaire, audition du général Jean-Paul Paloméros, chef d'état-major de l'armée de l'air p. 6.

22. Cité par LEYMARIE, Philippe, « La France, puissance du Golfe », *Le Monde diplomatique*, 17 janvier 2008.

23. Depuis le 30 novembre 1971, le Shah d'Iran décida d'envahir trois îles émiraties situées dans le détroit d'Ormuz. L'Iran occupe toujours ces îles qui sont hautement stratégiques économiquement parlant pour l'exploitation des hydrocarbures.

24. Ce concept a été proposé par le Centre interarmées de concepts, doctrines et d'expérimentations qui lui a consacré une étude : RDIA – 006\_IS (2012), Intimidation stratégique, Paris, 2012

25. Étude conduite par le CICDE, RDIA – 006\_IS (2012), Intimidation stratégique, Paris, 2012, p. 9.

26. Intervention du général d'armée aérienne PALOMÉROS, Jean-Paul, chef d'état-major de l'armée de l'air, « Garantir à la France une puissance aérienne de premier rang », colloque du 30 mars 2010, Assemblée nationale, Paris.

# Malheureux boucs émissaires

## Au-delà de l'Islam radical, de la modernisation et des régimes autoritaires comme origine du terrorisme au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

TIFFIANY O. HOWARD, PHD\*

**L**e Moyen Orient et les États du Maghreb ont été la proie de conflits persistants pendant les cinquante dernières années. Avec la fin de la Guerre Froide, la région a été le théâtre des guerres les plus sanglantes et les plus longues dans le monde, à savoir le conflit israélo-palestinien, les deux guerres en Irak (1991 et 2003), la guerre civile du Yémen (1994), le conflit au Liban (2007) et l'un des conflits les plus meurtriers entre états, la guerre entre l'Irak et l'Iran (1980-1988). La région du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord (MOAN) est une zone de conflits notoire, en proie aux conflits internes et régionaux, mais elle est également connue pour des réseaux terroristes et des attentats parmi les plus meurtriers du monde. La violence est tellement courante au Moyen Orient et au Maghreb que de nombreux politologues focalisent leurs recherches sur la région.

Cela fait des années que les spécialistes s'efforcent de comprendre la raison pour laquelle la région du MOAN est le théâtre d'une vague apparemment sans fin de violence. Plusieurs études empiriques ont débouché sur des théories qui s'appliquent et concluent que l'absence de démocratie, le radicalisme religieux et les obstacles à la modernisation sont à la racine des conflits<sup>1</sup>. En m'appuyant sur ce corpus de recherches, j'explore les arguments qui y sont présentés dans une perspective différente de celle des études existantes. Au lieu d'aborder la démocratie, la modernisation et le radicalisme religieux comme des concepts discrets, l'article examine l'impact de ces facteurs sur la tendance à la violence politique en tant qu'éléments de la faillite des états.

À côté de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie, la région du MOAN contient la plus forte proportion d'états défaillants et faillis dans le monde. Les théories étudiées jusqu'à présent, démontrent que les causes fondamentales de la violence politique dans ce domaine sont tout simplement les symptômes de tous les états faibles. Il

---

\* L'auteur est maître de conférence en science politique à l'Université du Nevada, à Las Vegas. Elle obtint son double doctorat de science politique et de politique publique à l'Université du Michigan, à Ann Arbor, en 2006. Parmi ses domaines de spécialisation figurent la sécurité internationale, les politiques en matière d'immigration et de réfugiés, ainsi que la violence politique, les conflits et le terrorisme. Elle est l'auteur de *The Tragedy of Failure* (La tragédie de l'échec), Praeger Security International/ABC-CLIO, 2010, et d'articles cautionnés par un comité de lecture, parus dans des publications telles que *Civil Wars*, *Studies in Conflict and Terrorism et Immigrants and Minorities*.

convient, par conséquent, d'entamer les analyses des causes du terrorisme et de la violence politique au Moyen Orient et au Maghreb par un examen du fréquent dysfonctionnement de l'état dans la région.

En utilisant les données de l'*Arab Barometer Survey* (2008), l'article affirme que les situations de faillite de l'état obligent le peuple à recourir au terrorisme et à la violence politique dans la région MOAN pour obtenir des avantages politiques, économiques et sociaux tangibles et arracher des concessions politiques stratégiques<sup>2</sup>. Encourager la démocratie, la modernisation et la liberté religieuse sur une base individuelle est une activité noble et utile, mais ces facteurs doivent être intégrés dans la construction d'un état, première étape pour adresser la violence systématique.

### Argumentation

Cette étude évalue les rapports entre la faillite d'un état et le caractère généralisé du terrorisme et des insurrections au Moyen Orient et au Maghreb, dans un effort d'illustration du fait que c'est le processus de faillite des états qui explique la raison pour laquelle la région est en proie à la violence politique et non les problèmes à base d'injustice d'un manque de démocratie et de développement économique, qui alimentent à leur tour le radicalisme religieux. Bien qu'il soit tentant de limiter l'argumentation à la simple explication selon laquelle les états défaillants et faillis attireraient naturellement les groupes terroristes et les insurgés, compte tenu de l'absence d'une force de sécurité opérationnelle, l'article soutient que le rapport est plus nuancé que cela. Il est certain que l'élément d'un facteur d'attraction est présent en ce que les acteurs qui s'engagent dans la violence politique sont mieux à même de mener des opérations dans les états faillis. Jusqu'à présent, les études sont restées, dans leur majorité, focalisées uniquement sur cet élément, l'attraction exercée par les états faillis sur les terroristes et les insurgés<sup>3</sup>. L'article présente toutefois un autre argument dans cette dynamique, la possibilité que les citoyens des états faillis sont attirés vers la violence politique par suite de la détérioration des conditions régnant dans ce type d'état. Un élément crucial est resté absent de ce débat, à savoir le processus de décision des citoyens ordinaires qui décident de s'engager dans des activités de terrorisme et d'insurrection parce que l'état ne peut plus assumer ses responsabilités à l'égard de ses administrés. La population des états faillis est attirée par la violence politique parce que le système ne fonctionne plus, l'état a failli à ses responsabilités.

Plutôt que d'évaluer les habitudes de violence politique dans les états défaillants de la région MOAN à l'aide de données événementielles, cette étude cherche à comprendre l'optique de certaines personnes quant au recours à la violence en tant qu'outil politique une fois que l'état est en faillite. Les données produites par des enquêtes de *Arab Barometer* concluent que dans les États défaillants du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord, un modèle insidieux de dénuement et d'oppression qui conduit des citoyens ordinaires à s'engager, ou à soutenir, la violence politique. La présente étude vise à encourager le débat intellectuel en suggérant une autre cause profonde de ce type de violence qui a été négligée par les modèles généraux d'indicateurs de ter-

rorisme. Car jusqu'à présent, dans la mesure où ces modèles ont ignoré les données au niveau individuel, ils ont ainsi ignoré également les principes de base de la psychologie humaine et ce qui conduit des êtres humains, apparemment rationnels, à commettre des actes irrationnels de violence.

Les états faillis menacent la survie de leurs administrés, ce qui conduit ces derniers à se procurer des ressources politiques et économiques tangibles par d'autres moyens, parmi lesquels figure le recours à la violence politique. De plus, les principales implications pour la communauté internationale sont que ce modèle de dénuement rend les citoyens de ces états plus sensibles à l'influence des groupes terroristes à parrainage international. Les états représentent par conséquent des terrains propices pour les terroristes, qui exportent ensuite leurs idéologies radicales vers d'autres régions pour créer des menaces terroristes dans le monde entier. Ainsi, la guerre mondiale contre le terrorisme restera une entreprise futile si la communauté internationale ignore l'importance d'une construction complète d'un état en incorporant le développement soutenu d'institutions politiques et économiques solides au sein des sociétés en voie de développement<sup>4</sup>.

Cette recherche est doublement importante. Pour commencer, la présente étude s'ajoute au corpus existant de recherches sur les états défaillants, fragiles et faillis en ce qu'elle donne un aperçu d'un ensemble discret d'indicateurs du déclin d'un état<sup>5</sup>. Elle va toutefois plus loin que ces travaux en évaluant la façon dont ces facteurs se combinent pour affaiblir un état et créer le chaos et l'anarchie au sein d'une nation où le terrorisme et la violence deviennent ensuite une voie légitime vers l'acquisition de ressources politiques et économiques.

Au-delà de l'établissement d'une typologie de la faillite des états, la présente étude est opportune et se distingue des autres travaux portant sur le terrorisme par son approche à la compréhension des causes profondes de ce type de violence autres que le déclin économique, le radicalisme religieux et les niveaux de frustration<sup>6</sup>. À la différence des travaux précédents, qui se focalisent sur les incidents terroristes à grande échelle et sur les cas de pays particuliers et qui brossent un tableau général de la façon dont les états défaillants contribuent à la violence politique, la présente étude va plus loin et s'efforce de comprendre ce qui, dans le processus de faillite d'un état, influence la décision d'une personne de commettre ou de soutenir un acte de violence politique.

## Terrorisme et états faillis au Moyen Orient et en Afrique du Nord

L'objectif principal d'un état est d'apporter à ces citoyens le bien public de sécurité. Un état fort fait en sorte que ses frontières soient sûres et que les citoyens ne soient pas engagés dans des conflits internes<sup>7</sup>. L'apport de toute une série d'autres biens publics ne peut être assurée que lorsqu'une mesure raisonnable de sécurité a été maintenue à l'intérieur des frontières ainsi que dans les états avoisinants<sup>8</sup>. Pour les états forts, les états défaillants sont intrinsèquement faibles en raison des contraintes

géographiques, politiques ou économiques ; fondamentalement forts mais provisoirement ou situationnellement affaiblis par un conflit interne, une mauvaise gestion, la corruption, le despotisme ou les menaces extérieures<sup>9</sup>. Ces nations présentent généralement des tensions ethniques, religieuses, linguistiques ou un autre type de tension intercommunale qui n'ont pas encore dégénéré en violence généralisée et incontrôlable. Le produit intérieur brut par habitant, et d'autres indicateurs de prospérité économique, ont tous décliné. La capacité du gouvernement d'assurer le bien public essentiel de sécurité s'est détériorée ou est en cours de détérioration et les taux de criminalité tendent à être élevés ou en hausse.

Alors qu'un état défaillant est dans une position précaire de détérioration, l'état failli ne présente aucun signe de sécurité et d'ordre. La plupart des « états faillis sont tendus, profondément dangereux et contestés farouchement par des factions belligérantes<sup>10</sup> ». Dans la plupart des cas, le gouvernement d'un état failli subit de multiples rébellions et troubles civils, des conflits communaux et toute une série de mécontentements à son égard<sup>11</sup>. Les états-nations faillis sont incapables de contrôler leurs frontières ; leur économie s'est détériorée ; ils sont impliqués dans des luttes dures et violentes ; il n'existe aucun signe de fonctionnement de l'infrastructure matérielle ; et leurs institutions politiques n'ont plus aucune forme de légitimité. En d'autres termes, un état failli représente un régime auquel manque la capacité de remplir les tâches fondamentales d'un état-nation dans le monde moderne.

Les états faillis connaissent un véritable cataclysme dont les conséquences sont graves et ont des implications à long terme pour la société. Dans les états-nations en faillite qui souffrent de l'absence d'un système politique qui fonctionne et de l'inobservation des principes fondamentaux de la sécurité et de l'ordre, les citoyens sont potentiellement plus vulnérables à la propagande et au programme extrémiste des groupes terroristes. En conséquence, il existe un potentiel d'acquisition par les groupes extrémistes du soutien populaire d'un recours à la violence politique dans une telle situation précaire. Il en résulte qu'il est possible de persuader le citoyen ordinaire de soutenir le recours à la violence politique et, potentiellement, de s'engager dans de tels actes comme moyen d'accéder à des ressources économiques et politiques tangibles que l'état ne peut plus fournir.

Cette situation particulière a été évidente au Moyen Orient et au Maghreb car cette région a souffert d'un manque de développement économique et d'inégalités dans la distribution des ressources. C'est ainsi que des crises économiques dues à une absence de développement ont paralysé les États de cette région en les affaiblissant sans cesse et conduisant un grand nombre de ceux qui souffraient de la pauvreté à soutenir les organisations terroristes ou à les rejoindre. En outre, les conditions de fragilité dans lesquelles se trouvent les États de cette région ont également fourni du matériel de propagande aux groupes extrémistes, ce qui a facilité leurs efforts de recrutement et légitimé leurs actes de terrorisme au sein de la population<sup>12</sup>.

Comme nous l'avons vu ci-dessus, à côté de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie, le Moyen Orient et l'Afrique du Nord constituent une région hantée par les états faillis (Tableaux 1 et 2). Les Figures 1 et 2 illustrent la prévalence de l'effondrement

de l'état et des incidents de terrorisme dans la région. La section suivante explique les raisons pour lesquelles ces deux facteurs sont si étroitement liés.

**Tableau 1 : classement 2008 *Index of State Weakness* par ordre de faiblesse des États du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord (basé sur un total de 141 pays)**

Pays	Classement	Quintile
Irak	4	Le plus bas
Yémen*	30	2e quintile
Mauritanie	37	2e quintile
Algérie*	57	3e quintile
Syrie	59	3e quintile
Iran	66	3e quintile
Egypte	78	3e quintile
Libye	86	4e quintile
Liban*	93	4e quintile
Maroc*	96	4e quintile
Turquie	98	4e quintile
Tunisie	112	4e quintile
Jordanie*	118	5e quintile (le plus élevé)
Oman	128	5e quintile (le plus élevé)

Source: Susan E. Rice et Stewart Patrick, *Index of State Weakness in the Developing World*, Washington, DC : Brookings Institution, 2008, pp. 39–42, [www.brookings.edu/~media/Research/Files/Reports/2008/2/weak%20states%20index/02\\_weak\\_states\\_index.PDF](http://www.brookings.edu/~media/Research/Files/Reports/2008/2/weak%20states%20index/02_weak_states_index.PDF).

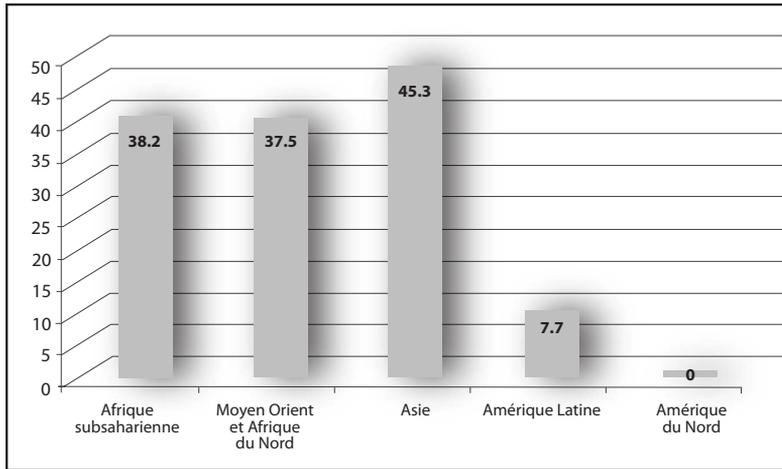
\*Country case dans l'*Arab Barometer Survey*

**Tableau 2 : classement 2009 par ordre de faiblesse des États du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord (basé sur un total de 177 pays)**

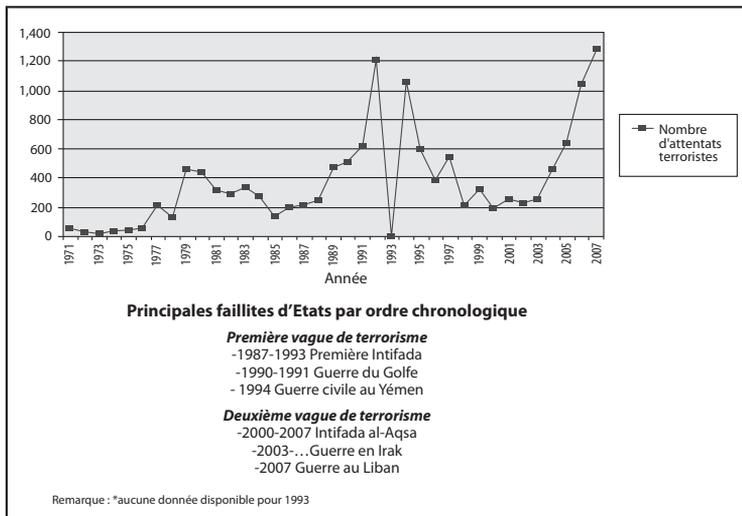
Pays	Classement	Quintile
Irak	6	Alerte
Yémen*	18	Alerte
Liban*	29	Alerte
Iran	38	Alerte
Egypte	43	Mise en garde
Mauritanie	46	Mise en garde
Israël/Cisjordanie*	58	Mise en garde
Algérie*	73	Mise en garde
Turquie	85	Mise en garde
Jordanie*	86	Mise en garde
Arabie saoudite	89	Mise en garde
Maroc*	93	Mise en garde
Libye	112	Mise en garde
Tunisie	121	Mise en garde
Koweït*	125	Mise en garde

Source: "The Failed States Index 2009," Foreign Policy and the Fund for Peace, consulté le 21 février 2013, [www.foreign-policy.com/articles/2009/06/22/2009\\_failed\\_states\\_index\\_interactive\\_map\\_and\\_rankings](http://www.foreign-policy.com/articles/2009/06/22/2009_failed_states_index_interactive_map_and_rankings).

\*Country case dans l'*Arab Barometer Survey*



**Figure 1 : pourcentage des états ayant connu des crises de faillite, par région, 1998-2003**  
 Source : Piazza, 2007 ; données recueillies par l'auteur



**Figure 2 : nombre d'incidents terroristes signalés et incidents majeurs de faillite de l'état au Moyen Orient et au Maghreb, 1977-2007**

La figure met en évidence deux vagues de terrorisme, dont la première commença approximativement en 1985 et s'amplifia nettement pendant toute la première Intifada palestinienne jusqu'à la guerre du Golfe puis la guerre civile au Yémen. Le conflit israélo-arabe, qui est au cœur des problèmes de sécurité dans la région, connut une diminution de la violence suscitée par le processus de paix d'Oslo en 1993-2000 et par les négociations de Camp David en 2000 mais la rupture des négociations, suivie de la visite de l'ancien premier ministre israélien Sharon au Mont du Temple, conduisit au déclenchement de la deuxième Intifada et de la deuxième vague de violence politique, qui s'est amplifiée régulièrement avec les guerres au Liban et en Irak. Source : « *Global Terrorism Database* » (Base de données sur le terrorisme international). START. [www.start.umd.edu/gtd/](http://www.start.umd.edu/gtd/). Consultée le 2 février 2010. Données recueillies par l'auteur.

L'absence de l'état sur un territoire non administré est à la racine des rapports entre la faillite de l'état et le terrorisme. Comme de nombreux états de l'Afrique subsaharienne, la région du MOAN comportent de vastes étendues de territoire non administré et ces territoires sont « liés à l'incubation du terrorisme où le gouvernement central est incapable de projeter sa puissance dans des régions importantes du pays contrôlées par des insurgés, des acteurs régionaux [ou des terroristes]<sup>13</sup> ». Au sein du MOAN, le Yémen, l'Arabie saoudite, l'Algérie et le Liban ont tous accueilli des groupes terroristes tels qu'Al-Qaïda et l'Organisation de libération de la Palestine – OLP sur leurs territoires tribaux et dans leurs régions isolées où l'influence du gouvernement est marginale, sinon totalement absente.

Au-delà des territoires non administrés, la région du MOAN souffre également d'autres éléments cruciaux de la faillite de l'état : une absence de sécurité, une autorité illégitime et corrompue et l'incapacité du gouvernement à fournir des biens et services publics à des segments importants de la population. Combinés, ces facteurs représentent les conditions de la faillite de l'état. On observe toutefois dans la région du MOAN trois autres facteurs qui, bien que n'étant pas particulièrement propres à la région, mais souvent considérés comme d'importantes causes profondes de la violence politique dans la région.

La présente étude examinera également l'impact des facteurs que sont l'autoritarisme, l'absence de développement économique et la domination du radicalisme religieux sur le soutien individuel apporté à la violence. Au Moyen Orient et en Afrique du Nord, ils agissent comme facteurs affectant les rapports entre la violence politique et la faillite de l'état. Comme mentionné précédemment, d'autres études n'ont pas manqué d'examiner ces questions en tant que contributeurs clés au terrorisme dans la région, mais plutôt, ils n'ont pas évalué leur influence collective sur le terrorisme dans le contexte de la faillite de l'état. La section suivante explore cette relation plus en détail. Cependant, il est important de comprendre que les considérations et circonstances culturelles au sein de la région du MOAN rendent la convergence de ces variables aussi cruciale pour notre compréhension de la faillite des états dans cette région et de leur impact majeur sur le soutien idéologique apporté au terrorisme, plus que dans toute autre partie du monde<sup>14</sup>.

### L'exception moyen-orientale : autoritarisme, développement économique et radicalisme religieux

#### *Absence de démocratie / régime autoritaire*

Le Moyen Orient et l'Afrique du Nord constituent une région dominée par des systèmes autoritaires de gouvernement. Des vingt-quatre États de cette région, seuls Israël et la Turquie représentent des États démocratiques traditionnels. Samuel Huntington cite la région comme étant particulièrement réfractaire aux idéaux démocra-

tiques, ce qui est évident étant donné que la région n'a pas encore connu une vague de démocratisation<sup>15</sup>. Huntington, comme l'ont fait d'autres chercheurs, a soutenu que l'absence de démocratie dans la région du MOAN peut être attribuée à un ensemble complexe de facteurs, dont le plus significatif est la nature saillante de l'Islam<sup>16</sup>.

À l'issue d'une analyse transversale multi variée, M. Steven Fish conclut que l'Islam a des liens solides avec l'autocratie et attribue cette conclusion au rôle subordonné de la femme dans la société du MOAN<sup>17</sup>. En revanche, Daniela Donno et Bruce Russett concluent qu'en général, les États arabes ont plus de chances d'être autoritaires que les états islamiques<sup>18</sup>. Le débat continue donc à propos de la question de savoir si oui ou non la prédominance des systèmes autocratiques de gouvernement dans la région est due à la culture arabe ou au fait que l'Islam est la religion dominante dans ces pays. Néanmoins, que ce soit l'Islam ou l'Arabisme qui est le moteur de l'autoritarisme, la prédominance de l'autocratie au Moyen Orient a longtemps été considérée comme une cause profonde des conflits dans la région<sup>19</sup>. Autrement dit, dans ce type d'états, « les griefs restent ignorés et sont donc autorisés à s'envenimer au point où les citoyens se tournent vers les acteurs extrémistes pour une solution. La nature dictatoriale du régime retarde en outre l'application des vertus publiques de modération et de compromis politiques, qui sont des éléments nécessaires de l'expression politique non violente<sup>20</sup> ». Pourtant, malgré les rapports entre l'autoritarisme et les conflits intérieurs, les rapports entre l'autoritarisme et le terrorisme sont moins définis et ne sont pas suffisamment documentés dans le corpus de recherches existant.

Les études existantes ont identifié peu de signes suggérant que l'absence de démocratie et la présence d'un régime autoritaire encouragent le terrorisme<sup>21</sup>. Plusieurs études ont même conclu que les démocraties sont en fait plus propices aux activités terroristes que les états autoritaires<sup>22</sup>. Ainsi, un facteur important de cette analyse consiste à illustrer que les caractéristiques d'un régime autoritaire qui favorisent les conflits favorisent également le terrorisme. Il est logique de présumer qu'il existe un rapport entre le terrorisme et les formes autocratiques de gouvernement, étant donné les rapports étroits entre les conflits violents et l'autocratie. Par conséquent, le fait que les études existantes n'ont pas pu établir ce rapport illustre les faiblesses de ces analyses et des données utilisées. En utilisant des données d'enquête, le présent article diverge des approches existantes en identifiant les aspects répressifs des états autoritaires qui, dans le contexte de la faiblesse de l'état, encouragent les opinions et attitudes individuelles susceptibles de conduire ensuite à un comportement terroriste. Cette approche révélera que les systèmes autocratiques de gouvernement sont à l'origine du terrorisme lorsqu'ils sont examinés en tant que fonction de la faiblesse de l'état.

### *Absence de développement économique*

Le développement et la diversité économiques ont été largement absents dans la région du MOAN. Compte tenu d'une économie à la merci des ressources naturelles (essentiellement le pétrole), l'aide étrangère et l'envoi de fonds, le développement industriel a pris du retard dans la région<sup>23</sup>. La dépendance sur le pétrole joue un rôle

crucial dans la relation entre le terrorisme et la faillite de l'état. Certains chercheurs soulignent la pénurie de ressources comme contributeur majeur aux conflits, par contre un abondant corpus de recherches a trouvé un appui empirique que l'abondance de ressources comme étant un facteur dans la production et la perpétuation des conflits<sup>24</sup>. Qui plus est, la théorie de l'état rentier appuie cette assertion et la recherche a conclu que les états dépendants de quelques ressources naturelles connaissent une croissance économique lente et ont plus de chances d'être basés sur des régimes politiques autoritaires que les états qui manquent de ressources et/ou ont des économies diversifiées<sup>25</sup>.

L'absence de développement économique au Moyen Orient et en Afrique du Nord a été souvent citée comme étant le facteur principal à la base de la violence qui prévaut dans la région<sup>26</sup>. En l'absence d'un système économique inclusif, la région a favorisé des griefs valides parmi un segment de la population en pleine capacité physique et instruit, une jeunesse idéologique qui ne peut pas trouver du travail<sup>27</sup>. Les rangs des organisations terroristes sont alimentés par ce segment de la population privé de son droit et désabusé. Par conséquent, l'absence de développement économique dans la région a non seulement paralysé ces États, les affaiblissant perpétuellement, et conduit de nombreux jeunes chômeurs à rejoindre des organisations terroristes, mais elle a également permis l'apparition de quelque chose de bien pire. L'absence de développement économique a fourni aux groupes extrémistes du matériel de propagande, ce qui a facilité leurs efforts de recrutement, légitimé leurs actes de terrorisme et encouragé une idéologie basée sur le radicalisme religieux.

### *Radicalisme religieux*

Il ne fait aucun doute que l'Islam radical a ses racines dans la création et la militarisation d'Israël. Certains spécialistes soutiennent toutefois que ce ne fut qu'à la fin de la Guerre des Six Jours, en 1967, que l'Islam radical et les organisations intégristes créant ces idéologies commencèrent à devenir populaires<sup>28</sup>. La défaite infligée en six jours aux pays arabes par Israël insuffla un sentiment d'humiliation et de désespoir dans la région<sup>29</sup>. Du à l'échec du socialisme radical dans les années 1950 et 1960 ainsi que des mouvements du panarabisme, les populations du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord, désespérées, voulaient échapper à la domination apparente des idéaux et des valeurs de l'Occident et trouver un mouvement politique efficace, économique et social unique à la culture et à la religion dominante de la région.

L'action des mouvements islamistes radicaux consista à s'adjoindre ou, dans de nombreux cas, à se substituer au gouvernement comme fournisseur de biens économiques et sociaux, ce qui finit par conférer un pouvoir politique à ces groupes. Par conséquent, exploitant une large base d'affiliés parmi les chômeurs ayant un bon niveau d'éducation, déçus par la situation politique et économique dans la région, les Frères Musulman, Fatah, Hamas, ainsi que d'autres groupes islamiques radicaux, ont pu avec succès promouvoir et mettre en œuvre leur programme de violence.

Comme indiqué précédemment, cette étude s'écarte des travaux antérieurs en n'examinant pas simplement l'effet individuel de certains facteurs sur l'apparition du

terrorisme<sup>30</sup>. Dans le cas d'un radicalisme religieux, rien dans la religion islamique n'explique l'émergence d'un soutien populaire pour les idéologies extrémistes ou, d'ailleurs, au terrorisme. C'est plutôt l'absence de développement économique, couplée à une exposition à l'Islam radical, qui explique le soutien apporté individuellement à la violence politique. Par conséquent, cet article examine ces deux aspects qui caractérisent la défaillance d'un état lors de l'analyse de la méthodologie et des conclusions qui suivent.

### État failli : l'hypothèse principale

La principale hypothèse qui guide cette analyse est que les états défaillants et faillis sont des foyers de violence politique, principalement dû à la précarité de la règle de droit dans ces états fragiles et à l'absence totale d'une infrastructure de sécurité capable de surveiller les frontières du territoire. Cependant, les conditions de vie dans les états défaillants et faillis peut aussi conduire des personnes à recourir à des actes de violence comme moyens de réaliser un certain degré de sécurité ainsi que d'acquiescer des ressources politiques et économiques tangibles.

Les états forts apportent un bien public fondamental de base qui manque aux états faibles : la sécurité<sup>31</sup>. Sans sécurité, il est difficile aux états d'offrir des biens de base qui indiquent la stabilité d'un état. Les quatre hypothèses suivantes saisissent les dimensions de faiblesse de ces états.

#### *Bien public de la sécurité*

##### *Hypothèse 1 : les personnes qui estiment que l'état n'apporte pas une sécurité personnelle adéquate sont susceptibles de soutenir la violence politique.*

Cette hypothèse est fondée sur la notion que les personnes qui ont été victimes d'un acte de violence se tournent vers la violence politique comme un moyen d'obtenir un certain degré de sécurité que l'état n'a pas réussi à pourvoir. Ainsi, ils sont susceptibles de se livrer à des actes de violence contre l'état ou soutiennent des groupes susceptibles de commettre de tels actes tout en assurant toutefois une sécurité improvisée. Ce phénomène particulier est basé sur ce que certains sociologues ont identifié comme le facteur clé contribuant à l'appartenance à un gang. Certaines études ont conclu que les adolescents qui ont été les témoins ou victimes de violence ne croient plus que l'état et son personnel de sécurité soient en mesure de les protéger<sup>32</sup>. En conséquence, ils recherchent la protection d'autres groupes, tels qu'un gang, même si le gang commet des actes de violence. Kathryn Seifert applique ce comportement cognitif particulier non seulement au recrutement de membres par les gangs mais également à celui des cultes et des organisations terroristes. Elle soutient que l'exposition des adolescents à la guerre et au génocide les conduit, à une plus forte probabilité, à devenir violents et à participer à la violence sociale telle qu'elle est pratiquée par les organisations terroristes<sup>33</sup>. Dans la région du MOAN, où les adultes ainsi que les

adolescents sont exposés à la violence, les citoyens acceptent plus volontiers la violence politique que les individus dans les régions où la violence est moins répandue. De toute évidence, l'insécurité personnelle peut potentiellement conduire à l'appui et à la participation à la violence politique.

### *Présence de l'état*

#### *Hypothèse 2 : plus l'état est présent, plus la violence politique est amoindrie*

Dans tous les cas connus d'état failli, l'absence d'une influence de celui-ci est exprimée par l'existence d'un territoire non administré ; un espace non administré se caractérise par de vastes étendue à l'intérieur d'un état dans laquelle la règle de droit n'est pas appliquée par le gouvernement central. Ces espaces se trouvent généralement dans des zones rurales qui échappent à l'influence du gouvernement central ou dans des régions montagneuses où le terrain est accidenté<sup>34</sup>. Un tel espace est une recette pour le désastre. Sans la présence du gouvernement et du personnel de sécurité, les acteurs non étatiques tels que les groupes rebelles, les cellules terroristes, les unités paramilitaires et les insurgés peuvent s'organiser dans ces espaces et s'engager dans des activités illégales et dangereuses sans devoir se préoccuper de la présence du gouvernement central. Étant donné ce que nous savons des territoires non administrés, cette hypothèse émet que plus l'état est présent, moins il est probable que quelqu'un soutienne ou s'engage dans la violence politique.

### *Autorité de l'état*

#### *Hypothèse 3 : plus l'autorité et la légitimité de l'état sont grandes, plus il est douteux qu'une personne soutienne ou prenne part à la violence politique*

La logique derrière cette hypothèse est que les responsables d'un état donnent le ton. Si l'autorité de l'état est perçue comme étant corrompue ou comme ayant saisi le pouvoir par des moyens illégitimes, il devient difficile pour l'état de convaincre les citoyens de respecter les lois fondamentales et les règles institutionnelles<sup>35</sup>. La seule exception est le cas où les responsables de l'état, pour maintenir leur autorité et leur légitimité, ont recours à la violence et à la contrainte plutôt qu'à des institutions qui fonctionnent. Dans ces cas, les états ne maintiennent leur pouvoir et leur autorité que par l'oppression et l'emploi de tactiques répressives. En fin de compte, toutefois, la répression employée par l'état pour soumettre la population ne durera qu'un temps devant la détérioration de la situation due à sa faillite.

***Provision de biens publics***

***Hypothèse 4 : lorsque les citoyens jouissent de biens publics tangibles, ils sont moins susceptibles de soutenir ou de participer à la violence politique.***

Une fois la sécurité assurée, l'accessibilité à d'autres biens tangibles tels que des systèmes d'enseignement, de santé, de transport, de distribution de courrier et d'autres services de base deviennent une responsabilité essentielle de l'état<sup>36</sup>. Lorsque l'état n'assure pas ces services de base, les citoyens doivent rechercher d'autres moyens leur donnant accès à ces biens publics<sup>37</sup>. Cela peut prendre la forme d'un recours à la violence politique ou d'un soutien apporté à des organisations terroristes et à des groupes d'insurgés dans l'espoir qu'ils réussissent là où l'état a échoué.

**Hypothèses complémentaires :  
facteurs propres au Moyen Orient**

Comme indiqué précédemment, cette étude postule que le climat d'état failli engendre la violence politique. Dans le cas de la région du MOAN, certains facteurs culturels qui sont propres à la région coexistent pour créer une situation de faillite de l'état. Ainsi, au-delà des caractéristiques de l'état failli décrites dans la section précédente, il faut examiner trois autres facteurs qui sont à la fois propres et essentiels à la faiblesse de la région du MOAN.

***Prééminence de l'autocratie***

***Hypothèse 5 : compte tenu de la présence de gouvernance autocratique, les citoyens de ces États sont plus enclins à participer et à soutenir la violence politique.***

***Manque de développement économique***

***Hypothèse 6 : lorsque les citoyens perçoivent leurs états comme étant en retard dans le développement économique, ils sont plus susceptibles de participer et de soutenir la violence politique.***

***Radicalisme religieux***

***Hypothèse 7 : étant donné la prééminence et l'acceptation d'une idéologie religieuse radicale largement répandue, les citoyens exposés à ces idéaux dans leurs états sont plus enclins à participer et à soutenir la violence politique.***

Cet article postule qu'en plus du manque de biens publics de sécurité, de l'absence de l'état, de l'affaiblissement de l'autorité de l'état et de la carence de provision de biens publics, dans la région du MOAN la fréquence d'états faillis est également dû à la domination des régimes autocratiques, à l'absence de développement économique et à la présence d'un radicalisme religieux. Comme le montrent les modèles

statistiques, ces facteurs se combinent pour créer un climat de faillite d'état dans la région. En conséquence, cette situation encourage les citoyens à soutenir et à s'engager dans la violence politique afin d'arracher des concessions politiques et économiques à l'état.

## Données et méthodologie

Les données utilisées dans cette analyse proviennent de l'enquête de *Arab Barometer Survey* qui collationne des données recueillies dans sept pays de la région MOAN, dans chacun desquels de 750 à 1.300 personnes en âge de voter sont interrogées. Dans chaque pays, les données furent recueillies par voie d'entretiens directs et de diverses méthodes de collecte de données. En Algérie, au Maroc et au Koweït, l'enquête employa un échantillon aléatoire représentatif dans lequel les quotas d'âge, de niveau de scolarité et de sexe étaient basés sur le recensement le plus récent. En Jordanie, un échantillon de cent groupes fut sélectionné au hasard à partir de l'échantillon directeur et ces groupes furent organisés d'après le nombre de familles et l'implantation géographique de ces familles afin de garantir une représentation adéquate. Au Liban, un échantillon représentatif à l'échelle nationale fut établi à partir d'un cadre maître d'échantillons élaboré par *Statistics Lebanon*<sup>38</sup>. Au Yémen, un échantillon représentatif à l'échelle nationale fut également établi, mais en plusieurs étapes, proportionnellement à la population des vingt et un gouvernorats yéménites. Enfin, en Palestine, une méthode de sondage à trois degrés fut utilisée pour établir un échantillon basé sur le recensement national le plus récent.

### *Variables dépendantes*

Deux variables dépendantes mesurent le concept de « soutien apporté à la violence politique ». Ces variables saisissent ensemble les attitudes individuelles à l'égard de l'emploi de la violence politique comme outil légitime pour obtenir des biens tangibles ou des concessions de l'état.

**Variable dépendante 1 : violence politique.** La première mesure de la violence politique est basée sur la question suivante posée dans l'enquête *Arab Barometer Survey* :

Question (Variable = Violence1a-Violence1e) : « Pensez-vous que les opérations suivantes sont des opérations terroristes ou pas<sup>39</sup> ? »

Opérations	Terroriste	Non terroriste	Pas entendu parler	Sans opinion / ne sais pas lire	Refus de répondre
Explosions dans des hôtels d'Amman	1	2	3	8	9
Explosions en Egypte (Charm el Cheik/Dahab)					
Explosions dans le métro de Londres					
Explosions dans un train à Madrid					
Explosions à Casablanca (Maroc)					

Afin d'évaluer le modèle, je mets la valeur « 1 » à zéro, la valeur « 2 » à un et je code les valeurs restantes comme données manquantes pour chaque incident. La raison pour laquelle j'ai éliminé ces valeurs est que je ne m'intéresse qu'aux personnes interrogées qui sont en faveur du recours à la violence comparées à celles qui ne le sont pas. Je ne connais pas les motivations de celles qui n'ont pas de réponse, n'ont pas entendu parler des incidents ou ont refusé de répondre ; ces informations me sont donc inutiles.

Étant donné la définition que la présente étude donne du terrorisme, les incidents énumérés ci-dessus représentent des actes de violence politique, la raison de mon codage de variable de cette manière est donc que, si une personne interrogée ne considère pas ces événements comme des actes de terrorisme, j'en déduis que c'est parce qu'elle soutient ces actions et le recours à la violence. La transformation de la variable me permet de déterminer les dimensions de l'état failli qui augmentent les chances d'un soutien individuel apporté à l'emploi de la violence politique. La valeur « 1 » indique que la personne interrogée estime que les incidents cités n'étaient pas des actes de terrorisme et approuve ainsi l'emploi de ce type de violence, alors que la valeur « 0 » indique que la personne interrogée estime que les incidents cités étaient des actes de terrorisme et ne soutient pas l'emploi de ce type de violence.

**Variable dépendante 2 : violence politique.** La deuxième mesure de la violence politique est basée sur la question suivante posée dans l'enquête *Arab Barometer Survey* :

Question (Variable = Violence3) : « À votre avis, les groupes armés ont-ils raison d'attaquer des civils en Irak pour résister à l'occupation américaine? »

Codes de valeurs : 1 = Tout à fait d'accord, 2 = D'accord, 3 = Pas d'accord, 4 = Pas du tout d'accord, 8 = Pas d'opinion/ne sais pas lire, 9 = Refus de répondre/ne sais pas lire<sup>40</sup>

Afin d'évaluer le modèle, j'ai mis les valeurs « 1 » et « 2 » à un, les valeurs « 3 » et « 4 » à zéro et codé les valeurs restantes comme données manquantes. Aux yeux de la plupart des gens, l'emploi de la violence armée contre des civils dans le but de faire une déclaration politique ou d'arracher certaines concessions au gouvernement est considéré comme un acte de terrorisme. Par conséquent, cette variable, plus que les deux autres variables dépendantes, représente une claire indication quant à savoir si oui ou non la personne interrogée approuve le recours à la violence politique. La transformation de cette variable me laisse avec une mesure de la violence politique où, si la personne interrogée accepte cette formulation, on en déduit qu'elle soutient l'emploi d'actes de violence politique et ; si elle la rejette, on en déduit qu'elle n'approuve pas le recours à la violence politique.

Avant d'examiner la variable explicative, deux points doivent être soulignés à propos des mesures de substitution à la violence politique. Le premier est qu'à aucun moment ces mesures n'indiquent si une personne interrogée soutient le recours à la violence politique contre son propre gouvernement, en fait c'est exactement l'inverse, alors que la deuxième question mentionne les actes terroristes contre l'occupation américaine en Irak. Il est par conséquent fort probable que certaines des personnes interrogées puissent soutenir le recours à la violence politique contre les États-Unis mais pas contre leur propre état. Je reconnais les problèmes qui accompagnent l'utilisation de ces variables comme mesures de la violence politique contre l'état natal d'une personne interrogée, ce qui soulève mon deuxième point.

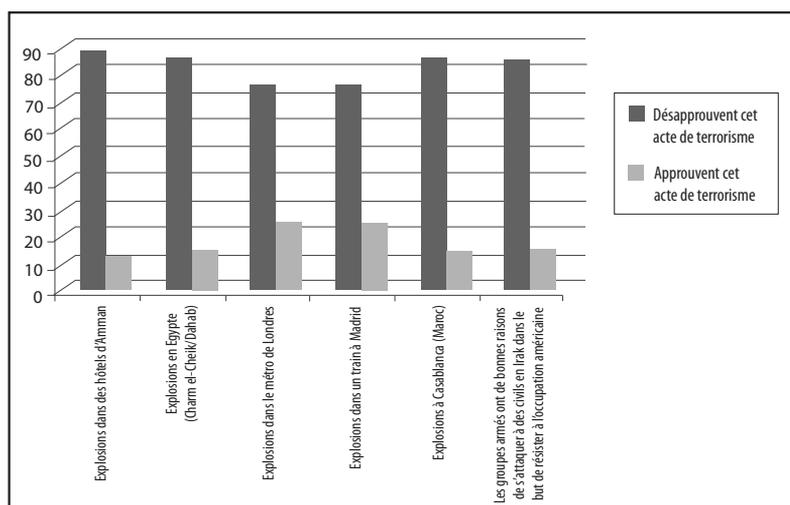
La bibliographie sur la violence politique dans la région du MOAN conclut que les attitudes négatives des populations envers l'Occident, les États-Unis en particulier, sont souvent en corrélation avec la dissatisfaction avec leur propre gouvernement : « Un sentiment constant d'humiliation causé par le soutien étranger caché et direct apporté à des régimes répressifs, ainsi que l'intervention étrangère directe, a laissé beaucoup de gens [du MOAN] déçus par leur propre gouvernement, ainsi que par ceux des principales puissances occidentales<sup>41</sup> ». Le soutien apporté au terrorisme contre les États-Unis ou tout autre état de la région du MOAN, devrait impliquer le soutien apporté par une personne interrogée au recours à la violence politique contre son propre état.

Le Tableau 3 et la Figure 3 appuient cette argumentation. L'analyse de corrélation de Pearson (tableau 3) révèle qu'il existe une forte corrélation entre les deux mesures de la violence politique. Bien que le coefficient obtenu pour la variable qui fait intervenir la violence terroriste contre les États-Unis, indique des relations plus lâches avec les autres concepts hypothétiques, ces relations restent statistiquement significatives. En outre, la Figure 3 appuie les conclusions de l'analyse de corrélation. Le pourcentage de personnes interrogées qui considèrent les incidents de violence comme des actes terroristes est en accord avec mon argumentation et notre compréhension de la nature du terrorisme. Les actes de violence commis contre des cibles moyen-orientales ou nord-africaines et contre des cibles civiles dans d'autres pays sont considérés en très grande majorité comme des actes terroristes par les personnes interrogées.

**Tableau 3 : Corrélation de Pearson pour des mesures de la violence politique**

Variables	1	2	3	4	5	6	7
1. Explosions dans des hôtels d'Amman	----	----	----	----	----	----	----
2. Explosions en Egypte (Charm el Cheik// Dahab)	0,6704***	----	----	----	----	----	----
3. Explosions dans le métro de Londres	0,559***	0,5811***	----	----	----	----	----
4. Explosions dans un train à Madrid	0,4677***	0,5712***	0,9125***	----	----	----	----
5. Explosions à Casablanca (Maroc)	0,6305***	0,7085***	0,6525***	0,6692***	----	----	----
6. Les groupes armés ont de bonnes raisons de s'attaquer à des civils en Irak dans le but de résister à l'occupation américaine	0,1045***	0,1054***	0,0935***	0,0993***	0,1015***	0,1668***	----

Note : \*\*\*p <0,01 pour test bilatéral<sup>42</sup>



**Figure 3 : pourcentage de personnes interrogées soutenant le recours à la violence politique**

Les conclusions à tirer du Tableau 3 et de la Figure 3 appuient mon assertion selon laquelle les attitudes négatives à l'égard de l'Occident sont également en corrélation avec le mécontentement que les personnes interrogées éprouvent vis-à-vis de leur propre gouvernement. Par conséquent, pour les besoins de la présente étude, quelle que soit la région où l'incident terroriste s'est produit, la notion qui veut qu'une personne approuve le recours à ce type de violence devrait impliquer qu'elle soutient l'emploi de la violence politique en général. Il y a ainsi une forte probabilité qu'elle soutient également le recours à ce type de violence contre son propre état.

### *Variables explicatives*

**Le bien public de la sécurité :** La première variable explicative est basée sur une seule mesure du bien public de sécurité et saisit les opinions individuelles en termes de sécurité ressentie. Je soutiens que, si une insécurité personnelle est fortement ressentie, les populations ont plus de chances de soutenir le recours à la violence politique contre les états faillis qui ne les ont pas protégées mais également de soutenir des groupes qui s'engagent dans la violence politique parce que ceux-ci leur offrent souvent leur protection.

La mesure du bien public de sécurité est basée sur la question suivante dans l'enquête *Arab Barometer Survey* :

Question 1 (Variable = Sécurité 1) : « En règle générale, à quel point est-il sûr de vivre dans ce(tte) (grande ville/petite ville/village) ? »

Valeurs : 1 = Très sûr, 2 = Sûr, 3 = Dangereux, 4 = Très dangereux, 8 = Pas d'opinion/ne sais pas lire, 9 = Refus de répondre/ne sais pas lire<sup>43</sup>

Afin d'évaluer le modèle, je code les valeurs de « 8 » et « 9 » comme données manquantes pour les deux variables. En éliminant ces valeurs, il reste une échelle qui indique une augmentation de l'insécurité perçue. Étant donné la mesure de cette variable explicative, un coefficient positif indique que plus l'insécurité perçue est élevée, plus une personne interrogée a de chance de soutenir le recours à la violence politique.

**La présence de l'état :** La deuxième variable explicative, c'est-à-dire la présence de l'état, est basée sur une seule mesure à cinq dimensions. Les dimensions de cette variable saisissent ensemble les opinions des personnes interrogées quant à la facilité avec laquelle elles communiquent avec leur gouvernement et en reçoivent des services. Plus le gouvernement est visible et accessible, plus il y a de chances qu'il soit présent. De même, moins le gouvernement est visible et accessible, plus il y a de chances que l'état soit absent dans la région où vit la personne interrogée, ce qui laisserait entendre la présence d'un territoire non administré où les groupes terroristes ont tendance à être florissants.

Les mesures de la présence de l'état sont basées sur les questions suivantes de l'enquête *Arab Barometer Survey* :

Question 1 (Variable = Présence1-Présence5) : « D'après votre expérience, à quel point est-il facile ou difficile d'obtenir des services administratifs ou sociaux du gouvernement<sup>44</sup> ? »

Service	Très facile	Facile	Difficile	Très difficile	Jamais essayé	Sans opinion	Refus de répondre
1. Une pièce d'identité (extrait d'acte de naissance, permis de conduire, passeport)	1	2	3	4	5	8	9
2. Inscription d'un enfant dans une école primaire publique							
3. Soins médicaux dans une clinique voisine							
4. Aide de la police en cas de besoin							
5. Accès aux personnes ou institutions compétentes pour déposer une plainte de violation de droits							

Afin d'évaluer le modèle, je code les valeurs de « 8 » et « 9 » comme données manquantes pour les cinq variables. En éliminant ces valeurs, il reste une échelle qui indique l'absence perçue de l'état. Je recode les variables de façon à inverser l'échelle, dans laquelle « 5 = jamais essayé » devient zéro, « 4 = très difficile » devient 1, « 3 = difficile » devient 2, « facile = 2 » devient 3 et « très facile = 1 » devient 4. J'inverse l'échelle parce que je ne veux pas abandonner la valeur « 5 = jamais essayé ». Dans certains cas, les membres de l'aristocratie qui ont les moyens d'obtenir ces services auprès de sources privées ne compteraient pas sur le gouvernement pour leur offrir ces services. Par conséquent, cela ne veut pas dire que le gouvernement est absent ou inaccessible mais que ces personnes s'adressent ailleurs. De même, les personnes d'un statut économique inférieur peuvent avoir besoin de ces services mais font preuve d'apathie à l'égard du gouvernement et de sa capacité de leur offrir ces services. Ne connaissant pas les motivations derrière les raisons pour lesquelles quelqu'un n'essaie pas d'obtenir ces services du gouvernement, je ne peux éliminer cette valeur. Si je le faisais, je perdrais des informations. Après recodage de cette variable, il me reste une échelle qui indique la présence perçue de l'état. Étant donné la mesure de cette variable et mon hypothèse, un coefficient négatif indiquerait que l'absence perçue de l'état augmente les chances qu'une personne interrogée soutienne le recours à la violence politique.

**L'autorité de l'état :** La troisième valeur explicative, l'autorité de l'état, est basée sur trois mesures qui saisissent ensemble les opinions des personnes interrogées concernant leur confiance dans le gouvernement et leur croyance en la légitimité de celui-ci. Si l'autorité de l'état est perçue comme corrompue et indigne de confiance, il est difficile pour celui-ci de convaincre les citoyens de respecter la loi et les règles

institutionnelles établies par le gouvernement. L'absence d'autorité de l'état encourage ainsi les citoyens à s'engager dans la violence politique comme moyen de protestation contre le gouvernement corrompu et illégitime. Les mesures de l'autorité de l'état sont basées sur les questions suivantes de l'enquête *Arab Barometer Survey* :

Question 1 (Variable = Confiance1-Confiance5) : « Pour chaque institution, veuillez me dire à quel point vous avez confiance en elle. Est-ce une grande confiance, une certaine confiance, une confiance limitée ou absolument aucune confiance<sup>45</sup> ? »

Institution	Une grande confiance	Une certaine confiance	Une confiance limitée	Absolument aucune confiance	Sans opinion	Refus de répondre
1. Premier Ministre	1	2	3	4	8	9
2. Tribunaux						
3. Parlement						
4. Police						
5. Partis politiques						

Afin d'évaluer le modèle, je code les valeurs de « 8 » et « 9 » comme données manquantes. En éliminant ces valeurs, il me reste une échelle qui indique un plus grand manque perçu de confiance dans les fonctionnaires qui représentent l'état. Étant donné la mesure de ces variables indépendantes et mon hypothèse, un coefficient positif indiquerait que le manque perçu de confiance dans le gouvernement augmente les chances qu'une personne interrogée soutienne le recours à la violence politique.

Question 2 (Variable = Légitimité1) : « Dans l'ensemble, comment évalueriez-vous la liberté et l'honnêteté des dernières élections générales qui se sont déroulées en [nom du pays] ? Furent-elles : »

Codes de valeurs : 1 = Complètement libres et honnêtes, 2 = Libres et honnêtes mais avec des problèmes mineurs, 3 = Libres et honnêtes mais avec des problèmes majeurs, 4 = Ni libres ni honnêtes, 8 = Sans opinion/ ne lit pas, 9 = Refus de répondre/ ne lit pas <sup>46</sup>

Question 3 (Variable = Corruption1) : « Voici quelques assertions décrivant le degré de généralisation de la corruption et de l'acceptation de pots-de-vin dans tous les secteurs de [nom du pays]. Laquelle des assertions qui suivent reflète-t-elle le mieux votre propre opinion ? »

Codes de valeurs : 1 = Presque personne n'est impliqué dans la corruption ou l'acceptation de pots-de-vin, 2 = Peu de fonctionnaires sont corrompus, 3 = La plupart des fonctionnaires sont corrompus, 4 = Presque tout le monde est corrompu, 8 = Sans opinion/ ne lit pas, 9 = Refus de répondre/ ne lit pas <sup>47</sup>

Afin d'évaluer le modèle, je code les valeurs de « 8 » et « 9 » comme données manquantes pour les variables *Légitimité1* et *Corruption1*. En éliminant ces valeurs, il me reste une échelle qui indique un accroissement de la présence perçue de la corruption chez les élus (*Corruption1*) et l'absence de légitimité du gouvernement (*Légitimité1*). Étant donné la mesure de ces variables indépendantes et mon hypothèse, un coefficient positif indiquerait que la présence perçue de la corruption du gouvernement et l'absence de légitimité de celui-ci augmentent les chances qu'une personne interrogée soutienne le recours à la violence politique.

**La provision de biens publics :** la quatrième variable explicative, la provision de biens publics est basée sur une seule évaluation indirecte qui saisit les opinions individuelles concernant la capacité de l'état d'apporter aux citoyens les services publics et sociaux essentiels. Un état qui ne peut et/ou ne veut pas offrir des biens et services publics, sera perçu comme affaibli par ses citoyens, qui ont alors plus de chances de recourir à d'autres moyens, dont le principal est la violence politique, pour obtenir ces biens essentiels. À l'appui de notre hypothèse, un état qui n'offre pas les services publics essentiels à ses citoyens les encourage à s'engager dans la violence politique ou à soutenir son emploi comme méthode d'accès à ces biens et services.

La mesure de la provision de biens publics est basée sur la question suivante de l'enquête *Arab Barometer Survey* :

Question 1 (variable = Biens1) : « Êtes-vous d'accord avec l'assertion suivante : le gouvernement fait de son mieux pour fournir aux citoyens tous les services dont ils ont besoin. »

Codes de valeurs : 1 = Pas du tout d'accord, 2 = Pas d'accord, 3 = D'accord, 4 = Tout à fait d'accord, 8 = Sans opinion/ ne lit pas, 9 = Refus de répondre/ ne lit pas<sup>48</sup>

Afin d'évaluer le modèle, je code les valeurs de « 8 » et « 9 » comme données manquantes. En éliminant ces valeurs, il me reste une échelle qui indique la capacité croissante du gouvernement d'offrir aux citoyens les services publics nécessaires. Étant donné la mesure de cette variable et mon hypothèse, un coefficient négatif indiquerait que l'incapacité perçue du gouvernement d'offrir aux citoyens des biens et services publics augmente les chances qu'une personne interrogée soutienne le recours à la violence politique.

**Prééminence de l'autocratie :** la cinquième variable explicative, la prééminence de l'autocratie dans la région, est basée sur deux évaluations indirectes qui saisissent les opinions des personnes interrogées concernant leur conviction que l'autoritarisme est le problème le plus important auquel est confronté leur pays. Ceux qui déclarent que la prééminence de l'autoritarisme dans leur pays est le problème le plus important (ou le deuxième plus important) qui se présente à leur état, ont des chances d'éprouver des sentiments et attitudes négatifs envers la nature répressive des états autoritaires. Par conséquent, ceux qui considèrent l'autoritarisme comme un problème majeur dans leur état ont plus de chances de soutenir le recours à la violence politique contre

l'état que ceux qui ne considèrent pas l'autoritarisme comme un problème majeur pour leur nation.

La mesure de la prééminence de l'autocratie est basée sur la question suivante de l'enquête *Arab Barometer Survey*<sup>49</sup> :

Question 1 (variable = Autocratie1) : « À votre avis, lequel des problèmes suivants est le plus important présenté aujourd'hui à [nom du pays] ? »

Codes de valeurs : 1 = Situation économique, 2 = Corruption, 3 = *Autoritarisme*, 4 = Fin de l'occupation américaine en Irak, 5 = Conflit israélo-arabe, 8 = Sans opinion/ne lit pas, 9 = Refus de répondre/ne lit pas<sup>50</sup>

Question 1 (variable = Autocratie2) : « À votre avis, lequel des problèmes suivants est le *deuxième* plus important présenté aujourd'hui à [nom du pays] ? »

Codes de valeurs : 1 = Situation économique, 2 = Corruption, 3 = *Autoritarisme*, 4 = Fin de l'occupation américaine en Irak, 5 = Conflit israélo-arabe, 8 = Sans opinion/ ne lit pas, 9 = Refus de répondre/ ne lit pas<sup>51</sup>

Afin d'évaluer le modèle, je recode la valeur « 3 = Autoritarisme » à un, toutes les autres à zéro et celles de « 8 » et « 9 » comme données manquantes. La nouvelle structure de codage me laisse une mesure dichotomique qui me permet d'isoler les personnes qui considèrent l'autoritarisme comme un problème majeur dans leur état. Étant donné la mesure de cette variable et mon hypothèse, un coefficient positif indiquerait les personnes qui considèrent l'autoritarisme comme un problème majeur dans leur pays et ont plus de chances de soutenir le recours à la violence politique.

**Manque de développement économique :** La sixième variable explicative, l'absence de développement économique dans la région, est basée sur deux évaluations indicatives qui saisissent les opinions des personnes concernant leur conviction que l'absence de développement économique est le problème le plus important présenté à leur pays et que les conditions économiques dans leur pays sont mauvaises. La mesure de l'absence de développement économique est basée sur les questions suivantes de l'enquête *Arab Barometer Survey* :

Question 1 (variable = DévEcon1) : « À votre avis, lequel des problèmes suivants est le plus important présenté à [nom du pays] ? »

Codes de valeurs : 1 = *Situation économique*, 2 = Corruption, 3 = Autoritarisme, 4=Fin de l'occupation américaine en Irak, 5 = Conflit israélo-arabe, 8 = Sans opinion/ ne lit pas, 9 = Refus de répondre/ne lit pas<sup>52</sup>

Question 1 (variable = DévEcon2) : « Comment évalueriez-vous la situation économique générale actuelle dans [nom du pays] ? »

Codes de valeurs : 1 = Très bonne, 2 = Bonne, 3 = Mauvaise, 4 = Très mauvaise, 8 = Sans opinion/ne lit pas, 9 = Refus de répondre/ ne lit pas<sup>53</sup>

Pour la variable, *DévEcon1*, je maintiens le codage original pour la valeur « 1 = Situation économique ». Je recode toutes les autres valeurs et les mets à zéro et code les valeurs de « 8 » et « 9 » comme données manquantes. La nouvelle structure de codage me laisse avec une mesure dichotomique qui me permet d'isoler les personnes qui considèrent la situation économique dans leur pays comme un problème majeur. Étant donné la mesure de cette variable et mon hypothèse, un coefficient positif indiquerait que les personnes qui considèrent la situation économique comme le pro-

blème le plus important présenté à leur pays ont plus de chances de soutenir le recours à la violence politique.

Pour la variable, *DévEcon2*, je code les valeurs de « 8 » et « 9 » comme données manquantes. En éliminant ces valeurs, il me reste une échelle qui indique le mécontentement croissant devant la situation économique dans le pays d'une personne interrogée. Étant donné la mesure de cette variable et mon hypothèse, un coefficient positif indiquerait que l'incapacité perçue du gouvernement de gérer convenablement la situation économique dans le pays d'une personne interrogée augmente les chances que cette dernière soutienne le recours à la violence politique.

**Radicalisme religieux:** Comme indiqué dans l'argumentation théorique examinée au début du présent article et dans les conclusions des recherches antérieures, la domination des idéologies de l'Islam radical ont contribué aux conflits intra-étatiques dans la région. Par conséquent, la septième variable explicative, la présence du radicalisme religieux dans la région, est basée sur deux évaluations indirectes destinées à saisir les interprétations extrémistes de la doctrine religieuse. Les opinions islamiques radicales ne suffisent pas à expliquer la violence politique au Moyen Orient et en Afrique du Nord, ce qui explique pourquoi, en plus d'évaluer cette variable en tant que facteur indépendant dans le modèle, j'établis également une relation entre elle et les mesures de l'autoritarisme et de l'absence de développement économique. L'Islam radical n'a réussi à se propager qu'à cause de l'absence de développement politique et économique dans la région. Je m'attends par conséquent à découvrir que ceux qui considèrent l'autoritarisme et l'absence de développement économique comme problèmes majeurs dans leur état, seront également des tenants des idéologies islamiques radicales. Dans un climat politique répressif et de mauvaises conditions économiques, les terroristes sont capables de manipuler la ferveur religieuse et ainsi de promouvoir avec succès le soutien apporté au recours à la violence politique contre état.

La mesure radicalisme religieux est basée sur les questions suivantes de l'enquête *Arab Barometer Survey* :

Question 1 (variable = Religion1) : « À votre avis, quelle est l'importance du principe suivant en tant que guide pour légiférer dans votre pays : le gouvernement devrait n'appliquer que les lois de la charia. »

Codes de valeurs : 1 = Tout à fait d'accord, 2 = D'accord, 3 = Pas d'accord, 4 = Pas du tout d'accord, 8 = Sans opinion/ ne lit pas, 9 = Refus de répondre/ ne lit pas<sup>54</sup>

Question 2 (variable = Religion2) : « Aujourd'hui, comme par le passé, les érudits et juristes musulmans ne sont parfois pas d'accord à propos de l'interprétation correcte de l'Islam en réaction aux questions actuelles. En ce qui concerne l'assertion suivante, veuillez indiquer si vous êtes tout à fait d'accord, d'accord, en désaccord ou en désaccord total avec l'interprétation de l'Islam présentée : si un Musulman se convertit à une autre religion, sa punition doit être l'exécution. »

Codes de valeurs : 1 = Tout à fait d'accord, 2 = D'accord, 3 = Pas d'accord, 4 = Pas du tout d'accord, 8 = Sans opinion/ne lit pas, 9 = Refus de répondre/ne lit pas<sup>55</sup>

Afin d'évaluer le modèle, je code les valeurs de « 8 » et « 9 » comme données manquantes. En éliminant ces valeurs, il me reste une échelle qui indique une baisse du soutien accordé aux idéaux de l'Islamisme radical au fur et à mesure que l'on monte

dans l'échelle. Étant donné la mesure de cette variable et mon hypothèse, un coefficient négatif indiquerait que plus le soutien apporté aux idéologies islamiques radicales est élevé, plus il y a de chances qu'une personne interrogée soutienne le recours à la violence politique.

### Contrôles

Je rends opérationnelles une série de variables de contrôle qui saisissent les conditions socioéconomiques des personnes interrogées. Parmi celles-ci figurent les variables, le niveau de scolarité, le statut professionnel, l'âge et le sexe. Ces variables servent d'indicateurs appropriés de la position socioéconomique d'un habitant de ce pays et sont incluses dans le modèle pour contrôler leur influence sur les rapports entre les conditions indépendantes sélectionnées et la violence politique. Voir l'Annexe pour une description des variables de contrôle et leur mesure. Le tableau 4 décrit chacun de ces variables inclus dans l'analyse.

**Tableau 4 : Liste des noms de variable et description des concepts mesurés**

Nom de variable	Concept d'indicateur
Violence1a-Violence1e	Mesure la violence-politique Indique que la personne interrogée ne croit pas que les incidents qui suivent sont des attentats terroristes : - Explosions dans des hôtels d'Amman - Explosions en Egypte - Explosions dans le métro de Londres - Explosions dans un train à Madrid - Explosions à Casablanca
Violence2	Mesure la violence politique Indique que les personnes interrogées croient que les groupes armés ont raison de s'attaquer aux civils en Irak afin de résister à l'occupation américaine
Securité1	Niveau de sécurité ressenti
Présence1-Présence 5	Aise ou difficulté avec laquelle les citoyens peuvent obtenir les services suivants du gouvernement - Pièce d'identité - Inscription d'un enfant dans une école publique - Soins médicaux dans une clinique proche - Aide de la police en cas de besoin - Accès au gouvernement afin de déposer une plainte en cas de violation de droits
Confiance1	Mesure l'autorité de l'État - Confiance dans le Premier Ministre
Confiance2	Mesure l'autorité de l'État - Confiance dans les tribunaux
Confiance3	Mesure l'autorité de l'État - Confiance dans le parlement
Confiance4	Mesure l'autorité de l'État - Confiance dans la police
Confiance5	Mesure l'autorité de l'État - Confiance dans les partis politiques
Légitimité1	Mesure l'autorité de l'État - Indique l'évaluation de la liberté et de l'honnêteté des dernières élections générales.

**Tableau 4 : Liste des noms de variable et description des concepts mesurés (continué)**

Corruption1	Mesure l'autorité de l'État - Indique une corruption généralisée dans tous les secteurs du pays de la personne interrogée.
Biens1	Le gouvernement fait de son mieux pour offrir des services sociaux
Autocratie1	L'autoritarisme est le problème le plus important auquel leur État est confronté
Autocratie2	L'autoritarisme est le deuxième problème le plus important auquel leur État est confronté
DévEcon1	La situation économique dans les nations des personnes interrogées est le problème le plus important auquel est confronté l'État
DévEcon2	La situation économique générale actuelle dans l'État est mauvaise.
Religion1	Le gouvernement ne devrait appliquer que les lois de la charia
Religion2	Si un Musulman se convertit à une autre religion
Éducation	Niveau de scolarité le plus élevé de la personne interrogée
Sexe	Sexe
Profession	Statut professionnel de la personne interrogée
Âge	Âge de la personne interrogée

## Modèles

Je mène une analyse transversale à l'aide d'une régression logistique afin de déterminer quelles dimensions de la faillite de l'état accroissent la probabilité d'un soutien individuel apporté au recours à la violence politique dans les cas des pays sélectionnés. Afin de tester mes hypothèses, j'évalue deux modèles logiques. Le premier indique le soutien apporté par les personnes interrogées à l'emploi de la violence politique et inclut les variables que j'identifie comme caractéristiques de la faillite de l'état, ainsi que les trois variables que sont la prépondérance de l'autocratie, l'absence de développement économique et le radicalisme religieux (voir la Figure 4). Le deuxième modèle logique que j'évalue (voir la Figure 5) est comparable à celui de la Figure 4, à la seule différence que le modèle de la Figure 5 incorpore les interactions entre le radicalisme religieux, l'autoritarisme et le développement économique.

$$\begin{aligned}
 \text{Modèle1} = \ln \left( \frac{p_i(\text{violence})}{1 - p_i(\text{violence})} \right) = & \beta_0 + \beta_1 \text{Sécurité} + \beta_2 \text{PrésenceEtat} + \beta_3 \text{AutoritéEtat} + \\
 & \beta_4 \text{LégitimitéEtat} + \beta_5 \text{ServicesPublics} + \beta_6 \text{Autoritarisme} + \beta_7 \text{Religion} + \beta_8 \text{DévEcon} + \\
 & \beta_9 \text{Profession} + \beta_{10} \text{Education} + \beta_{11} \text{Age} + \beta_{12} \text{Sexe} + e
 \end{aligned}$$

**Figure: 4: modèle d'un état failli avec les mesures propres à la région du MOAN autoritarisme, radicalisme religieux et développement économique**

$$\text{Modèle2} = \ln\left(\frac{p_i(\text{violence})}{1 - p_i(\text{violence})}\right) = \beta_0 + \beta_1 \text{Sécurité} + \beta_2 \text{PrésenceEtat} + \beta_3 \text{AutoritéEtat} + \beta_4 \text{LégitimitéEtat} + \beta_5 \text{ServicesPublics} + \beta_6 \text{Autoritarisme} + \beta_7 \text{Religion} + \beta_8 \text{DévEcon} + \beta_9 \text{Profession} + \beta_{10} \text{Education} + \beta_{11} \text{Age} + \beta_{12} \text{Sexe} + \beta_{13} \text{Autoritarisme} * \text{Religion} + \beta_{14} \text{Religion} * \text{DévEcon} + \beta_{15} \text{Autoritarisme} * \text{DévEcon} + e$$

**Figure 5 : modèle d'un état failli avec les mesures propres à la région du MOAN : autoritarisme, radicalisme religieux et développement économique, y compris les interactions**

### Résultats

Le Tableau 5 présente le modèle logit binaire pour le modèle qui indique la probabilité du soutien apporté par une personne interrogée à l'emploi de la violence politique. Les résultats obtenus avec le modèle du Tableau 5 révèlent que les variables qui saisissent le concept de faillite de l'état et sont mesurées par l'absence du bien public de sécurité, celle de l'état, l'absence perçue de la légitimité de l'autorité de l'état parmi les citoyens, l'absence de confiance dans l'autorité de l'état exprimée par les citoyens et l'absence des biens publics essentiels ont toutes une influence sur la décision que prend un individu de soutenir le recours au terrorisme.

**Tableau 5: modèle logit binaire du soutien apporté à la violence politique**

Variable	Violence1a- Amman	Violence1b- Egypte	Violence1c- Londres	Violence1d- Madrid	Violence1e- Casablanca	Violence2	Violence3
Sécurité1	0,227 (0,157)	0,352** (0,166)	0,302** (0,132)	0,184 (0,134)	0,158 (0,171)	0,105 (0,091)	-0,058 (0,124)
Présence1	0,079 (0,112)	0,035 (0,118)	0,019 (0,093)	0,112 (0,095)	-0,053 (0,122)	-0,112* (0,058)	-0,168** (0,078)
Présence2	0,103 (0,091)	-0,069 (0,088)	0,042 (0,070)	0,025 (0,070)	-0,086 (0,092)	0,046 (0,044)	-0,051 (0,061)
Présence3	0,146 (0,114)	0,091 (0,118)	-0,013 (0,088)	-0,011 (0,089)	0,088 (0,122)	-0,055 (0,055)	0,154 (0,075)
Présence4	-0,178* (0,099)	-0,155 (0,106)	-0,048 (0,077)	-0,082 (0,078)	0,012 (0,109)	0,082 (0,055)	-0,025 (0,075)
Présence5	0,005 (0,115)	-0,041 (0,123)	-0,131 (0,087)	-0,085 (0,087)	-0,153 (0,118)	0,001 (0,055)	0,210 (0,072)
Confiance1	0,035 (0,128)	0,161 (0,132)	0,021 (0,098)	-0,097 (0,099)	-0,042 (0,134)	0,180** (0,062)	0,144* (0,084)
Confiance2	0,364** (0,137)	0,056 (0,136)	0,129 (0,104)	0,082 (0,109)	-0,100 (0,142)	-0,304*** (0,070)	0,025 (0,096)
Confiance3	0,137 (0,136)	-0,196 (0,132)	0,188* (0,103)	0,278** (0,104)	-0,045 (0,138)	0,122** (0,059)	0,034 (0,079)
Confiance4	0,439*** (0,126)	,681*** (0,130)	-0,056 (0,098)	-0,004 (0,102)	0,434*** (0,132)	-0,020 (0,064)	-0,130 (0,089)
Confiance5	0,001 (0,126)	0,026 (0,125)	-0,032 (0,094)	-0,162* (0,095)	-0,124 (0,124)	-0,158** (0,059)	-0,331*** (0,077)
Légitimité1	0,303** (0,109)	0,037 (0,108)	0,057 (0,084)	0,056 (0,085)	0,331** (0,115)	0,006 (0,053)	0,002 (0,071)
Corruption1	0,161 (0,151)	0,357** (0,158)	0,286** (0,115)	0,381*** (0,116)	0,099 (0,156)	-0,029 (0,075)	0,168* (0,096)
Biens1	-0,055 (0,110)	0,126 (0,120)	-0,153 (0,094)	-0,094 (0,096)	0,015 (0,130)	0,014 (0,065)	-0,180** (0,087)
Autocratie1	0,099 (,509)	-0,045 (0,485)	0,394 (0,361)	0,019 (0,391)	0,455 (0,467)	-,544** (0,232)	-0,215 (0,343)
Autocratie2	-0,115 (0,412)	0,307 (0,365)	-0,114 (0,294)	-0,477 (0,321)	-0,343 (0,449)	-0,595*** (0,172)	-0,196 (0,235)

**Tableau 5: modèle logit binaire du soutien apporté à la violence politique (continué)**

DévEcon1	0,701*** (0,219)	-0,106 (0,215)	0,254 (0,174)	0,215 (0,177)	0,152 (0,228)	-0,314** (0,117)	0,012 (0,155)
DévEcon2	-0,255* (0,144)	-0,279* (0,150)	-0,309** (0,109)	-0,260** (0,110)	-0,199 (0,150)	0,060 (0,073)	-0,022 (0,092)
Religion1	-0,496*** (0,127)	-0,405** (0,134)	-,545*** (0,103)	-,653*** (0,106)	-0,351** (0,136)	-0,237*** (0,067)	-0,023 (0,092)
Religion2	-0,407*** (0,105)	-,683*** (0,121)	-,500 (0,085)	-0,373*** (0,084)	-,676*** (0,122)	-0,247*** (0,062)	-0,082 (0,078)
Sexe	-0,034 (0,216)	-0,017 (0,222)	-,781*** (0,182)	-0,376** (0,179)	-0,214 (0,234)	-0,113 (0,120)	-0,383** (0,165)
Âge	0,006 (0,010)	0,004 (0,009)	-0,004 (0,007)	-0,010 (0,008)	0,029** (0,009)	-0,008* (0,004)	0,004 (0,006)
Education	0,337*** (0,073)	0,129* (0,072)	0,221*** (0,058)	0,203*** (0,059)	0,225** (0,075)	-0,042 (0,039)	-0,030 (0,054)
Profession	0,225 (0,237)	0,377 (0,247)	-0,331* (0,181)	-0,231 (0,186)	0,373 (0,255)	0,034 (0,123)	-0,450** (0,164)
Interactions							
Autocratie1*DévEcon1	---	---	---	---	---	---	---
Autocratie1*DévEcon2	---	---	---	---	---	---	---
Autocratie1*Religion2	---	---	---	---	---	---	---
Religion2*DévEcon1	---	---	---	---	---	---	---
Religion2*DévEcon2	---	---	---	---	---	---	---
Constante	-6,94*** (10,09)	-4,34*** (10,08)	-0,953 (0,815)	-0,956 (0,832)	-3,40** (10,08)	2,39*** (0,499)	-0,173 (0,652)
Observations	1990	1958	1861	1809	1730	1571	1606
Pseudo R2	0,2638	0,2391	0,1831	0,1753	0,1895	0,0785	0,0677
LR > X <sup>2</sup>	265,91	223,56	238,67	220,55	155,24	170,99	93,12
Prob > X <sup>2</sup>	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000

Note: \*\*\* $p < 0,01$  pour test bilatéral ; \*\* $p < 0,05$  pour test bilatéral ; \* $p < 0,1$  pour test bilatéral ; erreurs types entre parenthèses

En ce qui concerne les variables que sont le développement économique, la présence d'un gouvernement autocratique et d'un radicalisme religieux, incorporés au modèle pour tenir compte de mon assertion selon laquelle ces facteurs sont propres à la région du MOAN. La seule mesure qui est toujours statistiquement et substantiellement significative est celle du radicalisme religieux. Les conclusions indiquent que ce radicalisme est un bon prédicteur du soutien apporté à la violence politique. Cette conclusion n'a rien de surprenant si on se base sur la bibliographie existante. Elle contredit toutefois mes hypothèses et la conviction que l'Islam radical ne peut à lui seul expliquer le soutien qu'une personne apporte à la violence politique. Les résultats suggèrent qu'il n'en est pas ainsi et j'approfondirai cette conclusion à la fin du présent article. Outre le radicalisme religieux, le modèle ne révèle qu'une corroboration au mieux fragile de la mesure de l'absence de développement économique. La variable DévEcon1 n'est substantiellement et statistiquement significative que dans une seule équation et, bien qu'elle soit statistiquement significative dans une deuxième équation, l'interprétation du coefficient contredit les hypothèses. Sur la base de ces résultats, je suis par conséquent convaincue que, en ce qui concerne le Moyen Orient et l'Afrique du Nord, l'absence de développement économique ne suffit pas à elle seule pour convaincre certains de se tourner vers la violence politique. Je développerai ce point plus en détail lorsque j'examinerai le modèle présenté sur le Tableau 6.

Par conséquent, alors que la variable autocratie n'est pas significative dans le modèle et qu'il n'y a qu'une corroboration marginale du développement économique, je reste convaincue que ces variables restent importantes pour l'examen des rapports entre l'état failli et le terrorisme. Toutefois, comme je l'ai indiqué précédemment, je

crois que ces facteurs sont étroitement liés et, comme nous l'avons vu dans ce modèle, ils ont donc peu d'influence sur le seul soutien apporté à la violence politique. Comme nous le verrons avec le modèle statistique du Tableau 6, ces facteurs ont un impact plus marqué sur le soutien apporté à la violence politique lorsqu'ils sont examinés collectivement en tant que termes d'interaction.

Enfin, les variables de contrôle que sont le sexe, l'âge, l'éducation et la profession ont un impact considérable sur le soutien apporté à la violence politique. Les conclusions suggèrent que les hommes et les jeunes adultes ont plus de chances de soutenir la violence politique. En plus, les chômeurs ont plus de chances de soutenir le recours à la violence politique. Pour terminer, les personnes interrogées d'un plus haut niveau de scolarité ont plus de chances de soutenir le recours à la violence politique. En ce qui concerne les résultats des variables de contrôle dans le modèle, je suis convaincue que nous observons des spécificités à la région qui compte une proportion substantielle de jeunes hommes instruits mais sans emploi. La littérature suggère que les membres de ce groupe, mécontents de ne pas avoir d'emploi malgré leurs diplômes, sont le plus facilement influencés par la propagande et les idéologies radicales auxquelles ont recours les groupes terroristes pour recruter ce segment de la population<sup>56</sup>.

Le Tableau 6 présente le modèle logit binaire pour le modèle qui indique la probabilité du soutien apporté par une personne interrogée à l'emploi de la violence politique. Ce modèle diffère de celui du Tableau 5 en ce qu'il incorpore les interactions entre les variables développement économique, autocratie et radicalisme religieux. Les constatations révèlent que le modèle d'un état failli reste stable dans cette équation. Les variables qui mesurent l'absence du bien public de sécurité, celle de l'état, l'absence perçue de légitimité de l'autorité de l'état parmi les citoyens, l'absence de confiance en l'autorité de l'état exprimée par les citoyens et l'absence de biens publics essentiels ont tous une influence sur la décision prise par un citoyen de soutenir le recours au terrorisme. L'interprétation factuelle des variables de contrôle reste également cohérente. Les jeunes hommes éduqués mais au chômage ont plus de chances de soutenir l'emploi de la violence politique. En outre, parmi les trois facteurs dont je soutiens être propres à la région du MOAN ; la seule mesure statistiquement et substantiellement significative est celle du radicalisme religieux. Le rôle dominant de cette variable dans les deux modèles et dans les équations suggère que ce radicalisme constitue un facteur fondamental de prédiction du soutien apporté au terrorisme.

Les résultats des interactions entre le développement économique, l'autocratie et le radicalisme religieux sont très révélateurs. Alors que le modèle du Tableau 5, où les variables autocratie et développement économique semblent n'avoir aucun impact sur le soutien apporté à la violence politique, les résultats présentés sur le Tableau 6 révèlent que ces facteurs exercent une influence considérable sur la décision prise par une personne interrogée de soutenir le recours au terrorisme. Les conclusions suggèrent que la présence de l'autocratie et l'absence de développement économique influencent la décision de soutenir le recours au terrorisme. Il en est de même pour la présence de l'autocratie et du radicalisme religieux. Finalement, l'interaction entre la présence du radicalisme religieux et le manque de développement économique, sont les termes d'interaction les plus cohérents dans toutes les équations, suggérant que

cette relation affecte de manière significatives la décision de soutenir la violence politique. En somme, les résultats du Tableau 6 sont compatibles avec les hypothèses. (Table 7 énumère les hypothèses spécifiques soutenu par une analyse de régression). En particulier le développement économique, l'autocratie et le radicalisme religieux ont une plus grande influence prédictive sur le soutien apporté à la violence politique lorsqu'on les examine ensemble en tant que termes d'interaction que lorsqu'ils sont incorporés au modèle en tant qu'éléments discrets.

**Tableau 6 : estimation logit binaire du soutien apporté à la violence politique : modèle d'état failli avec mesures spécifiques pour la région du MOAN : autoritarisme, radicalisme religieux, développement économique comme termes d'interaction**

Variable	Violence1a- Amman	Violence1b- Egypte	Violence1c- Londres	Violence1d- Madrid	Violence1e- Casablanca	Violence2	Violence3
Sécurité1	0,235 (0,159)	0,354** (0,168)	0,307** (0,133)	0,187 (0,134)	0,142 (0,173)	0,075 (0,092)	-0,043 (0,125)
Présence1	0,078 (0,111)	0,037 (0,118)	0,020 (0,093)	0,104 (0,095)	-0,045 (0,123)	-0,123** (0,058)	-0,177** (0,079)
Présence2	0,090 (0,091)	-0,107 (0,089)	0,040 (0,070)	0,032 (0,070)	-0,105 (0,094)	0,052 (0,044)	-0,042 (0,062)
Présence3	0,143 (0,116)	0,095 (0,119)	-0,013 (0,089)	-0,018 (0,090)	0,102 (0,123)	-0,046 (0,056)	0,158 (0,076)
Présence4	-0,177* (0,100)	-0,092 (0,108)	-0,049 (0,078)	-0,086 (0,079)	0,013 (0,111)	0,081 (0,055)	-0,024 (0,076)
Présence5	-0,005 (0,117)	-0,037 (0,124)	-0,131 (0,088)	-0,078 (0,088)	-0,139 (0,119)	0,002 (0,056)	0,191 (0,074)
Confiance1	0,044 (0,129)	0,158 (0,132)	0,022 (0,098)	-0,098 (0,099)	-0,034 (0,135)	0,185** (0,063)	0,158* (0,084)
Confiance2	0,355** (0,135)	0,046 (0,134)	0,132 (0,105)	0,088 (0,109)	-0,123 (0,143)	-0,334 (0,071)	0,026 (0,096)
Confiance3	0,129 (0,135)	-0,205 (0,132)	0,188* (0,103)	0,280** (0,105)	-0,049 (0,139)	0,121** (0,059)	0,016 (0,080)
Confiance4	0,437*** (0,126)	0,656*** (0,130)	-0,065 (0,099)	-0,008 (0,103)	0,419** (0,134)	-0,015 (0,064)	-0,143 (0,091)
Confiance5	-0,014 (0,126)	-0,005 (0,128)	-0,035 (0,095)	-0,152 (0,096)	-0,126 (0,126)	-0,152** (0,060)	-0,348 (0,079)
Légitimité1	0,305** (0,110)	0,021 (0,109)	0,053 (0,085)	0,064 (0,086)	0,321** (0,117)	0,005 (0,053)	0,004 (0,072)
Corruption1	0,177 (0,152)	0,376** (0,156)	0,293** (0,116)	0,379*** (0,116)	0,136 (0,155)	-0,002 (0,075)	0,173* (0,097)
Biens1	-0,050 (0,110)	0,133 (0,122)	-0,156* (0,095)	-0,102 (0,096)	0,025 (0,132)	0,006 (0,066)	-0,157* (0,089)
Autocratie1	-2,24** (1,04)	-,697 (0,801)	0,368 (0,563)	-0,483 (0,652)	-0,088 (0,892)	-0,187 (0,344)	-0,191*** (0,591)
Autocratie2	-1,36 (0,919)	0,098 (0,668)	-0,109 (0,563)	-1,22* (0,698)	-0,984 (0,965)	-0,691** (0,326)	-1,41** (0,500)
DévEcon1	0,510 (0,339)	-0,158 (0,389)	0,171 (0,274)	0,088 (0,268)	0,067 (0,397)	-0,175 (0,142)	-0,025 (0,200)
DévEcon2	-0,372** (0,179)	-0,684*** (0,185)	-0,337** (0,138)	-0,235* (0,139)	-0,415** (0,192)	0,003 (0,085)	-0,305** (0,110)
Religion1	-0,490*** (0,133)	-0,286** (0,139)	-0,529*** (0,107)	-0,657*** (0,110)	-0,274** (0,141)	-0,201** (0,069)	0,032 (0,093)
Religion2	-0,168 (0,170)	-0,243 (0,169)	-0,385** (0,125)	-0,304** (0,126)	-0,375** (0,171)	-0,343*** (0,039)	0,202* (0,110)
Sexe	-0,014 (0,220)	0,026 (0,228)	-,783*** (0,182)	-0,367** (0,179)	-0,184 (0,236)	-0,109 (0,121)	-0,391** (0,168)
Âge	0,006 (0,010)	0,005 (0,010)	-0,004 (0,007)	-0,009 (0,008)	0,028** (0,009)	-0,009** (0,004)	0,004 (0,006)
Education	0,356*** (0,076)	0,121* (0,073)	0,222*** (0,058)	0,207*** (0,059)	0,212** (0,075)	-0,034 (0,039)	-0,045 (0,054)
Profession	0,283 (0,242)	0,398 (0,252)	-0,325* (0,182)	-0,229 (0,186)	0,415* (0,256)	0,003 (0,124)	-0,141** (0,168)
<b>Interactions</b>							
Autocratie1*DévEcon1	-3,00** (124)	-0,862 (0,831)	-0,059 (0,596)	0,512 (0,669)	0,167 (0,937)	0,792** (0,355)	-0,771 (0,530)

**Tableau 6 : estimation logit binaire du soutien apporté à la violence politique : modèle d'état failli avec mesures spécifiques pour la région du MOAN : autoritarisme, radicalisme religieux, développement économique comme termes d'interaction (continué)**

Autocratie1*DévEcon2	1,95** (0,853)	0,163 (0,658)	-0,541 (0,490)	-0,210 (0,546)	-0,781 (0,720)	-0,450 (0,309)	1,69** (,0,495)
Autocratie1*Religion2	1,76** (0,819)	0,754 (0,675)	0,457 (0,497)	0,927* (0,575)	1,23 (0,831)	-0,359 (0,320)	1,36** (0,457)
Religion2*DévEcon1	0,540 (0,396)	0,199 (0,434)	0,149 (0,311)	0,146 (0,311)	0,147 (,443)	-0,791*** (0,216)	0,199 (0,277)
Religion2*EconDev2	0,268 (0,371)	1,47*** (0,380)	0,237 (0,284)	-0,024 (0,293)	0,909** (0,390)	0,569** (0,233)	0,924** (0,281)
Constante	-7,39*** (1,13)	-4,70*** (1,13)	-1,21 (0,846)	-1,18 (0,861)	-3,87*** (1,13)	281*** (0,540)	-0,393 (0,703)
Observations	1990	1958	1861	1809	1730	1571	1606
Pseudo R2	0,2802	0,2602	0,1858	0,1788	0,2014	0,0889	0,0941
LR > X <sup>2</sup>	282,41	243,29	242,13	224,91	164,95	193,64	129,36
Prob > X <sup>2</sup>	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000

Note: \*\*\*p < 0,01 pour test bilatéral ; \*\* p < 0,05 pour test bilatéral ; \*p < 0,1 pour test bilatéral ; erreurs types entre parenthèses

**Tableau 7 : hypothèses corroborées par l'analyse par régression logistique**

Hypothèses	Variable et concept mesurés
Absence du bien public de sécurité	Sécurité2-La personne interrogée se sent en sécurité
Présence de l'État	Présence1-Pièce d'identité Présence4-Aide de la police Présence5-Accès au gouvernement en cas de dépose d'une plainte pour violation de droits
Autorité de l'état	Confiance1-Confiance dans le Premier Ministre Confiance2-Confiance dans les tribunaux Confiance3-Confiance dans le parlement Confiance4- Confiance dans la police Légitimité1-Élections générales libres et honnêtes Corruption1-Corruption dans tous les secteurs de l'État
Fourniture de biens publics	Biens1-Le gouvernement fournit des services sociaux
Développement économique	DévEcon1-L'économie est le problème le plus important présenté à la nation
Radicalisme religieux	Religion1-Loi de la charia Religion2-Exécution en cas de conversion à une autre religion
Interactions	Autocratie2*DévEcon1 Autocratie2*DévEcon2 Religion1*DévEcon2 Autocratie1*Religion2
Contrôles	Sexe Âge Statut professionnel-Employé ou au chômage Education-Niveau le plus élevé de scolarité de la personne interrogée

## Conclusion

Le Moyen Orient et l'Afrique du Nord ont été au centre de la vie politique internationale lors des cinquante dernières années. Avec la création d'Israël et les guerres qui s'ensuivirent, la révolution iranienne, les régimes autoritaires oppressifs, ainsi que l'existence de réseaux terroristes dangereux et leurs activités, la région a été la source de conversations et de débats entre spécialistes. Cela a donné naissance à un large

éventail de recherches sur la région du MOAN, ainsi que sur les sources de violence. Cet article s'efforce de remplir les vides qui subsistent, l'un de ces vides étant l'absence de recherches sur les rapports entre l'état failli dans la région et la violence politique. Comme la présente étude l'a démontré, les conditions politiques et économiques rencontrées dans les états faibles influencent positivement le processus de prise de décisions des personnes en matière de soutien apporté au terrorisme. Au-delà de ce constat, cette étude a également abouti à des conclusions concernant les théories existantes sur la violence dans la région du MOAN qui ont d'importantes implications pour les futures recherches.

Les résultats du modèle d'état failli du Tableau 5 sont compatibles avec l'hypothèse d'ensemble de l'article, ce qui veut dire que les mesures de l'état failli servent de prédicteurs significatifs du soutien individuel à la violence politique. Les conclusions révèlent que l'absence de l'état, ainsi que celles du bien public de sécurité, de l'autorité de l'état et de la provision de biens publics sont importants pour le processus de prise de décisions des personnes quand il s'agit du soutien apporté à la violence politique et au terrorisme. Cependant, en dépit des conclusions, un point important doit être souligné à leur propos.

Les données de l'enquête de l'*Arab Barometer Survey* n'offrent aucune mesure concrète de ce type du soutien apporté à la violence politique ; j'ai été obligée d'utiliser des variables dépendantes. Ces derniers représentent d'importants indicateurs de la volonté des personnes à soutenir la violence politique en leur demandant si elles croyaient que des attentats terroristes bien documentés commis dans le passé étaient en fait à leurs yeux des attentats terroristes. On s'attendait à ce que les personnes qui ne considéraient pas ces événements comme des attentats terroristes aient plus de chances de soutenir le recours à la violence politique, en se basant sur ce qui pouvait être perçu comme une prédisposition à soutenir un comportement extrémiste violent. Les résultats révèlent un consensus général parmi les personnes interrogées, en ce sens que le lieu de l'attentat terroriste (Europe, par opposition à la région du MOAN) conduisait aux délimitations culturelles escomptées. Par exemple, le bien public de sécurité était moins important pour le processus de prise de décisions de la personne interrogée si l'incident terroriste se produisait à l'extérieur de la région du MOAN. En d'autres termes, les résultats révèlent que certaines conditions d'un état failli étaient plus importantes pour les personnes interrogées suivant le lieu où s'était produit l'incident terroriste. Comme je l'ai indiqué, cela était prévu. On ne s'attendrait pas à ce que des personnes interrogées vivant dans la région du MOAN estiment que l'absence du bien public de sécurité est importante quand il s'agit d'un incident terroriste commis à Madrid. Cependant, cette absence devient toutefois importante lorsque l'incident terroriste a lieu dans un pays de leur région car les effets sont beaucoup plus tangibles. Pourtant, en dépit de certaines divergences entre les équations estimées et les lieux géographiques des attentats, le modèle de l'état failli indique que les conditions de celle-ci contribuent dans une large mesure au soutien individuel à la violence politique.

Dans le modèle de l'état failli qui incorpore des variables considérées comme importantes pour la région du MOAN (voir le Tableau 6), les conclusions corroborent

pour l'essentiel les hypothèses. En premier lieu, le modèle de l'état failli du Tableau 5 reste stable. Par conséquent, en présence d'autres variables, les conditions de l'état failli continuent d'avoir un impact sur le soutien apporté à la violence politique. En outre, la variable radicalisme religieux semble constituer un prédicteur fiable de ce soutien.

Bien que des chercheurs affirment que la présence de régimes autoritaires, le manque de développement économique et la prédominance du radicalisme religieux dans la région expliquent la violence; j'ai soutenu l'hypothèse que ces variables n'auraient aucun impact significatif sur le soutien à la violence politique. La relation entre les variables comme termes d'interaction révèle être l'explication que les spécialistes ont cherchée, mais n'ont pu corroborer dans des modèles statistiques. Les résultats corroborent pour l'essentiel mes hypothèses, à l'exception du radicalisme religieux. Cette variable constitue un prédicteur concordant du soutien apporté à la violence politique qui m'a obligée à réévaluer ma position. Il y a apparemment quelque chose d'unique à propos du radicalisme religieux dans la région qui en fait un aussi important facteur responsable de la violence politique. Pourtant, parmi les trois variables que je considère comme propres à la région, celui-ci est le plus difficile à contrôler dans la société dans la lutte contre le terrorisme.

De toute évidence, la présence de l'état failli et du radicalisme religieux au Moyen Orient et au Maghreb est une poudrière. Dans la lutte contre le terrorisme, la communauté internationale peut encourager le développement économique et les idéaux démocratiques dans la région mais elle ne peut pas recommander aux gens ce qu'il faut croire quand il s'agit de leur religion. Par conséquent, si elle ignore ce qui est la cause du radicalisme religieux, la région continuera d'être en proie à la violence politique et simultanément d'exporter des terroristes et des menaces terroristes vers d'autres régions du monde. La présente analyse ne va pas jusqu'à essayer de savoir ce qui est à la base du radicalisme religieux. Je peux postuler que le manque de développement économique et la présence de régimes autoritaires jouent un rôle, comme je l'ai indiqué au début de cet article. Cependant, je n'expérimente toutefois pas l'hypothèse selon laquelle ces deux facteurs pourraient être à la base du radicalisme religieux ; ce que de futures recherches devront étudier. Cependant, nous devrions examiner et disséquer les causes de la radicalisation religieuse si l'on veut comprendre comment ce facteur représente à lui seul un tel prédicteur significatif de la violence politique et si nous souhaitons aborder le radicalisme religieux dans une région déjà fragilisée et en proie à des factions religieuses profondément enracinées.

Enfin, comme je l'ai soutenu, les interactions entre l'autoritarisme, le développement économique et la radicalisation religieuse sont des prédicteurs significatifs du soutien apporté à la violence politique. Cette conclusion est en accord avec mon interprétation de l'interaction entre ces facteurs. Ils se combinent tous pour créer dans la région un climat propice au terrorisme et à la violence politique, ce qu'illustrent les résultats de la présente analyse. En outre, les mesures de contrôle révèlent également que les jeunes hommes instruits, mais qui sont au chômage ont plus de chances de soutenir la violence, ce qui corrobore ce qui a été écrit sur le terrorisme.

En conclusion, l'état failli a un impact dévastateur sur n'importe quel état mais, dans la région du Moyen Orient et de Afrique du Nord, où un manque de développement économique, la prédominance de régimes autoritaires et la présence du radicalisme religieux ont déjà exercé une influence destructrice sur ces états, les situations d'états faillis ont laissé la région paralysée et tant que des efforts d'édification d'état ne seront pas sérieusement entrepris, l'état failli aura fait du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord un front durable pour le terrorisme et la violence politique.

## Annexe

Tableau 8 : statistiques descriptives

Variable	Observations	Moyenne	Ecart type	Min	Max
Violence1a	5901	0.114	0.317	0	1
Violence1b	5791	0.138	0.345	0	1
Violence1c	5452	0.238	0.426	0	1
Violence1d	5267	0.235	0.424	0	1
Violence1e	5027	0.152	0.359	0	1
Violence2	5013	0.577	0.494	0	1
Violence3	6373	0.143	0.350	0	1
Sécurité1	7979	1.99	0.721	1	4
Présence1	7974	2.72	1.11	0	4
Présence2	7800	2.51	1.43	0	4
Présence3	7984	2.25	1.14	0	4
Présence4	7847	1.81	1.40	0	4
Présence 5	7700	1.43	1.16	0	4
Confiance1	7616	2.59	1.12	1	4
Confiance2	7603	2.58	1.09	1	4
Confiance3	7582	2.78	1.09	1	4
Confiance4	7737	2.42	1.10	1	4
Confiance5	7239	3.13	1.01	1	4
Légitimité1	6439	2.32	1.17	1	4
Corruption	7547	2.64	0.830	1	4
Biens1	5342	2.54	1.04	1	4
Autocratie1	6451	0.057	0.233	0	1
Autocratie2	6258	0.1011	0.302	0	1
DévEcon1	6451	0.574	0.494	0	1
DévEcon2	7877	2.86	0.894	1	4
Religion1	7616	2.05	0.995	1	4
Religion2	6820	2.37	1.13	1	4
Education	8098	3.75	1.73	1	7
Sexe	8119	0.492	0.499	0	1
Profession	8054	0.479	0.499	0	1
Âge	6799	35.9	13.1	18	90

### ***Variables de contrôle***

#### 1. Education

Question numéro : Q703

Variable : Niveau de scolarité de la personne interrogée

Codes des valeurs : 1 = Analphabète, 2 = Elémentaire, 3 = Primaire, 4 = Secondaire, 5 = Diplôme d'enseignement supérieur (deux années), 6 = Licence, 7 = Maîtrise ou au-dessus, 97= Imprécis

\*Afin d'évaluer le modèle, je code la valeur de « 97 » comme données manquantes

#### 2. Statut professionnel

Question numéro : Q704

Variable : Statut professionnel de la personne interrogée

Codes des valeurs : 1 = Salarié, 2 = Sans emploi, 97 = Imprécis

\*Afin d'évaluer le modèle, je code les valeurs de façon à ce que « 0 » corresponde à sans emploi et « 1 » à salarié. Je code ensuite la valeur de « 97 » comme données manquantes

#### 3. Sexe

Question numéro : Q702

Question : Sexe de la personne interrogée

Variable : Sexe de la personne interrogée

Valeurs : 1, 2

Codes des valeurs : 1 = Masculin, 2 = Féminin

\*Afin d'évaluer le modèle, je code les valeurs de façon à ce que « 0 » corresponde à masculin et « 1 » à féminin

#### 4. Âge

Question numéro : Q701

Question : Âge de la personne interrogée

Variable : Âge de la personne interrogée

Valeurs : 18-90

Codes des valeurs : sans objet

## Notes

1. HUNTINGTON, Samuel P., *The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century*, Norman : University of Oklahoma Press, 1991 ; MARTIN, R. C., « Religious Violence in Islam: Towards an Understanding of the Discourse on Jihad in Modern Egypt », in *Contemporary Research on Terrorism*, ed. WILKINSON, Paul et STEWART, Alasdair M., Aberdeen : Aberdeen University Press, 1987, pp. 55–71 ; NEWMAN, Edward, « Weak States, State Failure and Terrorism », *Terrorism and Political Violence* 19, no. 4, décembre 2007, pp. 463–88 ; PIAZZA, James A., « Rooted in Poverty? Terrorism, Poor Economic Development and Social Cleavages », *Terrorism and Political Violence* 18, 2006, pp. 159–77, [www.politicalscience.uncc.edu/jpiazza/PiazzaRootedinPoverty.pdf](http://www.politicalscience.uncc.edu/jpiazza/PiazzaRootedinPoverty.pdf) ; PIAZZA, « Draining the Swamp: Democracy Promotion, State Failure, and Terrorism in 19 Middle Eastern Countries », *Studies in Conflict and Terrorism* 30, no. 6, 2007, pp. 521–39, [www.politicalscience.uncc.edu/jpiazza/PiazzaSCT2007.pdf](http://www.politicalscience.uncc.edu/jpiazza/PiazzaSCT2007.pdf) ; SØRLI, Mirjam, GLEDITSCH, Nils Petter et STRAND, Håvard, « Why Is There So Much Conflict in the Middle East? », *Journal of Conflict Resolution* 49, no. 1, février 2005, pp. 141–65 ; et TIKUSIS, P., « On the Relationship between Weak States and Terrorism », *Behavioral Sciences of Terrorism and Political Aggression* 1, no. 1, 2009, pp. 66–79.

2. « *The Arab Barometer Survey Instrument* », Arab Barometer, consulté le 24 novembre 2009, [www.arab-barometer.org/survey/Arab%20Barometer%20Survey%20Instrument.pdf](http://www.arab-barometer.org/survey/Arab%20Barometer%20Survey%20Instrument.pdf).

3. FREEDMAN, Lawrence, ed., *Superterrorism: Policy Responses*, Malden, MA : Blackwell Publishing, 2002 ; LINDEN, Edward V., ed., *World Terrorism*, Hauppauge, NY : Nova Science Publishers, 2002 ; MENKHAUS, Ken, « Somalia: Next Up in the War on Terrorism? », *Africa Notes* [Center for Strategic and International Studies], no. 6, janvier 2002, [http://csis.org/files/media/csis/pubs/anotes\\_0201b.pdf](http://csis.org/files/media/csis/pubs/anotes_0201b.pdf) ; et NEWMAN, « Weak States ».

4. HOWARD, Tiffany, « Revisiting State Failure: Developing a Causal Model of State Failure Based upon Theoretical Insight », *Civil Wars* 10, no. 2, juin 2008, pp. 125–46 ; pp. 125–46 ; et HOWARD, *The Tragedy of Failure: Evaluating State Failure and Its Impact on the Spread of Refugees, Terrorism, and War*, Santa Barbara, CA : Praeger Security International/ABC-CLIO, 2010.

5. CHANDLER, David, *International Statebuilding: The Rise of Post-Liberal Governance*, New York : Routledge, 2010 ; CHESTERMAN, Simon, IGNATIEFF, Michael et THAKUR, Ramesh, eds., *Making States Work: State Failure and the Crisis of Governance*, Tokyo : United Nations University Press, 2005 ; DEBIEL, Tobias et KLEIN, Axel, eds., *Fragile Peace: State Failure, Violence, and Development in Crisis Regions*, New York : Zed Books, 2002 ; ESTY, Daniel C. et al., *State Failure Task Force Report: Phase II Finding*, McLean, VA : Science Applications International Corporation, 1998 ; GOLDSTONE, Jack A. et al., *State Failure Task Force Report: Phase III Findings*, McLean, VA : Science Applications International Corporation, 2000 ; HOWARD, « Revisiting State Failure » ; HOWARD, *Tragedy of Failure* ; IGNATIEFF et THAKUR, *Making States Work* ; MILLIKEN, Jennifer, ed., *State Failure, Collapse and Reconstruction*, London : Blackwell Publishing, 2003 ; ROTBERG, Robert I., ed., *State Failure and State Weakness in a Time of Terror*, Cambridge, MA : World Peace Foundation, 2003 ; ROTBERG, ed., *When States Fail: Causes and Consequences*, Princeton, NJ : Princeton University Press, 2004 ; et ZARTMAN, William, ed., *Collapsed States: The Disintegration and Restoration of Legitimate Authority*, Boulder, CO : L. Rienner Publishers, 1995.

6. HUNTINGTON, *Third Wave* ; MARTIN, « *Religious Violence in Islam* » ; NEWMAN, « *Weak States* » ; SØRLI, GLEDITSCH, et STRAND, « *Conflict in the Middle East* » ; PIAZZA, « *Rooted in Poverty?* » ; PIAZZA, « *Draining the Swamp* », pp. 521–39 ; et TIKUSIS, « *Weak States and Terrorism* ».

7. ROTBERG, *State Failure*, pp. 2–4.

8. *Id.*, p. 3.

9. *Id.*, pp. 5–10.

10. *Id.*, p. 5.

11. *Id.*

12. HOWARD, *Tragedy of Failure*, pp. 59–63 ; KRUEGER, Alan B. et MALEČKOVÁ, Jitka, « Education, Poverty, Political Violence and Terrorism: Is There a Causal Connection? », *Journal of Economic Perspec-*

tives 17, no. 4, Fall 2003, : pp. 119–44, <http://pubs.aeaweb.org/doi/pdfplus/10.1257/089533003772034925> ; et PIAZZA, « *Rooted in Poverty?* ».

13. PIAZZA, « *Draining the Swamp* », p. 526. Voir aussi KAHLER, Miles, « *Networks and Failed States: September 11 and the Long Twentieth Century* », document présenté à la réunion annuelle de American Political Science Association, Boston, MA, septembre 2002 ; et RABASA, Angel et al., *Ungoverned Territories: Understanding and Reducing Terrorism Risks*, Santa Monica, CA : RAND Corporation, 2007, [www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monographs/2007/RAND\\_MG561.pdf](http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monographs/2007/RAND_MG561.pdf).

14. HOWARD, Tiffany, « *Failed States and the Spread of Terrorism in sub-Saharan Africa* », *Studies in Conflict and Terrorism* 33, no. 11, novembre 2010, pp. 960–88.

15. HUNTINGTON, *Third Wave*, pp. 307–8. Voir aussi SØRLI, GLEDITSCH et STRAND, « *Conflict in the Middle East* ».

16. HUNTINGTON, *Third Wave*, pp. 307–8 ; KEDOURIE, Elie, *Democracy and Arab Political Culture*, 2<sup>e</sup> ed., London : Frank Cass, 1994 ; LEWIS, Bernard, « *The Shi'a in Islamic History* », in *Shi'ism, Resistance, and Revolution*, ed. KRAMER, Martin, Boulder, CO : Westview Press, 1987, pp. 21–30 ; MARTIN, « *Religious Violence in Islam* » ; PIAZZA, « *Draining the Swamp* » ; et SØRLI, GLEDITSCH, et STRAND, « *Conflict in the Middle East* ».

17. FISH, M. Steven, « *Islam and Authoritarianism* », *World Politics* 55, October 2002, pp. 4–37, [http://polisci.berkeley.edu/people/faculty/FishM/Islam\\_and\\_Authoritarianism.pdf](http://polisci.berkeley.edu/people/faculty/FishM/Islam_and_Authoritarianism.pdf). Voir aussi SØRLI, GLEDITSCH, et STRAND, « *Conflict in the Middle East* ».

18. DONNO, Daniela et RUSSETT, Bruce, « *Islam, Authoritarianism, and Female Empowerment: What Are the Linkages?* », *World Politics* 56, no. 4, juillet 2004, pp. 582–607.

19. AARTS, Paul, « *The Middle East: A Region without Regionalism or the End of Exceptionalism?* », *Third World Quarterly* 20, no. 5, octobre 1999, pp. 911–25 ; KEDOURIE, *Democracy* ; MARTIN, « *Religious Violence in Islam* » ; « *Islam and Democracy* », in KRAMER, Martin, *Arab Awakening & Islamic Revival: The Politics of Ideas in the Middle East*, Piscataway, NJ : Transaction Publishers, 1996, pp. 265–78 ; LEWIS, Bernard, « *The Shi'a in Islamic History* », in KRAMER, *Shi'ism, Resistance and Revolution* ; et RUBIN, Barry, *The Tragedy of the Middle East*, Cambridge, UK : Cambridge University Press, 2002.

20. PIAZZA, James A., « *Do Democracy and Free Markets Protect Us From Terrorism?* », *International Politics* 45, 2008, p. 75, [www.politicalscience.uncc.edu/jpiazza/piazza%20democracy%20free%20markets%20terrorism.pdf](http://www.politicalscience.uncc.edu/jpiazza/piazza%20democracy%20free%20markets%20terrorism.pdf). Voir aussi MURAVCHIK, Joshua, « *Freedom and the Arab World* », *Weekly Standard* 7, no. 16, 31 December 2001, [www.weeklystandard.com/Content/Protected/Articles/000/000/000/727bozww.asp?page=1](http://www.weeklystandard.com/Content/Protected/Articles/000/000/000/727bozww.asp?page=1).

21. CHARTERS, David A., « *Conclusions: Security and Liberty in Balance—Countering Terrorism in the Democratic Context* », in *The Deadly Sin of Terrorism: Its Effect on Democracy and Civil Liberties in Six Countries*, ed. CHARTERS, David A., Westport, CT : Greenwood Press, 1994, p. 211 ; EUBANK, William Lee et WEINBERG, Leonard B., « *Does Democracy Encourage Terrorism?* », *Terrorism and Political Violence* 6, no. 4, 1994, pp. 417–43 ; WEINBERG et EUBANK, « *Terrorism and Democracy: What Recent Events Disclose* », *Terrorism and Political Violence* 10, no. 1, printemps 1998, pp. 108–18 ; EUBANK et WEINBERG, « *Terrorism and Democracy: Perpetrators and Victims* », *Terrorism and Political Violence* 13, no. 1, printemps 2001, pp. 155–64 ; EYERMAN, Joe, « *Terrorism and Democratic States: Soft Targets or Accessible Systems* », *International Interactions* 24, no. 2, 1998, pp. 151–70 ; LI, Quan, « *Does Democracy Promote or Reduce Transnational Terrorist Incidents?* », *Journal of Conflict Resolution* 49, no. 2, avril 2005, pp. 278–97, [http://people.tamu.edu/~quanli/research\\_papers/reprint\\_files/JCR\\_2005\\_terrorism.pdf](http://people.tamu.edu/~quanli/research_papers/reprint_files/JCR_2005_terrorism.pdf) ; et SCHMID, Alex P., « *Terrorism and Democracy* », *Terrorism and Political Violence* 4, no. 4, 1992, pp. 14–25.

22. CHARTERS, « *Conclusions* » ; EUBANK et WEINBERG, « *Does Democracy Encourage Terrorism?* » ; WEINBERG et EUBANK, « *Terrorism and Democracy: Recent Events* » ; EUBANK et WEINBERG, « *Terrorism and Democracy: Perpetrators* » ; et SCHMID, « *Terrorism and Democracy* ».

23. SØRLI, GLEDITSCH et STRAND, « *Conflict in the Middle East* », p. 147.

24. HOMER-DIXON, Thomas F., *Environment, Scarcity, and Violence*, Princeton, NJ : Princeton University Press, 1999. ; COLLIER, Paul, « *Doing Well out of War* », document présenté à la Conference on

Economic Agendas in Civil Wars, London, April 1999, [http://econ.worldbank.org/files/13200\\_Collier-DoingWell.pdf](http://econ.worldbank.org/files/13200_Collier-DoingWell.pdf); COLLIER, Paul et HOFFLER, Anke, « On Economic Causes of Civil War », *Oxford Economic Papers* 50, no. 4, 2002, pp. 563–73 ; et LE BILLON, Philippe, « The Political Ecology of War: Natural Resources and Armed Conflicts », *Political Geography* 20, no. 5, 2001, pp. 561–84.

25. BEBLAWI, Hazem et LUICIANI, Giacomo, eds., *The Rentier State*, New York : Croom Helm, 1987 ; et SACHS, Jeffrey D. et WARNER, Andrew M., *Natural Resource Abundance and Economic Growth*, NBER Working Paper 5318, Cambridge, MA. : National Bureau of Economic Research, 1995.

26. KRUEGER et MALEČKOVÁ, « Education, Poverty, Political Violence and Terrorism », pp. 119–44 ; PIAZZA, « Rooted in Poverty? » ; WINDSOR, Jennifer L., « Promoting Democratization Can Combat Terrorism », *Washington Quarterly* 26, no. 3, été 2003, pp. 43–58.

27. KRUEGER et MALEČKOVÁ, « Education, Poverty, Political Violence and Terrorism ».

28. CHASDI, Richard J., *Serenade of Suffering: A Portrait of Middle Eastern Terrorism, 1968–1993*, Lanham, MD : Lexington Books, 1999 ; CHASDI, *Tapestry of Terror: A Portrait of Middle Eastern Terrorism, 1994–1999*, Lanham, MD : Lexington Books, 2002 ; KHASHAN, Hilal, « The New World Order and the Tempo of Militant Islam », *British Journal of Middle East Studies* 24, no. 1, mai 1997, pp. 5–24 ; et MARTIN, « Religious Violence in Islam ».

29. STREETER, Sabin, *The Road to 9/11*, PBS, video, 50 min., 2006.

30. PIAZZA, « Rooted in Poverty? » ; et SØRLI, GLEDITSCH, et STRAND, « Conflict in the Middle East ».

31. ROTBERG, *State Failure*, p. 3.

32. ADAMSON, Christopher, « Tribute, Turf, Honor and the American Street Gang: Patterns of Continuity and Change since 1820 », *Theoretical Criminology* 2, no. 1, février 1998, pp. 57–84 ; AKERS, Ronald L., *Social Learning and Social Structure: A General Theory of Crime and Deviance*, Boston : Northeastern University Press, 1998, AKERS, Ronald L. et LEE, Gang, « Age, Social Learning, and Social Bonding in Adolescent Substance Use », *Deviant Behavior* 19, 1999, pp. 1–25 ; ELLIOTT, Delbert S. et MENARD, Scott, « Delinquent Friends and Delinquent Behavior: Temporal and Developmental Patterns », in *Delinquency and Crime: Current Theories*, ed. HAWKINS, J. David, Cambridge, UK : Cambridge University Press, 1996, pp. 28–67 ; FLANNERY, Daniel J. et HUFF, C. Ronald, *Youth Violence: Prevention, Intervention, and Social Policy*, Washington, DC : American Psychiatric Press, 1999 ; KLEIN, Malcolm W. et MAXSON, Cheryl L., *Street Gang Patterns and Policies*, Oxford, UK : Oxford University Press, 2006 ; et SEIFERT, Kathryn, *How Children Become Violent: Keeping Your Kids Out of Gangs, Terrorist Organizations, and Cults*, Boston, MA : Acanthus Publishing, 2006.

33. SEIFERT, *How Children Become Violent*.

34. RABASA et al., *Ungoverned Territories* ; et HOWARD, « Failed States », pp. 960–88.

35. LEVI, Margaret, *Of Rule and Revenue*, Berkeley, CA : University of California Press, 1989, pp. 68–69.

36. DEBIEL, Tobias, ed., avec KLEIN, Axel, *Fragile Peace: State Failure, Violence, and Development in Crisis Regions*, New York : Zed Books, 2002 ; KREIJEN, Gerard Peter Hubert, *State Failure, Sovereignty and Effectiveness*, Leiden, Netherlands : Leiden University, 2003 ; ROTBERG, *State Failure* ; ROTBERG, *When States Fail* ; et ZARTMAN, *Collapsed States*.

37. AZAM, Jean-Paul, « The Redistributive State and Conflicts in Africa », *Journal of Peace Research* 38, no. 4, juillet, 2001, pp. 429–44.

38. « Arab Barometer Survey Instrument ».

39. *Id.*, p. 19.

40. *Id.*, p. 20.

41. SØRLI, GLEDITSCH et STRAND, « Conflict in the Middle East », p. 148. Voir aussi WOLTERING, Robbert A. F. L., « The Roots of Islamist Popularity », *Third World Quarterly* 23, no. 6, 2002, pp. 1133–43, [http://academics.eckerd.edu/moodle\\_support/ecUser/EPFiles.php/moodle\\_20101/649/Woltering\\_The\\_Roots\\_of\\_Islamist\\_Popularity.pdf](http://academics.eckerd.edu/moodle_support/ecUser/EPFiles.php/moodle_20101/649/Woltering_The_Roots_of_Islamist_Popularity.pdf).

42. Un test t-bilatéral est un test statistique dans lequel la zone critique de la distribution est à double face, allant de faibles à fortes valeurs de la distribution. Elle vérifie si un échantillon est soit supérieur ou infé-

rieur à l'une des deux valeurs critiques. Si l'échantillon testé est classé dans l'une des zones critiques de faible ou de grande valeur, alors l'hypothèse alternative d'une relation existante entre les variables sera acceptée et l'hypothèse nulle d'absence de relation existante sera rejetée.

43. « *Arab Barometer Survey Instrument* », p. 4.

44. *Id.*, p. 5.

45. *Id.*, p. 3.

46. *Id.*, p. 5.

47. *Id.*, p. 13.

48. *Id.*, p. 21.

49. Dans les deux questions, l'autoritarisme est en troisième position après la situation économique et la corruption.

50. « *Arab Barometer Survey Instrument* », p. 12.

51. *Id.*

52. *Id.*

53. *Id.*, p. 3.

54. *Id.*, p. 16.

55. *Id.*, p. 17, p. 18.

56. KRUEGER et MALEČKOVÁ, « *Education, Poverty, Political Violence and Terrorism* » ; MARTIN, « *Religious Violence in Islam* » ; PIAZZA, « *Rooted in Poverty?* » ; et SCHMID, « *Terrorism and Democracy* ».

# Demande d'une nouvelle théorie de la contre-insurrection

LTC SIDNEY ELLINGTON (ER), MARINE DES ÉTATS-UNIS\*

## La fin de la guerre mais pas de l'incertitude

**L**e 19 décembre 2011, le dernier convoi de véhicules transportant des troupes et du matériel américains quitta l'Irak pour le Koweït, mettant fin à presque neuf ans de guerre. Comme promis par le président Obama à l'automne, tous les soldats américains allaient être chez eux pour Noël<sup>1</sup>. Contrairement à ce qui s'était passé lors du retour des troupes de la région vingt ans plus tôt après la première guerre du Golfe, les anciens combattants n'allaient pas être accueillis à leurs retour aux États-Unis sous des pluies de serpentins ni par des fanfares<sup>2</sup>. En fait, les derniers soldats à partir n'eurent même pas « le temps de dire au revoir aux Irakiens avec lesquels ils avaient fait connaissance » car les détails relatifs au convoi les emportant restèrent secrets afin de minimiser les risques d'une attaque par des insurgés irakiens ou « des officiers de la sécurité irakienne alignés sur les milices<sup>3</sup> ».

Les troupes sont de retour d'Irak mais les États-Unis restent engagés en Afghanistan. Cette guerre se terminera toutefois bientôt elle aussi. Aux termes d'un accord de partenariat stratégique signé par les présidents Obama et Hamid Karzai, il est prévu que les forces américaines continueront de se retirer « à une allure régulière » jusqu'à ce que les États-Unis transmettent toutes les responsabilités de sécurité aux dirigeants afghans en 2014<sup>4</sup>. Ce retrait est plus rapide que ne le souhaiteraient certains, y compris le général en retraite de l'armée de Terre et ancien directeur de la *Central Intelligence Agency* (CIA) David Petraeus<sup>5</sup>. Le président a toutefois déclaré que l'objectif des États-Unis en Afghanistan, qui est de faire en sorte qu'« aucun refuge [ne puisse être établi] à partir duquel Al-Qaïda ou les organisations qui lui sont affiliées pourrait lancer des attaques contre le territoire [des États-Unis] ou de [leurs] alliés<sup>6</sup> ». Il a également déclaré que, compte tenu du coût énorme, humain aussi bien que financier, des guerres pendant une période de « montée de la dette et de difficultés économiques... il est temps de se focaliser sur l'édification de la nation ici, chez nous<sup>7</sup> ».

---

\* L'auteur, ancien officier de marine, guerre spéciale, est actuellement doctorant à l'Université de l'Oklahoma. Ses intérêts de recherches portent principalement sur la guerre révolutionnaire et la guérilla, la théorie de la contre-insurrection et de la politique militaire. Il est titulaire d'une maîtrise de la *Naval Post-graduate School* en études de sécurité nationale et d'une autre maîtrise, en relations internationales, obtenue à l'Université de l'Oklahoma.

Bien qu'il soit impossible de prédire ce que l'avenir réservera à l'Irak et à l'Afghanistan après le départ des forces américaines, certaines indications laissent à penser que les deux pays connaîtront des difficultés de sécurité intérieure une fois qu'ils voleront de leurs propres ailes. En Irak, le départ définitif des forces américaines se juxtaposa à une crise politique à Bagdad, lorsqu'« un groupe important de parlementaires, sunnites pour la plupart » boycotta le parlement irakien à la suite d'une vague d'arrestations ordonnées par le gouvernement, dominé par les Chiïtes, qui avait systématiquement fait « rafler des centaines d'anciens membres du parti Baas, de collaborateurs de parlementaires sunnites et de vigiles<sup>8</sup> ». Le lendemain du retrait des dernières forces combattantes américaines, le gouvernement irakien à dominante chiïte du premier ministre Nouri al-Maliki, après « s'être préparé à lancer des poursuites contre [le vice-président irakien Tariq al-Hashimi]... pour terrorisme », ordonna l'arrestation du parlementaire sunnite chef du parti *Iraqiya*<sup>9</sup>. Cette action laissa penser que « les dirigeants irakiens pourraient désormais se servir des institutions pour la tentative de renforcement desquelles l'Amérique a dépensé des millions de dollars, c'est-à-dire la police, les tribunaux, les médias, comme d'une massue pour frapper leurs adversaires politiques et consolider leur pouvoir<sup>10</sup> ». Ensuite, moins d'une semaine après le départ des dernières unités combattantes américaines, une série d'explosions secoua Bagdad, signalant une « aggravation de la crise politique et sectaire » et faisant connaître à la capitale irakienne sa « journée la plus meurtrière depuis plus d'un an<sup>11</sup> ».

En outre, le gouvernement central Irakien dominé par les Chiïtes, a ordonné au Réveil sunnite, une milice forte de 80.000 hommes environ, qui avait considérablement aidé les États-Unis à traquer les insurgés et les membres d'Al-Qaïda depuis le renforcement des effectifs en 2007, de se disperser et de rendre ses armes. En l'absence du tampon entre le Réveil et le gouvernement central irakien, les tensions montent. Une dispersion et un désarmement volontaires, indique-t-on dans la région, ont peu de chances de se produire dans un proche avenir, ce qui conduit à une incertitude croissante quant à ce que l'avenir réserve à l'Irak<sup>12</sup>. De plus, le terroriste notoire Ibrahim Awwad Ibrahim Ali al-Badri s'est juré de « commettre 100 attentats en Irak » afin de venger la mort de l'ancien chef d'Al-Qaïda Oussama ben Laden, ce qui conduisit certains hauts responsables américains à exprimer des inquiétudes quant à une possible renaissance d'Al-Qaïda en Irak après le retrait américain<sup>13</sup>.

Par ailleurs, le retrait des troupes américaines d'Afghanistan inspire lui aussi des inquiétudes. En Afghanistan, un élément très important de la stratégie américaine de contre-insurrection, s'ajoutant à un renforcement des effectifs, a été l'hypothèse selon laquelle une aide financière abondante et une hausse des revenus chez les Afghans favoriseraient la sécurité, contribuant ainsi à la défaite des Taliban. Cependant, la Banque mondiale publia toutefois un rapport déprimant indiquant qu'un retrait des troupes américaines et de celles de l'OTAN en 2014 plon-

gerait très probablement le pays dans une récession économique qui, à son tour, aggraverait la situation de sécurité et pourrait conduire à un effondrement total du pays dans la mesure où celui-ci reçoit actuellement la plus grande partie de son revenu « des dépenses militaires et civiles américaines<sup>14</sup> ».

Ainsi, l'avenir de l'Irak et de l'Afghanistan est donc loin d'être certain. Alors que la guerre se termine en Irak et qu'elle continue de se dérouler en Afghanistan en suivant un calendrier prévoyant sa fin en 2014, il est important de réfléchir sur l'engagement militaire américain en Irak qui, comme on l'a écrit, peut être considéré comme une évolution continue « de l'espoir aux atrocités, de l'invasion en fanfare au départ discret<sup>15</sup> ». Le présent article se propose de focaliser cette réflexion sur la doctrine militaire qui fut totalement transformée en réaction à ce qui était essentiellement une insurrection opiniâtre. Une insurrection violente suivit un discours de victoire par le président de l'époque, George W. Bush, quelques semaines seulement après le début des hostilités en Irak. Dans ce discours, le président Bush déclara, sous une banderole « Mission accomplie », que « les opérations majeures de combat en Irak ont pris fin<sup>16</sup> ». L'ironie est que, tragiquement, la guerre en Irak allait s'éterniser pendant plus de huit autres années.

### Un changement de doctrine

Avec le recul, on pourrait être tenté de conclure que le président Bush était, au moment où il prononça son discours de victoire, complètement coupé des réalités sur le terrain. Il est toutefois capital de faire remarquer que, lorsqu'on examine la guerre en Irak jusqu'à ce moment particulier dans l'optique de la guerre conventionnelle et de la doctrine de l'armée de Terre, la mission avait effectivement été accomplie. La raison en est que l'objectif, tel que le président Bush l'avait brièvement décrit au peuple américain dans une allocution télévisée juste 42 jours plus tôt, était de « désarmer l'Irak, de libérer son peuple et de protéger le monde d'un grave danger<sup>17</sup> ». Le président assura en outre, dans la même allocution, au peuple américain que les États-Unis n'avaient « aucune ambition en Irak, en dehors de l'élimination d'une menace et de la restitution du contrôle de ce pays à son peuple » et que les forces américaines « rentreraient chez elles dès que leur travail [serait] terminé<sup>18</sup> ». Lorsque ces paroles sont placées dans le contexte de la guerre du Golfe de 1991, nombreux étaient ceux qui s'attendaient à ce que l'opération *Iraqi Freedom* de 2003 se déroule d'une façon comparable.

La ruée depuis le Koweït jusqu'à Bagdad dans les premiers jours de l'opération *Iraqi Freedom* s'était déroulée à une vitesse « stupéfiante » grâce à l'exécution de manœuvres de blindés lourds à une vitesse sans précédent agissant comme « multiplicateur de force » avec « compétence, précision...[et] un minimum de pertes<sup>19</sup> ». Lorsque Bagdad tomba et que le gouvernement irakien prit la fuite, « la mission des forces armées, définie comme la liquidation du régime [de Saddam Hussein] avait effectivement été accomplie<sup>20</sup> ». Pourtant, alors même que l'Amé-

rique célébrait une « mission accomplie », des signes indiquant qu'une insurrection commençait à couvrir apparaissaient<sup>21</sup>. Cette insurrection, qui allait prendre rapidement de la vitesse, allait être quelque chose que les chefs de l'armée américaine, imprégnés des doctrines de la guerre conventionnelle, allaient se monter lents à reconnaître. Le niveau de violence s'éleva au cours de l'été 2003 et, quand arriva l'automne, nombreux furent ceux qui la comparèrent à la dernière insurrection qu'avaient combattue les États-Unis, celle du Viêt-Nam<sup>22</sup>.

La situation en Irak n'était pourtant pas simplement un autre Viêt-Nam où les États-Unis s'opposaient à une guérilla déterminée et unifiée, soutenue par l'armée nord-vietnamienne. Les forces terrestres américaines en Irak faisaient face à une combinaison d'attaques menées par des insurgés, de violence confessionnelle et d'attentats terroristes perpétrés par le groupe dirigé par Abou Moussab al Zarkaoui, *Al-Qaïda en Irak*. Pendant que la violence s'aggravait en Irak en 2004-2006, un groupe d'officiers affectés à la *Doctrine Division of the Combined Arms Center* de Fort Leavenworth, au Kansas, commencèrent à remanier une doctrine de contre-insurrection largement dépassée. Dirigé par le général de corps d'armée David Petraeus, qui avait été déployé deux fois en Irak, le groupe incorpora à ses travaux des suggestions présentées par des praticiens militaires présents et passés de la contre-insurrection mais également par des journalistes, des défenseurs des droits de l'homme et des universitaires<sup>23</sup>. Chose étonnante, la nouvelle doctrine fut rédigée en treize mois seulement et fut distribuée sur le terrain à la fin de 2006, juste au moment où le président Bush ordonnait un renforcement des effectifs se montant à 20.000 hommes devant être déployés sur le théâtre d'opérations irakien et chargeait le général Petraeus de diriger les opérations. Si on devait évaluer la réussite ou l'échec de la nouvelle doctrine en Irak en se basant sur les niveaux de violence, on peut affirmer sans trop s'avancer que l'impact de cette doctrine fut considérable. Avant le renforcement des effectifs et la mise en application de la nouvelle doctrine de contre-insurrection, les niveaux de violence en Irak étaient stupéfiants par rapport à ceux enregistrés 12 mois après la prise du commandement par Petraeus. Même si les factions religieuses et politiques de l'Irak restaient « farouchement divisées », le niveau de violence à la fin de 2008 fut le plus bas de toute la guerre<sup>24</sup>.

Lorsque Petraeus quitta l'Irak, il avait transformé le champ de bataille d'un borbier sanglant en une zone beaucoup plus stable et sûre. Alors que certaines questions concernant la direction à long terme que prendra l'Irak restent sans réponse, le renforcement des effectifs en 2007 permit aux forces armées américaines de négocier des accords de cessez-le-feu avec des chefs de tribus et de transformer d'anciens insurgés, comme dans le cas des forces du Réveil, en partisans armés. À la suite de l'application par l'armée de Terre de la doctrine de contre-insurrection, à la fin de 2008, « les échoppes de brochettes et les cafés avaient rouvert dans toute la ville et de nombreux Irakiens moyens se sentaient suffisamment en sécurité pour s'aventurer hors de chez eux la nuit venue<sup>25</sup> ».

Alors que la nouvelle doctrine de contre-insurrection eut un impact considérable sur la situation de la sécurité en Irak, le manuel de campagne n° 3-24 (FM 3-24) de l'armée de Terre américaine, auquel on se réfère souvent aujourd'hui sous le nom de *doctrine Petraeus*, a eu un impact plus marqué et sans doute plus durable sur les forces armées américaines dans leur ensemble<sup>26</sup>. Qualifiant cette doctrine de « radicale », l'introduction à l'édition publiée par *University of Chicago Press* du manuel proclame avec assurance que celui-ci « remet en question une grande partie de ce qui est sacro-saint à propos de la guerre à l'américaine » et qu'un « changement et un sacrifice significatifs sont nécessaires pour combattre les ennemis d'aujourd'hui honorablement » [c'est moi qui souligne]<sup>27</sup>. Le FM 3-24 devint rapidement la pierre angulaire de ce à quoi on se réfère simplement aujourd'hui dans les milieux du département de la Défense à « la longue guerre », suggérant que la contre-insurrection, en tant que doctrine fondamentale des opérations militaires, est à présent bien établie<sup>28</sup>. Si on devait effectivement regarder le nombre d'articles focalisés sur la contre-insurrection rédigés par des officiers pour des revues spécialisées telles que *Joint Forces Quarterly*, *Parameters* ou *Military Review*, ou la focalisation apparente sur la contre-insurrection du programme de formation appliqué par le Centre d'entraînement à la préparation interarmées (*Joint Readiness Training Center – JRTC*) de Fort Polk, il semblerait certainement que la doctrine épousée par le général Petraeus a supplanté toutes les autres. Selon ce Centre :

Les scénarios du JRTC permettent une intégration complète de l'armée de l'Air et des autres Armes ainsi que des acteurs civils du pays hôte. Les scénarios d'exercices reproduisent un grand nombre des situations et problèmes particuliers qu'une unité peut rencontrer pour inclure les responsables politiques et les citoyens du pays hôte, les insurgés et les terroristes, la couverture par les médias et les organisations non gouvernementales<sup>29</sup>.

Pour être précis, toutes les unités de combat terrestre de l'armée de Terre doivent effectuer une rotation au JRTC avant leur déploiement. La focalisation de l'entraînement décrite brièvement ci-dessus est très différente de celle sur la *Air-Land Battle* (bataille aéroterrestre) qui prévalait voilà seulement une douzaine d'années, lorsque l'armée de Terre appliquait ce qu'on appelait couramment la *doctrine Powell*, du nom de l'ancien président de l'Instance collégiale des chefs d'état-major, le général Colin Powell, qui supervisa la guerre du Golfe en 1991.

Cette doctrine naquit de l'examen de conscience de l'armée de Terre qui suivit le résultat ayant laissé à désirer de la guerre du Viêt-Nam. En s'efforçant de comprendre comment les forces armées américaines avaient pu « gagner toutes les batailles mais perdu la guerre », l'armée de Terre se tourna vers son école de guerre (*U.S. Army War College*) et, en particulier, le colonel Harry G. Summers qui dirigea des efforts de recherche utilisant la théorie clausewitzienne et les principes classiques de la guerre pour effectuer un examen critique de l'échec américain au Viêt-Nam<sup>30</sup>. Summers conclut que la trinité clausewitzienne du gouvernement,

du peuple et des forces armées avait été dysfonctionnelle pendant la guerre du Viêt-Nam. En bref, la guerre ne bénéficia pas du soutien total du peuple américain, le gouvernement civil n'établit pas d'objectifs stratégiques clairs et l'armée de Terre n'employa pas la bonne stratégie militaire pour garantir la victoire. Les travaux de Summers, publiés sous la forme d'un livre intitulé « *On Strategy: A Critical Analysis of the Vietnam War* (De la stratégie : une analyse critique de la guerre du Viêt-Nam), sert de base à une transformation de la doctrine de l'armée de Terre pendant les années séparant la Guerre du Viêt-Nam de celle du Golfe.

Sous sa forme la plus élémentaire, la doctrine Powell en fut tirée comme moyen de faire en sorte que l'Amérique ne répète pas les erreurs commises au Viêt-Nam. En particulier, il convient que les États-Unis évaluent certains critères avant d'entrer en guerre, à savoir qu'ils s'assurent : 1) que toutes les options de résolution du conflit autres que la guerre ont été épuisées, 2) que la résolution du conflit est dans l'intérêt national vital des États-Unis, 3) qu'un objectif politique clairement défini et militairement réalisable a été sélectionné, 4) que l'option d'une entrée en guerre a le soutien total du peuple américain et de ses représentants élus, 5) que les forces armées américaines emploieraient une force écrasante et 6) qu'une stratégie de sortie réfléchie et exécutable a été planifiée et décidée<sup>31</sup>.

La doctrine Powell fut mise en vedette pendant la guerre du Golfe en 1991 et sa révision la plus récente fut présentée en détail dans le manuel de campagne 3-0, *Operations*, de l'armée américaine publié en juin 2001. Contrairement au manuel FM 3-0, le manuel FM 3-24 éloigne l'armée de Terre d'une doctrine focalisée sur la guerre entre états et la rapproche d'une focalisation sur les guerres de faible intensité et les insurrections. Même si une juxtaposition et une analyse détaillée des manuels FM 3-0 et FM 3-24 sortent du cadre restreint du présent article, le Tableau 1 fut élaboré pour faire ressortir les principales différences entre les deux doctrines.

**Tableau 1. FM 3-0, Operations et FM 3-24/MCWP 3-33.5  
Contre-insurrection : une comparaison**

	<b>FM 3-0 Operations</b>	<b>FM 3-24 COIN</b>
Date de publication la plus récente	Juin 2001	Décembre 2006
Théoricien de base	Carl von Clausewitz	David Galula
Concentration / centre de gravité	Force ennemie	Population : conquérir les cœurs et les esprits
Priorité	Opérations offensives	Etablissement d'un environnement sécurisé pour la population locale
Objectif	Domination totale de la force ennemie	Encourager la stabilité économique et politique

**Tableau 1. FM 3-0, Operations et FM 3-24/MCWP 3-33.5 Contre-insurrection : une comparaison (continué)**

Envergure	Eventail complet d'opérations interarmées	Equilibre entre combat et coordination interorganisations basé sur la situation locale
Tactique de base	Violence de l'action Vitesse de la manœuvre Blindés / bataille aéroterrestre	Emploi d'une combinaison de tâches de combat familières et de compétences plus souvent associées aux organismes civils
Stratégie	Projection de la force	Stratégie de la tache d'huile : établissement de la sécurité dans une zone puis sécurisation de la suivante
Menace principale	Armée ennemie	Insurgés et terroristes
Empreinte	Étendue	Pas plus étendue que nécessaire
Emploi de la force	Écrasant : Dommages collatéraux acceptable	Minimiser les pertes civiles- Limiter les dommages collatéraux
Risque	À minimiser autant que possible	Le risque à court terme est une nécessité opérationnelle
Résultat souhaité	Défaite de l'armée ennemie	Défaite de l'insurrection conduisant à la stabilité et à la sécurisation de la société
Citation contextuelle mémorable	« Nous allons d'abord lui couper la tête puis nous allons le tuer. » -Général Colin Powell, U.S. Army	« Pas de meilleur ami. Pas de pire ennemi. Pour commencer, pas de mal. » -Général James Mattis, US Marine Corps

Il est important d'observer que les deux doctrines sont gouvernées par leurs propres écrits théoriques. Carl von Clausewitz, l'officier de l'armée prussienne du dix-neuvième siècle dont l'ouvrage classique, *De la guerre*, a été lu et disséqué depuis la fin de la guerre du Viêt-Nam par d'innombrables officiers américains lorsqu'ils étaient étudiants dans les écoles de guerre, a probablement influencé le doctrine Powell ainsi que les forces militaires. Dans les années 1990, « les études sur Clausewitz [étaient] devenues une sorte d'activité maison pour les intellectuels militaires<sup>32</sup> ». Effectivement, jusqu'à ces cinq dernières années environ, les idées de ce guerrier-philosophe particulier sous-tendirent l'essentiel de la réflexion militaire américaine moderne. Publié à l'origine en 1832, *De la guerre* a donné lieu à d'innombrables traductions et des quantités de livres et d'articles ont été consacrées à ce traité particulier. Des expressions extraites de son texte sont devenues courantes lorsque des officiers parlent de stratégie et de tactiques : *masse, manœuvre, friction, centres de gravité, économie des forces, défense stratégique*, et probablement la plus célèbre, *la guerre en tant qu'instrument de la politique*.

Alors que Clausewitz fournit une grande partie du cadre théorique de la doctrine Powell, les préceptes théoriques qui guidèrent l'élaboration de la doctrine Petraeus se trouvent dans les écrits de David Galula (1919-1967), un officier de l'armée française dont les expériences de première main dans les guerres insurrectionnelles vont de la révolution maoïste en Chine à la guerre coloniale en Algérie. Il suffit effectivement de lire la section des remerciements dans le manuel FM 3-24 pour s'apercevoir du grand respect des auteurs de la doctrine pour les travaux de Galula. John Nagl, l'un des principaux auteurs du manuel FM 3-24, écrit dans l'avant-propos de l'édition publiée par *University of Chicago Press* : « Parmi les nombreux ouvrages ayant influencé la rédaction du Manuel de campagne 3-24, aucun n'a peut-être été aussi important que *Contre-insurrection : théorie et pratique* de David Galula<sup>33</sup> ». Les officiers connaissaient bien Clausewitz mais beaucoup moins les travaux de Galula avant la publication du Manuel FM 3-24. Par exemple, lorsque j'étais étudiant à la *Naval Postgraduate School* en 1994-1995 dans le programme *Opérations spéciales et conflit de faible intensité*, les travaux de Galula ne figuraient pas sur la liste des ouvrages recommandés. On peut donc présumer sans trop s'avancer que l'ouvrage de Galula n'est peut-être pas encore aussi connu que celui de Clausewitz. En fait, si les États-Unis n'avaient pas été entraînés dans la lutte contre une insurrection en Irak, Galula pourrait ne pas encore figurer sur la liste des ouvrages recommandés aux officiers. Par exemple, je ne fus exposé à la guerre de *contre-insurrection* qu'en 2004, lorsqu'un colonel en retraite de l'armée de l'Air membre du corps enseignant de la *Joint Special Operations University* m'envoya par courrier électronique une version numérisée d'un vieil exemplaire usé du texte alors épuisé, accompagnée d'une note m'invitant à lire le livre toutes affaires cessantes. Dans la mesure où beaucoup, en dehors des milieux militaires, peuvent ne pas encore bien connaître la thèse de Galula, le présent article couvrirait brièvement les travaux de Galula et s'efforce de placer sa théorie dans le contexte de l'environnement de l'après-11 septembre et de l'après-Irak.

### Galula et sa théorie de la contre-insurrection

Même vus superficiellement, les travaux de Galula semblent très différents de ceux de Clausewitz. Pour commencer, le *De la guerre* de Clausewitz dépasse 850 pages. En revanche, le livre de Galula n'en compte que 143. Pourtant, malgré sa brièveté, cet ouvrage a eu un impact prononcé sur les forces armées américaines au cours des cinq à sept dernières années.

Les seuls détails biographiques concernant Galula figurent dans une monographie publiée en 2010 par l'institut d'études stratégiques de l'école de guerre de l'armée américaine<sup>34</sup>. Cette brève étude est pénétrante en ce qu'elle attire l'attention sur le fait que la théorie de la contre-insurrection de Galula naquit de sa décennie d'expérience en Chine pendant la guerre populaire de Mao Zedong. Pour Mao, la première phase fondamentale d'un mouvement révolutionnaire consiste à

« éveiller et organiser le peuple » parce que « la guérilla a fondamentalement ses sources dans les masses qui la soutiennent... [et] elle ne peut exister ni se développer si elle s'aliène leur sympathie et leur coopération<sup>35</sup> ». Stationné en Chine, Galula a observé de près la guerre et, apparemment, est devenu tellement « absorbé » dans le conflit qu'à un moment donné, il fut capturé par les guérilleros communistes de Mao et passa une semaine en captivité<sup>36</sup>. Galula fut très impressionné par l'endoctrinement et l'amitié qu'ils louèrent avec des populations locales<sup>37</sup>. Il est donc logique, comme l'a conclu la biographe de Galula Ann Marlowe, que sa théorie de la contre-insurrection ait été élaborée comme une réplique à la théorie de la guérilla révolutionnaire de Mao<sup>38</sup>.

Une lecture de *Contre-insurrection* met en évidence le respect de Galula pour les enseignements de Mao ; en fait, Galula commence l'introduction de son livre par une citation de Mao. Il souligne vouloir « définir les lois de la guerre contre-révolutionnaire, d'en déduire les principes et d'exposer les grandes lignes de la stratégie et des tactiques correspondantes<sup>39</sup> ». En d'autres termes, Galula s'efforçait de surmonter le « vide d'études » dans le domaine des « mesures concrètes » offertes à ceux qui sont engagés dans des opérations « contre-révolutionnaires<sup>40</sup> ». En bref, Galula rédigeait un guide doctrinal s'appliquant à un type précis de conflit « prolongé » et « interne » connu sous le nom de « guerre coloniale<sup>41</sup> ». Galula fait remarquer que le « problème » de la guerre coloniale est concentré dans les régions « sous-développées » du monde, déclarant que ce type particulier de guerre « ne pose pas de problème grave dans les régions développées du monde<sup>42</sup> ». À l'époque où Galula écrivait sur son pays, la France, qui s'efforçait de garder le contrôle de ses colonies. Galula se référait donc expressément à un soulèvement autochtone contre la puissance coloniale, qui n'existe plus dans le monde d'aujourd'hui. Il s'agit d'un point important sur lequel le présent article reviendra plus loin.

Pour Galula, une guerre révolutionnaire est une lutte politique dont l'objectif premier est la population<sup>43</sup>. Il avertit que ceux qui contrôlent la population physiquement et s'assurent de son soutien actif, gagneront la guerre parce que l'« exercice du pouvoir politique dépend de l'accord tacite ou explicite de la population<sup>44</sup> ». Le succès de la contre-insurrection dans cette entreprise, prévient Galula, est très coûteux. Il avance même l'hypothèse selon laquelle le rapport des dépenses entre la contre-insurrection et l'insurrection « pourrait être de dix ou vingt à un, voire plus<sup>45</sup> ».

L'esquisse d'une doctrine de l'insurrection que Galula utilise dans son ouvrage reflète elle aussi l'influence de Mao. Mao, qui avait analysé la guérilla révolutionnaire dans son livre *De la guerre prolongée*, écrit en 1938, posait comme principe que la guerre longue comportait trois phases. La première de celles-ci était la défense stratégique, où les insurgés se focaliseraient sur l'accroissement de leur influence politique au sein de la population. La deuxième phase d'après Mao était l'impasse stratégique, où les forces de la guérilla se renforceraient, consolideraient leur contrôle des zones d'opérations de leur base territoriale et élèveraient le

nombre et l'intensité des attaques de guérilla contre les positions défensives stratégiques dans les principales villes et le long des principales voies de communication. La troisième phase de la guerre longue d'après Mao est ce qu'il appelle l'offensive stratégique, où les insurgés engagent des forces régulières conventionnelles dans l'offensive finale contre le gouvernement<sup>46</sup>.

Il est facile de remarquer l'influence de Mao sur la réflexion de Galula lorsque celui-ci expose les grandes lignes de ce qu'il appelle le « modèle orthodoxe » de la révolution communiste<sup>47</sup>. La principale préoccupation de Galula était de présenter brièvement une théorie de la contre-insurrection qui serait efficace dans une guerre insurrectionnelle contre des révolutionnaires communistes. Le résultat est que la réinterprétation par Galula des trois phases de la guerre révolutionnaire d'après Mao est élargie à cinq phases à des fins de clarté. Ces phases sont : 1) la création d'un parti, qui est l'« instrument de base dans la totalité du processus révolutionnaire » ; 2) le recrutement d'autres groupes anti-gouvernementaux comme alliés pour présenter un « front uni » du peuple contre le gouvernement, ce qui aide ensuite à s'assurer le soutien du peuple ; 3) le déclenchement d'une campagne de guérilla prolongée contre le gouvernement capitaliste et impérialiste, ainsi que l'établissement de bases d'opérations dans le pays pour permettre le maintien de liens avec la population ; 4) la création d'une « armée régulière insurgée » pour permettre une « guerre de mouvement » conventionnelle contre les forces gouvernementales, ce qui conduit à la possibilité d'exploiter la capacité de l'armée régulière insurgée de se déplacer rapidement, sa supériorité en matière de renseignement et sa « logistique, simple mais efficace, dans tout le pays, qu'elle doit à la population organisée » ; 5) le lancement d'une campagne d'anéantissement des forces gouvernementales et des structures politiques une fois que les forces insurgées ont acquis une puissance suffisante<sup>48</sup>.

Alors que Galula semble mettre l'accent sur le modèle prolongé de guérilla, il cite un modèle différent utilisé par le FLN en Algérie, le modèle « bourgeois-nationaliste ». Dans ce modèle beaucoup plus brutal, mieux adapté aux opérations en milieu urbain, Galula ne voit que deux phases qui sont : 1) le recours à des vagues concentrées, coordonnées et synchronisées d'attentats à la bombe perpétrés apparemment au hasard et pourtant spectaculaires comme moyen pour le mouvement insurgé de faire parler de lui et de sa cause et 2) le recours au « terrorisme sélectif » ou aux assassinats visant « certains des fonctionnaires subalternes qui sont les plus proches du terrain<sup>49</sup> ».

Pour contrer ces deux modèles d'insurrection, Galula propose quatre lois de la contre-insurrection qui reflètent l'accent mis sur la population comme centre de gravité dans une guerre insurrectionnelle révolutionnaire. Sa première loi affirme que le soutien de la population est aussi indispensable pour la contre-insurrection que pour l'insurrection. Il voit la population comme étant divisée en 3 groupes : une minorité active qui soutient la cause des insurgés, une minorité active qui soutient le gouvernement et une majorité inactive et neutre. En bref, Galula sou-

tient que les forces de contre-insurrection doivent concentrer leurs efforts sur l'acquisition du soutien de la majorité neutre, « la technique du pouvoir consiste à s'appuyer sur la minorité qui lui est favorable pour *rallier la majorité neutre* et neutraliser ou éliminer la minorité hostile<sup>50</sup> » [c'est moi qui souligne]. La deuxième loi de la contre-insurrection affirme que l'on gagne le soutien pour le gouvernement grâce à la minorité active qui soutient ce gouvernement qui mène à la troisième loi, le soutien apporté par la population à l'insurrection ou à la contre-insurrection est conditionnel<sup>51</sup>. Autrement dit, cette troisième loi pose en principe que la partie de la population locale que Galula classifie comme la majorité neutre soutiendra la force qui apparaît la plus puissante. Il soutient que le contre-insurgé doit communiquer à travers ses actions qu'il a la volonté, les moyens et la capacité de vaincre<sup>52</sup>. Afin de communiquer clairement l'engagement et la détermination de vaincre, Galula offre sa quatrième loi de la contre-insurrection, qui suggère que cette dernière doit faire preuve d'une « intensité d'effort », d'une « immensité de moyens » et d'une volonté de mener le conflit à bonne fin, quelle que soit sa « longue durée<sup>53</sup> ».

Par ces moyens, la contre-insurrection permettra de soulager la population locale de la menace représentée par les insurgés et la convaincre de la victoire inéluctable de la contre-insurrection. Selon Galula, la contre-insurrection doit démontrer sa présence par des efforts concentrés, des ressources massives et un personnel pléthorique « le plus tôt possible<sup>54</sup> ». Pour Galula, personnel pléthorique veut dire un « rapport de force de dix ou vingt contre un entre contre-insurgés et insurgés, n'est pas rare lorsque l'insurrection se transforme en guérilla<sup>55</sup> ». Ces affirmations conduisent le lecteur à présumer que, dans un scénario idéal, cet étalage d'efforts concentrés, de ressources massives et de personnel pléthorique devrait se manifester pendant ce que Mao appellerait la phase de défense stratégique ou ce que les spécialistes contemporains appelleraient la « proto-insurrection<sup>56</sup> ».

Les quatre lois de la contre-insurrection de Galula ont été décrites comme une stratégie de la « tache d'huile » devant permettre de gagner une guerre insurrectionnelle. En bref, on a soutenu qu'une campagne réussie de contre-insurrection peut être « comparée à une goutte d'huile qui, lorsqu'elle tombe sur un linge, forme une tache qui s'étale progressivement<sup>57</sup> ». Ainsi, une fois que les forces de contre-insurrection éliminent les activités insurrectionnelles dans une zone et établissent une « zone de base », elles se déploient progressivement pour pacifier d'autres régions et les transformer en zones sûres contrôlées par le gouvernement<sup>58</sup> ». Galula offre une stratégie en huit points de conduite d'une campagne réussie de contre-insurrection dans chaque « zone sélectionnée » :

1. Concentrer des forces armées suffisantes pour détruire ou expulser le gros des insurgés armés.

2. Détacher dans la zone suffisamment de troupes pour s'opposer à un retour en force des insurgés, cantonner ces troupes dans les hameaux, villages et villes où réside la population.
3. Etablir des contacts avec la population, contrôler ses mouvements afin de rompre ses liens avec la guérilla.
4. Détruire les organisations politiques locales de l'insurrection.
5. Mettre en place, par voie d'élections, de nouvelles autorités locales provisoires.
6. Tester ces autorités en leur attribuant diverses tâches concrètes. Remplacer les mous et les incompetents ; apporter un soutien total aux dirigeants actifs. Organiser des unités d'autodéfense.
7. Regrouper et former les dirigeants au sein d'un mouvement politique national.
8. Gagner à sa cause ou éliminer ce qui reste d'insurgés<sup>59</sup>.

L'influence de la théorie de contre-insurrection de Galula et son approche axée sur la population est bien visible quand on lit le manuel FM 3-24 et observe que, d'après la doctrine : « La contre-insurrection exige des soldats et des Marines qui soient prêts à combattre et à bâtir » grâce à l'emploi d'une « combinaison d'opérations offensives, défensives et de stabilisation<sup>60</sup> ». L'objectif recherché de la campagne de contre-insurrection, selon le manuel FM 3-24, est de créer une situation dans laquelle l'administration locale est « acceptée comme légitime par la majorité de [la] partie neutre [de la population locale] que ne peut être accompli qu'une fois que la population locale est convaincue qu'elle est « à l'abri d'une intimidation de la part des insurgés<sup>61</sup> ». Une fois la sécurité de la population locale établie et maintenue, celle-ci peut être stabilisée par la satisfaction des besoins essentiels (produits alimentaires, eau, habillement, logis et soins médicaux) des gens. Cette prestation de « services essentiels » est cruciale dans toute campagne de contre-insurrection parce que « si le gouvernement [du pays hôte] assure des services essentiels sur lesquels elle peut compter, la population a plus de chances de le soutenir<sup>62</sup> ».

L'établissement de la sécurité et la prestation des services essentiels représentent, aux termes du manuel FM 3-24, une entreprise à forte intensité de main d'œuvre<sup>63</sup>. Alors que les recommandations de Galula en matière de personnel étaient focalisées sur la réplique au nombre d'insurgés par application d'un rapport de 10 à 20 contre-insurgés par insurgé<sup>64</sup>. Le manuel FM 3-24 prend en considération la difficulté qu'il y a à identifier le nombre exact d'insurgés et recommande par conséquent un rapport de 20 à 25 contre-insurgés pour 1.000 résidents dans une zone d'opérations<sup>65</sup>.

Ainsi, d'après la théorie de la contre-insurrection de Galula et la doctrine de contre-insurrection décrite dans le manuel FM 3-24, l'utilisation d'une approche axée sur la population conduira au succès dans toute campagne de contre-insurrection. Galula définit le succès comme l'« isolation permanente des insurgés par rapport à la population » qui est maintenue non par la seule force militaire mais plutôt « grâce à la [coopération enthousiaste] de la population<sup>66</sup> ». De même, le manuel FM 3-24 définit une campagne réussie de contre-insurrection comme une campagne qui « repose sur la prise en charge par le peuple de ses propres affaires et sur son consentement à l'autorité du gouvernement<sup>67</sup> ». Toutefois, à la réflexion et dans le contexte de l'actualité et des tendances prévues, le type d'approche à forte intensité de main d'œuvre axée sur la population de la contre-insurrection continue-t-il d'être la bonne tactique si on tient compte de l'environnement mondial du vingt et unième siècle ? L'application de l'intensité d'effort et de l'immensité de moyens conduira-t-elle au type de succès de la contre-insurrection imaginé par le manuel FM 3-24 ? Le succès de la contre-insurrection se compare-t-il à la victoire dans la guerre conventionnelle ? Compte tenu des problèmes budgétaires que connaît actuellement l'économie mondiale, celle des démocraties industrialisées occidentales en particulier, l'application de la doctrine de contre-insurrection en vigueur est-elle même possible ?

### Le Manuel FM 3-24/MCWP 3-33.5 et la théorie de contre-insurrection de Galula dans le contexte du XXI<sup>e</sup> siècle

La plus importante des lois de la contre-insurrection de Galula est probablement la quatrième, qui stipule que l'« intensité des efforts et l'immensité des moyens sont essentielles<sup>68</sup> ». Lorsqu'on essaye d'examiner la contre-insurrection américaine à la lumière de l'après-11 septembre et de l'après-*Iraqi Freedom*, il est important de réfléchir à deux points clés liés à cette loi, à savoir 1) l'impact de l'immensité des moyens en termes d'importance des effectifs nécessaires pour exécuter avec succès la stratégie de la tache d'huile, 2) l'impact de l'immensité des moyens en termes de coût pour le budget de la conduite d'une guerre prolongée de contre-insurrection et 3) l'impact de l'immensité des moyens sur la volonté nationale. Il est également important de réfléchir à un quatrième aspect de la contre-insurrection américaine au XXI<sup>e</sup> siècle : la signification de la victoire dans une guerre insurrectionnelle.

#### *Effectifs militaires*

En janvier 2007, l'insurrection irakienne semblait échapper à tout contrôle. Une analyse menée en novembre 2006 par la CIA avait décrit la situation comme ressemblant à « l'anarchie et la guerre civile<sup>69</sup> ». En réaction à la détérioration de la situation, le président Bush ordonna un renforcement des effectifs portant sur

20.000 hommes supplémentaires devant être déployés en Irak pour « apporter la sécurité aux habitants de Bagdad<sup>70</sup> ». Dans une allocution télévisée dans tout le pays, le président déclara que l'accroissement des effectifs était nécessaire pour « tenir les zones qui [ont été] dégagées<sup>71</sup> ». Ne mâchant pas ses mots, le président expliqua que, lors de précédentes opérations de ratissage, quand les forces américaines avaient nettoyé une zone et étaient « passées à d'autres cibles, les tueurs étaient revenus<sup>72</sup> ». Les objectifs du renforcement des effectifs étaient simplement d'améliorer la vie quotidienne des Irakiens de façon à leur donner une plus grande confiance en leurs dirigeants et à donner au gouvernement irakien le répit dont il avait besoin pour « faire des progrès dans d'autres domaines<sup>73</sup> ».

Le discours signala une évolution de la stratégie vers une qui s'inspirait de la théorie classique de contre-insurrection axée sur la population de Galula et se focalisait sur la protection du peuple irakien<sup>74</sup>. Même s'il ne fait aucun doute que le renforcement des effectifs connut une réussite tactique sous la forme d'une désescalade de la violence et d'une amélioration de la sécurité en général, cinq ans plus tard on ne sait toujours pas très bien si les problèmes sociopolitiques fondamentaux derrière la violence des insurgés ont été éliminés. Pourquoi ? Comment se fait-il qu'après cinq ans d'entraînement et de soutien par des États-Unis ainsi que d'exécution d'opérations militaires américano-irakiennes, l'avenir de l'Irak paraisse toujours aussi incertain ?

On peut trouver une réponse dans le renforcement des effectifs lui-même. Dans un rapport préparé récemment par la RAND Corporation, le concept d'utilisation d'interventions militaires à grande échelle à l'étranger comme élément d'une stratégie de contre-insurrection fut remis en question. Le rapport déclare :

L'histoire n'offre aucune base permettant de compter sur une intervention militaire à grande échelle à l'étranger pour assurer la victoire de la contre-insurrection. Il y a au contraire corrélation entre intervention militaire à grande échelle à l'étranger et échec de la contre-insurrection. Plus la présence de troupes étrangères est importante, la France en Algérie, la France et les États-Unis en Indochine, l'URSS en Afghanistan, plus le résultat tend à être mauvais<sup>75</sup>.

Ces conclusions de l'étude de RAND vont directement à l'encontre de la théorie classique de la contre-insurrection de Galula et de la doctrine mise en évidence dans le manuel FM 3-24. L'opinion selon laquelle la présence d'une force étrangère sur le terrain est nuisible est également celle de David Kilcullen, un Galula des temps modernes, qui a beaucoup écrit sur l'insurrection contemporaine. Il soutient que l'insurrection de type planétaire à laquelle est aujourd'hui confronté l'Occident ne correspond pas au modèle classique d'insurrection et qu'il vaut mieux la considérer comme ce qu'il appelle une « guerre hybride<sup>76</sup> ». Selon Kilcullen, dans le contexte de l'insurrection planétaire, l'Occident n'est pas confronté à l'insurrection traditionnelle qui a un objectif précis tel que le renversement du gouvernement local. L'insurrection planétaire se compose au contraire

de deux catégories d'ennemis, la guérilla locale qui se préoccupe surtout de la situation locale et le terrorisme transnational qui a beaucoup plus une « perspective internationale ». Les membres de la population locale, dont il se peut qu'ils possèdent une « forte dose d'anticolonialisme » et qu'ils s'opposent à « l'impact de la modernité sous sa forme occidentalisée à dominante américaine », sont ensuite encouragés à rejoindre une insurrection pour des raisons principalement défensives lorsqu'ils observent des troupes étrangères nombreuses et les perçoivent comme une force d'occupation<sup>77</sup>. Kilcullen écrit que :

Le combattant local est par conséquent un guérillero accidentel, nous combattant parce que nous envahissons son espace, pas parce qu'il veut envahir le nôtre. Il suit les usages populaires de guerre tribale, qui sont influencés par des normes culturelles, des valeurs et des optiques perceptuelles traditionnelles ; il est engagé (de son point de vue) dans la résistance plutôt que dans l'insurrection et se bat principalement pour qu'on le laisse tranquille<sup>78</sup>.

Si les conclusions de l'étude de RAND et la thèse de la guérilla accidentelle de Kilcullen sont correctes, on serait amené à conclure que le degré de « force numérique », l'une des pierres angulaires de la théorie de la contre-insurrection de Galula et du manuel FM 3-24, peut ne pas contribuer à la victoire lorsqu'on l'applique dans un contexte non colonial et contemporain<sup>79</sup>. On pourrait donc présumer que le renforcement d'effectifs de 2007 en Irak peut n'avoir réalisé des gains visibles que tant que des forces américaines restèrent en place. Ceux qui sont les plus rapprochés de la situation ont parfois la perspective la plus claire et peuvent offrir les meilleures évaluations, et, pour au moins certains des soldats qui participèrent au renforcement des effectifs, leurs prédictions n'étaient pas très optimistes. Par exemple, le sergent-chef de l'armée de Terre Jose Benavides, originaire de Miami, en Floride, fut engagé à Bagdad dans le cadre du renforcement des effectifs et fut le témoin direct de la réduction de la violence confessionnelle et terroriste qui en résulta. Son opinion, sobre mais pessimiste, était : « Si les Américains s'en vont, la violence confessionnelle se déchaînera<sup>80</sup> ». Maintenant que les forces combattantes américaines se sont retirées, nous verrons bien si la prédiction du sergent Benavides se vérifie. Toutefois, les premiers signes, tels que la série d'attentats à la bombe auxquels l'Irak est actuellement en proie pourraient bien donner bientôt raison à Benavides<sup>81</sup>.

### *Coûts financiers*

Les États-Unis se focalisent aujourd'hui dans une large mesure sur leur situation financière. Maintenant que les troupes combattantes se sont retirées de l'Irak et doivent quitter l'Afghanistan d'ici la fin de 2014, le pays, ployant sous sa dette, commence à repenser sa stratégie de défense pour ce qui sera probablement « une ère d'austérité<sup>82</sup> ». Washington cherche des moyens de réduire le budget fédéral et nombreux sont les Américains couvrant tout l'éventail politique, de l'aile

droite du parti républicain à l'aile gauche du parti démocrate, qui souhaitent qu'une large portion de ces réductions affecte les dépenses de défense.

Les guerres coûtent cher, en particulier les campagnes prolongées telles que celles d'Irak et d'Afghanistan dans lesquelles des effectifs nombreux sont engagés sur le terrain. Les coûts totaux de ces guerres ont fait couler beaucoup d'encre et nombreux sont ceux qui soutiennent que les coûts des campagnes de contre-insurrection en Irak et en Afghanistan sont dans une large mesure responsables de l'état économique dans lequel se trouve actuellement le pays, dont la dette a récemment été déclassée de « Triple-A » à « Double-A Plus » par des agences de notation<sup>83</sup>. Aussi bien des économistes que des spécialistes des relations internationales ont conclu que, quand on fait le compte des coûts totaux pour les États-Unis de la seule guerre en Irak pour y inclure les coûts futurs (tels que les soins médicaux pour les anciens combattants rapatriés) qui continueront de monter, même après le retrait des dernières troupes, on s'aperçoit qu'ils dépasseront trois milliards de dollars<sup>84</sup>.

L'état de l'économie américaine a été l'un des principaux soucis de l'électorat depuis le début de la récession en 2008. Aujourd'hui, « le pays est confronté à un chômage élevé, un déficit croissant, un recul de la classe moyenne et une crise du logement<sup>85</sup> ». Certains spécialistes sont très sceptiques quant à un retour prochain d'une croissance vigoureuse aux États-Unis<sup>86</sup>. En attendant, l'électorat demande que des mesures soient prises et les élus se montrent réceptifs. Dans le passé, les budgets de la défense n'ont connu que des réductions modestes pendant les périodes de serrage de ceinture et la plupart de ces réductions étaient mises en avant par des parlementaires du parti démocrate. Ce n'est pas le cas aujourd'hui où plus de la moitié des parlementaires républicains élus pour la première fois ont voté en faveur de propositions de réduction des dépenses de défense<sup>87</sup>. Il a été dit que certaines des réductions proposées pour le budget de la défense pourraient aller jusqu'à 25 pourcent. Étalés sur les cinq prochaines années, les réductions feraient passer le budget total de la défense de son niveau actuel de 700 milliards de dollars à 522,5 milliards<sup>88</sup>. L'ancien secrétaire à la Défense, Leon Panetta, était soumis à une pression politique intense pour qu'il réduise les dépenses et il s'était montré publiquement partisan d'une « force interarmées moins nombreuse, plus légère, plus agile et souple » plutôt que du « maintien d'une force terrestre suffisamment importante pour mener une guerre longue et sanglante puis les opérations de stabilisation [qui s'ensuivent]<sup>89</sup> ». En d'autres termes, confronté à un serrage de ceinture, Leon Panetta avait l'intention de réduire les effectifs et de restructurer la force d'une façon qui rendrait encore plus difficile l'engagement des niveaux de troupes demandés aussi bien par la théorie classique de la contre-insurrection de Galula que par le manuel FM 3-24. La focalisation du Pentagone sur la réduction de la taille de la force pour qu'elle soit plus légère et plus agile a d'ailleurs le soutien total du président Obama<sup>90</sup>.

L'impact, selon l'ancien sénateur David Boren, co-président du *Intelligence Advisory Board* (comité consultatif sur le renseignement) du président Obama, est que les États-Unis « vont devoir réviser leurs priorités quant à ce que nous devons faire<sup>91</sup> ». Benjamin Friedman, du Cato Institute, observe que la réduction des effectifs des troupes terrestres, « encourage les responsables politiques à employer les forces armées moins à la légère, évitant ainsi pour les troupes américaines, et le pays en général, les ennuis inutiles<sup>92</sup> ». Si on laisse de côté les jugements de valeur de M. Friedman, les niveaux définitifs d'effectifs pourraient indiquer clairement, même aux responsables politiques les plus bellicistes, que les États-Unis ne pourront plus mener une autre campagne prolongée de contre-insurrection en appliquant le principe de la soi-disant tache d'huile imposé pour l'Afghanistan et l'Irak. De plus en plus de chercheurs et de responsables politiques commencent effectivement à réclamer un retranchement et soutiennent que les États-Unis doivent « transférer leurs engagements et leurs ressources [à l'étranger] de la protection de leurs intérêts accessoires à celle de leurs intérêts essentiels » et « utiliser le « dividende de retranchement » qui en résulte pour encourager la reprise dans notre pays<sup>93</sup> ». L'appel à un « abandon [par les États-Unis de] leur fascination actuelle pour l'édification de nation et de contre-insurrection » a donc commencé<sup>94</sup>. Il est fort probable que les États-Unis continueront dans un avenir prévisible d'être confrontés aux problèmes que présentent une énorme dette publique et une économie stagnante, ce qui rendra les Américains de moins en moins enclins à tolérer une autre longue campagne de contre-insurrection.

### *Volonté nationale*

La première loi de la contre-insurrection de Galula aux termes de laquelle le « soutien de la population est aussi indispensable pour la contre-insurrection que pour l'insurrection » peut être également appliquée à la population de notre pays<sup>95</sup>. Les guerres longues et coûteuses sapent le niveau de soutien de la population nationale à la contre-insurrection qui peut contribuer à accélérer la défaite de la contre-insurrection autant que tout autre facteur. Cette conclusion est certainement celle à laquelle arriva Harry Summers dans son analyse de la guerre du Viêt-Nam, lorsqu'il écrivit que l'incapacité à acquérir une volonté nationale ou le soutien du peuple américain « fut l'un des principaux échecs stratégiques<sup>96</sup> ».

### *Victoire*

Quand il s'agit de vaincre et de perdre, les Américains ont simplement horreur de perdre. Tout le monde connaît la formule fameuse du légendaire Vince Lombardi, qui est probablement l'entraîneur de football américain le plus célèbre de tous les temps, « Gagner n'est pas tout mais il n'y a que ça qui compte<sup>97</sup> ». Même si certains Américains ne seraient probablement pas d'accord avec cette vision extrême de l'importance de la victoire quand il s'agit de sport, cela serait très

rare quand il s'agit de guerre qui veut que la victoire soit la seule option possible dans la guerre a été adoptée dans toute l'histoire de l'Amérique aussi bien par ses généraux que par ses présidents. Un exemple en fut donné par le président George W. Bush en mars 2003. S'adressant à la nation depuis le bureau ovale le soir du déclenchement de l'invasion américaine de l'Irak, le président Bush jura que « ce ne sera pas une campagne de demi-mesures et nous n'accepterons pas d'autre résultat que la victoire<sup>98</sup> ».

Aux États-Unis, il est crucial d'obtenir la victoire dans une guerre pour conserver le soutien de l'opinion publique. Les guerres sont coûteuses aussi bien en termes de pertes de vies humaines que de ressources et le coût est supporté à la fois par ceux qui servent dans les forces armées et ceux qui paient des impôts et apportent leur soutien politique à l'effort de guerre. C'est la raison pour laquelle il est important que l'effort coûteux et sanglant soit perçu comme en valant la peine. L'un des facteurs les plus cruciaux permettant de déterminer si la guerre a été gagnée ou non commence par conséquent par une définition clairement exprimée de la victoire. Dans les cas où la victoire « n'est pas clairement définie ou obtenue, il peut en résulter un sentiment déprimant d'absurdité » conduisant à une perte de soutien populaire pour l'effort de guerre<sup>99</sup>. En outre, « du point de vue des dirigeants politiques, une compréhension insuffisante des complexités qui entourent la victoire peut entraîner une paralysie de la prise de décisions, un embarras, ainsi qu'une perte de soutien à l'intérieur et à l'extérieur, une escalade de la violence après la guerre, des triomphes à la Pyrrhus et en fin de compte un fiasco de politique étrangère<sup>100</sup> ». Pour l'Amérique, le « mode de guerre » a toujours consisté en une stratégie d'anéantissement employant des forces conventionnelles<sup>101</sup>. Dans une guerre conventionnelle orthodoxe entre états-nations, la victoire peut ainsi être considérée comme l'anéantissement des forces armées d'un pays suivie de la capitulation du gouvernement vaincu. L'état-nation victorieux « peut [alors] se servir de sa puissance pour contraindre » l'autre camp et ainsi obtenir des concessions<sup>102</sup>. En d'autres termes, les guerres étaient traditionnellement l'application de la force de façon à atteindre des objectifs politiques. Pour le peuple américain, ce type de victoire est facile à définir et à reconnaître une fois obtenu. Ceux qui combattirent dans la guerre la plus récente correspondant à cette définition et la gagnèrent ont été qualifiés de génération « la plus glorieuse de l'Amérique<sup>103</sup> ». Il fut de même facile pour les Américains de reconnaître la victoire qui conclut la guerre du Golfe en 1991 où l'objectif, qui était l'expulsion de l'armée irakienne, fut atteint et où les troupes rentrèrent chez elles sous des pluies de serpentins. Si c'est ainsi que la majorité des Américains voient la victoire dans une guerre, ce type de victoire peut-il être atteint dans une guerre insurrectionnelle ? Qui plus est, étant donné que « le succès [dans la guerre] est le plus probable si sa signification est parfaitement claire » et que « sans une stratégie et des objectifs clairs, il n'existe pas de moyen satisfaisant de prévoir le cours de la guerre », la victoire est-elle même

possible dans une guerre utilisant une approche axée sur la population avec pour vague objectif de gagner les cœurs et les esprits<sup>104</sup> ?

Dans sa récente étude de la signification de la victoire dans la guerre, Robert Mandel a soutenu que la signification de la victoire militaire a changé depuis la Guerre Froide. Au lieu de définir la victoire militaire en termes globaux comme le faisaient les générations passées, Mandel pose comme principe que la victoire doit être obtenue en deux phases qu'il appelle « victoire militaire » et « victoire stratégique ». Selon Mandel, :

En particulier, la guerre est gagnée, ou perdue, en deux phases : les résultats militaires obtenus sur le champ de bataille et la bataille menée pour gagner la paix par la reconstruction et la réconciliation par la suite ; ce qui est gagné sur le champ de bataille peut ensuite être perdu entièrement si les pays attaqués ne sont pas transformés pour qu'on y vive mieux et plus en sécurité<sup>105</sup>.

Dans une guerre insurrectionnelle menée par les États-Unis, comme dans l'exemple du Viêt-Nam, de l'Irak et de l'Afghanistan, il est inévitable que les troupes américaines finissent par se retirer. Ce n'était toutefois pas le cas quand Galula élaborait sa théorie de la contre-insurrection. Galula participa, et écrivit à leur propos, à des guerres coloniales insurrectionnelles, généralement contre des guérilleros communistes décidés à renverser le pouvoir colonial et à établir un gouvernement autochtone. À cet égard, la « stratégie de la tache d'huile » ou le « principe de la tache d'huile » paraît parfaitement raisonnable. Dans les guerres coloniales insurrectionnelles à l'époque de la Guerre Froide, la puissance coloniale n'avait aucunement l'intention de quitter la région car elle considérait le territoire et ses ressources comme faisant partie de son empire colonial. Dans le cas des Américains en tant que contre-insurgés, leurs dirigeants politiques et chefs militaires, ainsi que le peuple lui-même, savent tous dès le début que la situation finale inclut un retrait complet des forces combattantes et la remise du territoire aux dirigeants autochtones. Si effectivement les États-Unis disposaient de temps et de ressources illimités pour prendre le contrôle de la totalité d'un territoire en engageant, comme Galula le pose en principe dans la deuxième phase de sa stratégie générale de contre-insurrection, « des troupes en nombre suffisant pour s'opposer à un retour en force des insurgés », ils pourraient obtenir une victoire à la fois militaire et stratégique<sup>106</sup>. Les États-Unis ne sont toutefois pas une puissance coloniale et ils ne disposeront pas de ressources ni de temps illimités pour mener une campagne prolongée. Il convient donc de ne pas les incorporer aux plans américains de contre-insurrection.

Il y a donc, et il y aura toujours, un risque de voir les gains réalisés grâce à une victoire militaire perdus après le départ des forces américaines. Puisque, dans une guerre insurrectionnelle, aucune armée ennemie n'est anéantie et aucun territoire n'est saisi et occupé, il est tout à fait possible de gagner toutes les batailles mais de perdre la guerre. Ce fut certainement ce qui arriva aux États-Unis au Viêt-Nam.

Bien qu'il soit trop tôt pour être sûr de ce qui va se passer en Irak, compte tenu des évènements qui s'y sont déroulés depuis le retrait des forces américaines, il se peut que nous assistions à un autre cas de victoire militaire américaine suivie d'une défaite stratégique. Les évènements en Irak et Afghanistan présenteront dans les années qui viennent un grand intérêt pour ceux qui étudient la contre-insurrection. À en juger par l'histoire des principales campagnes de ce type menées depuis la Seconde Guerre mondiale, il est fort probable que ces deux conflits se termineront par une victoire militaire, suivie d'une défaite stratégique.

### Insurrection classique vs insurrection mondiale différences fondamentales

Le présent article a jusqu'ici soutenu que, alors que les États-Unis quittent l'Irak après plus de huit ans de guerre et s'appêtent à quitter l'Afghanistan à l'issue de ce qui sera une guerre ayant duré treize ans, le type classique de campagne de contre-insurrection basée sur l'immensité de moyens et axée sur la population préconisé par le théoricien de la contre-insurrection David Galula ne peut plus désormais s'appliquer. Conformément à la doctrine de contre-insurrection de l'armée de terre américaine, qui est basée sur la théorie classique de la contre-insurrection, il convient à cette dernière d'appliquer la stratégie de la tache d'huile en engageant une force dont les effectifs sont adaptés à la taille de la population locale. Ensuite, une fois ce contrôle solidement établi dans l'ensemble de la zone, le processus est répété dans autant d'autres zones qu'il le faut pour isoler les insurgés de la population locale au point où ils ne représentent plus une menace. Toutefois, l'immensité des moyens en termes d'importance des effectifs est souvent perçue par la population locale comme une force d'occupation et peut créer des guérilleros inattendus, aggravant ainsi la situation. En outre, dans la mesure où la contre-insurrection contemporaine n'a pas l'intention de laisser ses forces déployées indéfiniment dans le cadre de la campagne, de prendre des mesures coercitives à l'encontre du gouvernement vaincu ni de dépouiller le territoire sous son contrôle de ses ressources naturelles, une campagne classique de contre-insurrection peut imposer à cette dernière d'énormes contraintes financières. Les pertes humaines et financières prolongées peuvent entraîner une érosion du soutien des concitoyens du contre-insurgé pour la campagne de contre-insurrection conduisant à un effritement de la volonté nationale. Comme le fait remarquer Gil Merom, « les démocraties ont tendance à perdre les guerres prolongées de faible intensité », à cause principalement d'une baisse du soutien de leur opinion publique<sup>107</sup>. La récapitulation par Stephen Walt de la campagne américaine de contre-insurrection en Irak appuie la thèse de Merom :

Si on définit la victoire comme atteindre ses principaux objectifs et mettre fin à une guerre avec sa sécurité et sa prospérité améliorées, ces deux conflits [Irak et Afghanistan] doivent être considérés comme de coûteuses défaites<sup>108</sup>.

Le présent article soutient que la théorie classique de la contre-insurrection ne peut plus désormais s'appliquer parce que le type d'insurrection qui menacera les États-Unis dans un avenir prévisible n'est pas le même que celui qui menaçait les puissances occidentales à l'époque de Galula. Comme il a été indiqué plus haut, les insurrections à l'époque de Galula étaient essentiellement des rebellions contre une puissance coloniale. Les insurrections qui menacent aujourd'hui les intérêts américaines couvrent le monde et nombreux sont ceux qui les identifient comme « insurrections à l'échelle planétaire<sup>109</sup> ». Celui des insurgés classiques est de « renverser un état ou régime, ou de s'y opposer par la force des armes<sup>110</sup> ». Leur objectif global est donc plus précis et tend à viser l'organisation locale du pouvoir. À l'inverse, l'objectif de l'insurrection mondiale est « plus grandiose et n'est pas de ce monde<sup>111</sup> ». Par exemple, un des principaux objectifs du groupe Al-Qaïda, qui a été décrit comme une insurrection à l'échelle mondiale contre l'Occident, est de bouleverser les relations entre les états-nations occidentaux et ceux dans lesquels vivent de larges concentrations de Musulmans<sup>112</sup>.

Par suite de la différence d'objectifs, une campagne insurrectionnelle classique est beaucoup plus territoriale et centralisée, ainsi que focalisée sur l'acquisition du soutien de la population locale. Comme le dit Mao, « La source la plus riche de la capacité de faire la guerre réside dans les masses populaires<sup>113</sup> ». Les cibles de l'insurrection classique restent dans les limites d'un territoire pour lui permettre d'exposer la faiblesse du gouvernement local. L'insurgé mondial, toutefois, est non territorial, frappant les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie en une attaque coordonnée, et les systèmes de transport collectif urbain de Londres ou de Madrid au cours d'une autre. Il n'a pas besoin de gagner les cœurs et les esprits de la population locale. Il a plutôt besoin d'obtenir le soutien financier ou les services opérationnels de personnes de même sensibilité idéologique résidant partout dans le monde et attirées par la cause grâce à un message adroitement formulé par un ou plusieurs chefs dynamiques, très peu nombreux et capables de convaincre un grand nombre de personnes sensées courir de très grands risques personnels afin de soutenir la cause. Étant donné les progrès technologiques réalisés dans le domaine des communications, l'insurrection mondiale fait partie d'une forme d'organisation en réseau planétaire, horizontal par opposition à une hiérarchie traditionnelle à base de groupes<sup>114</sup>.

Les tactiques de l'insurgé classique diffèrent également de celles de l'insurgé mondial. Alors que ce dernier compte principalement sur des attentats terroristes conçus pour causer des morts nombreuses, l'insurgé classique compte moins sur le terrorisme et plus sur le sabotage et la guérilla. Alors que celui-ci « cherche à aggraver les dissensions sociopolitiques telles qu'elles existent et à élever le niveau de conscience politique et la volonté révolutionnaire dans la population », l'insurgé

mondial cherche à infliger autant de pertes que possible au sein de la population qu'il considère comme son ennemie<sup>115</sup>. La raison en est que l'insurgé mondial, appliquant « la stratégie des mille coupures », veut simplement infliger autant de souffrances physiques et économiques que possible aux états les plus puissants de l'ordre international afin d'arriver à un « équilibre stratégique relatif<sup>116</sup> ».

Les théories décrivant les facteurs incitant les insurgés à s'engager dans la violence ou à soutenir l'insurrection diffèrent également entre l'insurgé classique et l'insurgé mondial. Pour le premier, parmi ces facteurs figurent la perception d'une occupation qui, comme nous l'avons vu plus haut, peut créer une « guérilla inattendue » et/ou un sens relatif de privation<sup>117</sup>. En bref, la *Relative Deprivation Theory* (théorie de la privation relative), élaborée par Ted Robert Gurr, pose en principe que la violence interne est une réaction indignée à l'exploitation et à la privation relative, qui est l'impression qu'a la population locale de recevoir une part inégale de la richesse économique par rapport à ceux qui sont en haut de l'échelle socioéconomique<sup>118</sup>. Ainsi, lorsque les gains matériels de la population locale ne correspondent pas à ses attentes, un conflit avec les élites de l'état devient de plus en plus probable.

Alors que la *Relative Deprivation Theory* et le *Accidental Guerrilla Syndrome* (syndrome de la guérilla imprévue) expliquent tous deux les facteurs de motivation de l'insurrection classique, le cadre de sentiments d'injustice élaboré par Jessica Stern offre un moyen de comprendre les facteurs motivant l'insurrection planétaire apatride. En bref, Stern soutient qu'il y a plusieurs sentiments fondamentaux d'injustice qui, ressentis individuellement ou en différentes combinaisons, peuvent conduire certaines personnes à s'engager dans le type de violence terroriste par lequel se distingue l'insurrection mondiale d'aujourd'hui. Ces griefs sont l'aliénation, l'humiliation, les mutations démographiques, les injustices historiques et les revendications territoriales<sup>119</sup>. Robert Leiken offre son soutien à la thèse de Stern en soutenant que l'aliénation socioculturelle et la possible humiliation qu'elle entraîne sont ressenties par de nombreux immigrants musulmans des deuxième et troisième générations en Europe. Ces sentiments résultent de l'incapacité de leurs pays hôtes de les intégrer à la société européenne, ce qui conduit beaucoup de ces « Musulmans en colère » à rejoindre l'insurrection mondiale « pour massacrer des Occidentaux<sup>120</sup> ». Pour récapituler, il existe des différences fondamentales entre l'insurrection classique à base territoriale du type que connut Galula pendant les années 1950 et 1960 et le type d'insurrection mondiale apatride d'aujourd'hui, tel que le personifie le mouvement Al-Qaïda (tableau 2).

**Tableau 2 : Insurrection classique vs insurrection mondiale : comparaison**

	<b>Insurrection classique</b>	<b>Insurrection mondiale</b>
Objectifs des insurgés	Précis, tels que le renversement du gouvernement local	Complexes; thématiques tels que le renversement de l'ordre international

**Tableau 2 : Insurrection classique vs insurrection mondiale : comparaison (continué)**

Source de pouvoir	Soutien de la population locale	Soutien dans le monde entier de personnes de même sensibilité idéologique
Centre de gravité	La population locale	Sources de financement, communications, entraînement, déplacements internationaux, dynamisme des dirigeants de l'insurrection
Structure de l'organisation	Hiérarchique : par groupe unique ou par village/tribu	Plus horizontale ; en réseau et sur Internet
Tactique principale des insurgés	Terrorisme local; sabotage; guérilla	Terrorisme international; guerre hybride
Source de motivation des insurgés	Sentiment de privation; impression d'occupation	Sentiment marqué d'injustice

Le présent article a jusqu'ici soutenu que l'insurrection classique est fondamentalement différente de l'insurrection mondiale du type mené par Al-Qaïda contre l'Occident. Il a soutenu en outre que l'application de la théorie classique de la contre-insurrection, qui met l'accent sur une approche axée sur la population de la préparation d'une campagne de contre-insurrection, ne conduira pas au succès compte tenu des contextes de l'insurrection mondiale contemporaine. Pourtant, ce même modèle axé sur la population de contre-insurrection datant de la Guerre Froide forme le fondement de la doctrine de contre-insurrection de l'armée de Terre américaine. Ce qui est par conséquent nécessaire est une nouvelle perspective théorique sur l'insurrection mondiale contemporaine.

Comme on dit dans les milieux militaires, « nous nous préparons toujours à la dernière guerre ». Cela signifie que les institutions militaires se focalisent traditionnellement sur les enseignements de la campagne la plus récente et passent la période entre deux guerres à moderniser le matériel, ainsi qu'à actualiser la doctrine et l'entraînement pour éviter de telles erreurs quand arrive la guerre suivante. Le défaut de cette approche est bien entendu le fait que deux guerres ne sont jamais les mêmes et que la focalisation sur le comportement d'un ennemi passé peut très facilement conduire à une évaluation totalement erronée des moyens, de la stratégie et des tactiques d'un futur ennemi. Les Français l'apprirent à leurs dépens lorsque les enseignements qu'ils tirèrent de la Première Guerre mondiale les conduisirent à se retrancher derrière la ligne Maginot pour se préparer à une invasion allemande. Pendant ce temps-là, les divisions blindées allemandes contournaient les positions fortifiées de l'armée française pour se ruer vers Paris. Au Viêt-Nam, les États-Unis s'aperçurent que la stratégie et les tactiques qui les avaient conduits à la victoire lors de la Seconde Guerre mondiale ne leur permettaient pas de couper la piste Ho Chi Minh ni d'empêcher la chute de Saïgon.

Alors que les États-Unis quittent l'Irak et l'Afghanistan, il semble, si du moins on se base sur le programme d'entraînement du *Joint Readiness Training Center* –JRTC (centre de formation préparatoire inter-armé), que l'armée de Terre continuera d'opérer sous la doctrine Petraeus et de se préparer pour la prochaine campagne de contre-insurrection à base territoriale. L'un des objectifs du présent article est de proposer une alternative à l'approche axée sur la population de la contre-insurrection, en espérant qu'il s'ajoutera à la bibliographie d'une façon qui encouragera la discussion et les débats. Le reste de l'article passera brièvement en revue quelques réflexions générales à ce propos.

### De la conquête des cœurs et des esprits à la création d'un déséquilibre

On a soutenu que la stratégie de l'insurrection mondiale, au moins dans le cas d'Al-Qaïda, consiste à attirer les États-Unis dans des guerres insurrectionnelles de faible intensité afin d'épuiser les ressources et la puissance politique américaines<sup>121</sup>. On a soutenu en outre que les guerres en Irak et en Afghanistan ont effectivement signalé un déclin de la domination internationale de l'Amérique et souligné les limites de la puissance américaine<sup>122</sup>. Joseph Nye soutient depuis longtemps que, dans un environnement interdépendant mondialisé, la puissance militaire « dure » traditionnelle devient moins efficace<sup>123</sup>. Dans la mesure où l'issue de la guerre en Irak est douteuse, on peut soutenir que cette thèse s'applique certainement à une campagne de contre-insurrection. Dans son ouvrage le plus récent, Nye recommande l'emploi de la « *smart power* (le pouvoir de l'intelligente), [qui] associe la puissance dure de la contrainte et de la rétribution à la puissance douce de la persuasion et de l'attraction<sup>124</sup> ». La bonne question semble ainsi être la suivante : les États-Unis peuvent-ils employer la « *smart power* » dans le cadre de leur stratégie de contre-insurrection au lieu de l'approche à forte empreinte axée sur la population, qui a été l'idée maîtresse de la doctrine américaine de contre-insurrection depuis la publication du manuel FM 3-24 ? En d'autres termes, les États-Unis peuvent-ils encore combattre efficacement des insurgés sans adhérer au principe de la tache d'huile ?

La réponse à ces deux questions est un oui catégorique. Toutefois, plutôt qu'une focalisation sur la victoire dans la conquête des « cœurs et des esprits » de la population locale, il convient que la stratégie de contre-insurrection se focalise sur un déséquilibre des insurgés. Ce concept, en tant qu'élément d'une stratégie guerrière plus large, fut élaboré par Miyamoto Musashi (1584-1645), qui était l'un des guerriers les plus réputés, connu au Japon sous le nom de *Kensei*, ou « le Saint au sabre<sup>125</sup> ». Dans son *Traité des cinq roues*, rédigé en 1645, il observa que :

beaucoup de choses peuvent entraîner un déséquilibre. L'une d'elles est le danger, une autre les épreuves et une troisième la surprise. Vous devez étudier ce point. Dans la stratégie sur

grande échelle, il est important de provoquer un déséquilibre. Attaquez l'ennemi sans prévenir là où il ne s'y attend pas et, tant qu'il reste perplexe, poussez votre avantage puis, ayant pris de l'avance, triomphez de lui. Ou bien, lors d'un même combat, commencez par donner une impression de lenteur puis, tout d'un coup, attaquez en force. Sans lui laisser le temps de respirer et de retrouver ses esprits, vous devez saisir l'occasion de gagner. Faites-vous à ces pratiques<sup>126</sup>.

Pour Musashi, déséquilibrer un ennemi sèmerait ensuite la confusion chez celui-ci :

Semer la confusion : cela signifie rendre l'ennemi indécis. Dans la stratégie sur grande échelle, nous pouvons utiliser nos troupes pour semer la confusion chez l'ennemi sur le terrain. Observant l'esprit de l'ennemi, nous pouvons lui faire penser « Ici ? Là ? Comme cela ? Comme ceci ? Lentement ? Rapidement ? » La victoire est certaine quand l'ennemi se retrouve pris dans un rythme qui sème la confusion dans son esprit. Nous pouvons, dans un même combat, dérouter l'ennemi en attaquant à l'aide de techniques variées quand l'occasion se présente. Feignez une poussée ou estocade, ou faites croire à l'ennemi que vous allez conclure un marché avec lui et, quand il est désorienté, vous pouvez gagner facilement. C'est l'essence du combat et vous devez l'étudier à fond<sup>127</sup>.

Le conseil de Musashi s'applique mieux à l'élaboration d'une stratégie de victoire contre l'insurrection mondiale apatride, que ne le fait celle de Galula pour trois raisons principales, qui sont : 1) les différences de stratégie des insurgés ; 2) les différences de centres de gravité et 3) les différences en termes de ce qui constitue la préoccupation principale de la contre-insurrection.

Lorsqu'on examine la stratégie des insurgés à l'époque de Galula, elle consistait à commencer par la « défense stratégique » et l'élévation du niveau de soutien de la part de la population locale jusqu'à ce que les insurgés puissent engager une armée suffisamment nombreuse pour passer à l'« offensive stratégique ». La stratégie de l'insurrection mondiale consiste à attirer son puissant ennemi dans des guerres de faible intensité qui causeront une « hémorragie » de ses ressources humaines et financières. Alors que le centre de gravité des insurgés dans une insurrection classique est le soutien de la population locale, celui d'une insurrection mondiale contemporaine est son financement, son réseau de communications, sa capacité d'entraîner ceux qui souhaitent la rejoindre et ses possibilités de déplacements internationaux. Alors que la principale préoccupation stratégique de la contre-insurrection dans une insurrection classique consiste à empêcher une escalade verticale de la violence des insurgés à l'intérieur du pays, celle de la contre-insurrection dans une insurrection mondiale consiste à empêcher une escalade horizontale de la violence terroriste transfrontières du type dont la démonstration fut faite par les attentats commis au Kenya, en Tanzanie, à New York et Washington, DC, à Bali et à Madrid.

Certains ont vigoureusement soutenu que l'examen des questions propres à la contre-insurrection demandera une approche holistique ou « pangouvernementale » faisant intervenir de nombreuses administrations centrales et locales

différentes<sup>128</sup>. Bien qu'une critique de l'approche pangouvernementale de la contre-insurrection sorte du cadre du présent article, il est certain que cette approche semble indiquer la direction générale possible de l'évolution de la stratégie de contre-insurrection. D'ailleurs, en 2009, Robert M. Gates, l'ancien secrétaire à la Défense, adopta officiellement ce concept dans le *Quadrennial Roles and Missions Review Report* (Rapport quadriennal d'examen des rôles et des missions)<sup>129</sup>. L'objet du présent article est toutefois de se focaliser sur le rôle précis des forces armées américaines dans une contre-insurrection transnationale apatride à l'échelle mondiale. Le rôle des forces armées dans une insurrection territoriale classique implique très souvent l'emploi de forces terrestres conventionnelles pour rétablir la sécurité et la règle de droit<sup>130</sup>. Cet article soutient que l'une des façons d'employer le « *smart power* » militaire pour régler les trois problèmes indiqués plus haut, tout en appliquant les prescriptions de Musashi. Il faut pour cela une approche globale, transnationale et non territoriale en partant d'un précepte théorique différent, à savoir de reconnaître que les centres de gravité d'une insurrection sont variables telles que la source de financement, les communications, la formation, les possibilités de déplacements internationaux et un leadership dynamique. Alors que chacun de ces centres de gravité tombe dans la sphère d'intérêt du gouvernement américain, ils ne tombent pas tous dans la sphère d'influence des forces militaires.

Si on utilise un cadre ou une perspective théorique pour mettre en lumière les centres de gravités susmentionnés, ceux qui tombent dans la sphère d'influence des forces armées américaines sont les chefs dynamiques et les camps d'entraînement. Pour détruire ou perturber de façon significative ces centres de gravité, il convient pour les forces armées américaines de s'appuyer sur la précision chirurgicale des opérations spéciales (OS), telles que les frappes exécutées par des véhicules aériens sans pilote et des forces d'opérations spéciales. Dans une perspective purement militaire, les compétences des forces d'opérations spéciales et les effets multiplicateurs de force des opérations menées à l'aide de véhicules aériens sans pilote peuvent être utilisés avant toutes les autres méthodes pour déséquilibrer et semer la confusion dans l'insurrection mondiale. Par conséquent, l'élément militaire clé d'une campagne de contre-insurrection contemporaine devrait être les opérations spéciales.

Contrairement à l'avis de Galula selon lequel « des opérations ponctuelles du style commandos...ne peuvent représenter la principale forme de guerre de la contre-insurrection », les forces d'opérations spéciales et les véhicules aériens sans pilote ou drones, grâce à leurs capacités de frappe chirurgicale, ont perturbé de façon répétée les activités de l'insurrection mondiale, semé la confusion, éliminé des chefs dynamiques et provoqué des pertes d'équilibre<sup>131</sup>. Les forces américaines d'opérations spéciales ont accompli avec succès une série de missions d'élimination ou de capture dont la plus remarquable fut l'assaut mené par des commandos *U.S. Navy SEAL* en mai 2011 qui se solda par la mort d'Oussama ben Laden. De

même, les États-Unis ont multiplié les attaques de drones au Moyen-Orient, en menant plus de 260 opérations employant des véhicules aériens sans pilote depuis 2009, dont la plus notable fut l'attaque par drone qui, en septembre 2011, élimina Anouar Al-Awlaki, un religieux yéménite d'origine américaine et propagandiste anti-américain. Alors que le principal objectif de ces attaques a été de décapiter la direction d'Al-Qaïda et des Taliban en Afghanistan et au Pakistan, le champ d'action régional de ces attaques de décapitation s'élargit, comme le prouve l'attaque contre Al-Awalaki au Yémen. En fin de compte, la capacité de l'insurrection mondiale de coordonner ses attentats terroristes à grande échelle a été considérablement réduite. Cette réduction fut particulièrement mise en lumière lorsque les documents saisis dans la résidence d'Oussama ben Laden à Abbottabad, au Pakistan, révélèrent à quel point Al-Qaïda avait été affaibli après les attentats du 11 septembre. La correspondance d'Al-Qaïda récupérée lors du raid « montre ben Laden et ses lieutenants déplorant l'insuffisance des ressources financières d'Al-Qaïda et les pertes constantes infligées par les attaques de drones américains<sup>132</sup> ».

Recommander cette approche comme rôle principal à base théorique des forces armées américaines dans les opérations de contre-insurrection donnera sans aucun doute lieu à controverse, dans la mesure où les institutions militaires au sens large considèrent généralement les opérations spéciales comme devant plus jouer un rôle de soutien. En outre, comme John Nagl, qui a beaucoup écrit sur la capacité d'apprentissage et d'adaptation d'une armée, le pose en principe, « il est extrêmement difficile de transformer une armée<sup>133</sup> ». Réfléchissons au fait que l'armée américaine combat des insurgés sur deux théâtres d'opérations depuis 2003 et en a tiré certains enseignements particulièrement pénibles, qu'elle a essuyé quelques revers de taille, qu'elle a élaboré et met actuellement en application une nouvelle doctrine et qu'elle a fait valider cette nouvelle doctrine via un « renforcement des effectifs » adroitement coordonné en Irak. Parmi ceux qui ont des attaches avec l'armée de Terre, nombreux sont ceux qui soutiennent qu'il est impératif d'institutionnaliser les enseignements tirés de la contre-insurrection en Irak pour faire en sorte que les erreurs commises lors de la guerre en Irak ne soient jamais répétées. Ils soutiennent aussi que l'armée de Terre doit codifier une approche pangouvernementale et améliorer sa capacité de bâtir des sociétés capables de voler de leurs propres ailes<sup>134</sup>. En bref, les tenants de la doctrine Petraeus, qui semblent représenter une majorité écrasante, voient le conflit à venir comme le résultat d'un « choc de civilisations<sup>135</sup> ». Ils sont convaincus que les forces armées américaines continueront d'être engagées dans des campagnes prolongées de contre-insurrection, dans lesquelles l'emploi de la force continuera d'être « un élément moins important du répertoire du soldat<sup>136</sup> ».

L'histoire est toutefois pleine de prédictions erronées quant à la nature de la guerre de l'avenir. Après la Première Guerre mondiale, les forces armées britanniques envisagèrent leur rôle comme consistant principalement à maintenir l'ordre et la sécurité dans les pays de l'empire colonial. Les Britanniques furent par consé-

quent mal préparés à la *Blitzkrieg* allemande et virent une entière force expéditionnaire se faire prendre au piège à Dunkerque<sup>137</sup>. Certains ont soutenu que les forces armées américaines, en se focalisant tellement sur les opérations de contre-insurrection, sont en train de se métamorphoser en gendarmerie « spécialisée dans l'édification d'un pays mais dépouillée d'une capacité suffisante de guerre conventionnelle<sup>138</sup> ».

Se faisant ainsi l'écho d'un appel lancé par Stephen Walt, les responsables militaires et civils américains devraient se rappeler de ce que les forces armées américaines savent et ne savent pas faire<sup>139</sup>. À l'époque de la doctrine Powell, la puissance militaire américaine se montra particulièrement apte à la guerre de mouvement, comme le prouvent à la fois la guerre du Golfe de 1991 et l'assaut éclair sur Bagdad. Les forces armées « ne sont pas douées pour gouverner d'autres pays, en particulier lorsque leur culture se caractérise par des divisions ethniques profondes et peu de traditions démocratiques<sup>140</sup> ». Dans une veine comparable, les forces américaines d'opérations spéciales sont expertes dans le domaine des missions d'action directe, de reconnaissance spéciale et d'*assistance* en matière de sécurité (plutôt que d'*assurer* la sécurité), qui sont toutes cruciales dans une campagne de contre-insurrection. Ces compétences des forces d'opérations spéciales, combinées aux capacités extraordinaires qu'offrent les véhicules aériens sans pilote, peuvent contribuer dans une large mesure, et pour beaucoup moins cher, à maintenir l'insurrection mondiale en déséquilibre et désorientée. Galula fit remarquer qu'une « insurrection est généralement lente à se développer et ne représente pas un accident car, dans une insurrection, des chefs font leur apparition puis on fait bouger les masses<sup>141</sup> ». Les aéronefs aériens sans pilote et les forces d'opérations spéciales ont la capacité de surveiller et de frapper ces chefs après leur apparition sur la scène et avant qu'ils aient une chance d'organiser leurs partisans et de planifier des opérations pouvant causer le genre de dégâts infligés par Al-Qaïda à l'Occident entre le milieu des années 1990 jusqu'au milieu des années 2000.

Il est temps de réexaminer la théorie de la contre-insurrection dans un contexte contemporain. Le principe de la tache d'huile et sa focalisation sur la conquête des cœurs et des esprits ne peut plus s'appliquer de la même façon que pendant la Guerre Froide. Les objectifs des États-Unis dans leur lutte contre une insurrection mondiale devraient être de désamorcer une telle guerre, pas de la mener et de la gagner. Par conséquent, le présent article soutient que les frappes de décapitation devraient constituer un important élément des efforts américains de contre-insurrection. Imaginez seulement que la mission d'action directe par un groupe de SEAL contre ben Laden s'était déroulée à la fin des années 1990, lorsque le gouvernement Clinton le prenait pour cible. Serait-il alors même nécessaire de rédiger un article tel que celui-ci?

## Notes

1. LANDLER, Mark, « Iraq, a War Obama Didn't Want, Shaped His Foreign Policy », *New York Times*, 17 décembre 2011, [www.nytimes.com/2011/12/18/us/politics/iraq-war-shaped-obamas-foreign-policy-white-house-memo.html?google\\_editors\\_picks=true&r=0](http://www.nytimes.com/2011/12/18/us/politics/iraq-war-shaped-obamas-foreign-policy-white-house-memo.html?google_editors_picks=true&r=0).

2. GRAY, Jerry, « A Gulf Parade with Six Tons of Ticker Tape », *New York Times*, 6 juin 1991, [www.nytimes.com/1991/06/06/nyregion/a-gulf-parade-with-six-tons-of-ticker-tape.html.erry](http://www.nytimes.com/1991/06/06/nyregion/a-gulf-parade-with-six-tons-of-ticker-tape.html.erry).

3. ARANGO, Tim et SCHMIDT, Michael S., « Last Convoy of American Troops Leaves Iraq », *New York Times*, 18 décembre 2011, [www.nytimes.com/2011/12/19/world/middleeast/last-convoy-of-american-troops-leaves-iraq.html?pagewanted=all&r=0](http://www.nytimes.com/2011/12/19/world/middleeast/last-convoy-of-american-troops-leaves-iraq.html?pagewanted=all&r=0).

4. OBAMA, Barack, « Remarks by the President on the Way Forward in Afghanistan », Maison Blanche, bureau de la secrétaire de la Presse, 22 juin 2011, [www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/06/22/remarks-president-way-forward-afghanistan](http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/06/22/remarks-president-way-forward-afghanistan). Voir aussi LANDLER, Mark, « Obama Signs Pact in Kabul, Turning Page in Afghan War », *New York Times*, 1 mai 2012, A1, [www.nytimes.com/2012/05/02/world/asia/obama-lands-in-kabul-on-unannounced-visit.html?pagewanted=all](http://www.nytimes.com/2012/05/02/world/asia/obama-lands-in-kabul-on-unannounced-visit.html?pagewanted=all).

5. LANDLER, Mark et COOPER, Helene, « Obama Will Speed Pullout from War in Afghanistan », *New York Times*, 22 juin 2011, [www.nytimes.com/2011/06/23/world/asia/23prexy.html?pagewanted=all&r=0](http://www.nytimes.com/2011/06/23/world/asia/23prexy.html?pagewanted=all&r=0).

6. OBAMA, « Remarks by the President ».

7. *Id.*

8. ARANGO et SCHMIDT, « Last Convoy » ; et HEALY, Jack, ARANGO, Tim, et SCHMIDT, Michael S., « Premier's Actions in Iraq Raise U.S. Concerns », *New York Times*, 12 décembre 2011, [www.nytimes.com/2011/12/13/world/middleeast/arrests-in-iraq-raise-concerns-about-maliki.html?pagewanted=all&r=0](http://www.nytimes.com/2011/12/13/world/middleeast/arrests-in-iraq-raise-concerns-about-maliki.html?pagewanted=all&r=0).

9. ARANGO et SCHMIDT, « Last Convoy ».

10. HEALY, Jack, « Arrest Order for Sunni Leader in Iraq Opens New Rift », *New York Times*, 19 décembre 2011, [www.nytimes.com/2011/12/20/world/middleeast/iraqi-government-accuses-top-official-in-assassinations.html?pagewanted=all](http://www.nytimes.com/2011/12/20/world/middleeast/iraqi-government-accuses-top-official-in-assassinations.html?pagewanted=all).

11. HEALY, Jack, « Blasts Rock Baghdad as Political Crisis in Iraq Deepens », *New York Times*, 22 décembre 2011, [www.nytimes.com/2011/12/23/world/middleeast/explosions-rock-baghdad-amid-iraqi-political-crisis.html](http://www.nytimes.com/2011/12/23/world/middleeast/explosions-rock-baghdad-amid-iraqi-political-crisis.html).

12. KRAMER, Andrew E., « U.S. Leaving Iraqi Comrades-in-Arms in Limbo », *New York Times*, 13 décembre 2011, [www.nytimes.com/2011/12/14/world/middleeast/united-states-leaving-sunni-awakening-comrades-in-iraq-in-limbo.html?pagewanted=all](http://www.nytimes.com/2011/12/14/world/middleeast/united-states-leaving-sunni-awakening-comrades-in-iraq-in-limbo.html?pagewanted=all).

13. SCHMIDT, Michael S. et SCHMITT, Eric, « Leaving Iraq, U.S. Fears New Surge of Qaeda Terror », *New York Times*, 5 novembre 2011, [www.nytimes.com/2011/11/06/world/middleeast/leaving-iraq-us-fears-new-surge-of-qaeda-terror.html](http://www.nytimes.com/2011/11/06/world/middleeast/leaving-iraq-us-fears-new-surge-of-qaeda-terror.html).

14. RUBIN, Alissa J., « World Bank Issues Alert on Afghanistan Economy », *New York Times*, 22 novembre 2011, [www.nytimes.com/2011/11/23/world/asia/world-bank-issues-alert-on-afghanistan-economy.html](http://www.nytimes.com/2011/11/23/world/asia/world-bank-issues-alert-on-afghanistan-economy.html).

15. WILSON, Scott, « U.S. and Iraq: A Two-Way Legacy », *Washington Post*, 14 décembre 2011.

16. « President Bush Announces Major Combat Operations in Iraq Have Ended », Maison Blanche, Bureau de la secrétaire de la Presse, 1 mai 2003, <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2003/05/20030501-15.html>.

17. « President Bush Addresses the Nation », Maison Blanche, Bureau de la secrétaire de la Presse, 19 mars 2003, <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2003/03/20030319-17.html>.

18. BUSH, George W., « Operation Iraqi Freedom Address to the Nation », Oval Office, Maison Blanche, Washington, DC, 19 mars 2003, [www.americanrhetoric.com/speeches/wariniraq/gwbushiraq31903.htm](http://www.americanrhetoric.com/speeches/wariniraq/gwbushiraq31903.htm).

19. BURNS, John F., « A Nation at War: Tumult, Cheers, Tears, and Looting in Capital's Streets », *New York Times*, 10 avril 2003, [www.nytimes.com/2003/04/10/world/a-nation-at-war-tumult-cheers-tears-and-looting-in-capital-s-streets.html?pagewanted=all&src=pm](http://www.nytimes.com/2003/04/10/world/a-nation-at-war-tumult-cheers-tears-and-looting-in-capital-s-streets.html?pagewanted=all&src=pm) ; FRANKS, Tommy avec MCCONNELL, Malcom, *American Soldier*, New York : Regan Books, 2004, p. 368 ; et RUMSFELD, Donald H., *Known and Unknown: A Memoir*, New York : Sentinel, 2011, p. 469.

20. RICKS, Thomas E., *Fiasco : The American Military Adventure in Iraq*, New York : Penguin Press, 2006, p. 135.

21. MILLER, Judith, « Smoking Gun Still Proves to Be Elusive for Searchers », *New York Times*, 2 avril 2003, [www.nytimes.com/2003/04/02/world/nation-war-field-75th-exploitation-task-force-smoking-gun-still-proves-be.html](http://www.nytimes.com/2003/04/02/world/nation-war-field-75th-exploitation-task-force-smoking-gun-still-proves-be.html).

22. WHITNEY, Craig R., « Tunnel Vision; Watching Iraq, Seeing Vietnam », *New York Times*, 9 novembre 2003, [www.nytimes.com/2003/11/09/weekinreview/the-world-tunnel-vision-watching-iraq-seeing-vietnam.html?pagewanted=all&src=pm](http://www.nytimes.com/2003/11/09/weekinreview/the-world-tunnel-vision-watching-iraq-seeing-vietnam.html?pagewanted=all&src=pm).

23. *The U.S. Army / Marine Corps Counterinsurgency Field Manual: U.S. Army Field Manual No. 3-24, Marine Corps Warfighting Publication No. 3-33.5*, Chicago : University of Chicago Press, 2007, p. xvi. ci-après *Counterinsurgency Field Manual*.

24. RICKS, Thomas E., *The Gamble: General David Petraeus and the American Military Adventure in Iraq, 2006–2008*, New York : Penguin Press, 2009, p. 294.

25. *Id.*

26. BACEVICH, Andrew J., « The Petraeus Doctrine », *Atlantic Monthly* 302, no. 3, October 2008 : p. 17.

27. SEWALL, Sarah, « Introduction to University of Chicago Press Edition: A Radical Field Manual », in *Counterinsurgency Field Manual*, p. xxi.

28. Département de Défense, *Quadrennial Defense Review Report*, Washington, DC : département de Défense, 6 février 2006, p. v, [www.defense.gov/qdr/report/report20060203.pdf](http://www.defense.gov/qdr/report/report20060203.pdf).

29. « About JRTC », Joint Readiness Training Center, consulté 5 mars 2013, [www.jrtc-polk.army.mil/AboutJRTC.htm](http://www.jrtc-polk.army.mil/AboutJRTC.htm).

30. SUMMERS, Harry G. Jr., *On Strategy: The Vietnam War in Context*, Carlisle Barracks, PA : Strategic Studies Institute, US Army War College, 1981, p. vii.

31. POWELL, Colin L., « U.S. Forces: Challenges Ahead », *Foreign Affairs* 71, no. 5, hiver 1992, pp. 38–40.

32. BASSFORD, Christopher, *Clausewitz in English: The Reception of Clausewitz in Britain and America, 1815–1945*, New York : Oxford University Press, 1994, p. 3.

33. NAGL, John A., « Foreword to the University of Chicago Press Edition », in *Counterinsurgency Field Manual*, p. xix.

34. MARLOWE, Ann, *David Galula: His Life and Intellectual Content*, Carlisle, PA : Strategic Studies Institute, US Army War College, août 2010, [www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pubs/download.cfm?q=1016](http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pubs/download.cfm?q=1016).

35. TSE-TUNG, Mao, *On Guerrilla Warfare: Translated from the Chinese with an Introduction by Samuel B. Griffith II*, Urbana : University of Illinois Press, 2000, pp. 44–45.

36. MARLOWE, *David Galula*, p. iii, p. 26.

37. *Id.*, p. 27.

38. *Id.*, p. iii.

39. GALULA, David, *Counterinsurgency Warfare: Theory and Practice*, New York : Frederick A. Praeger, 2005, p. xiii.

40. *Id.*, p. xii.

41. *Id.*, pp. 4, 10, 3, xiii.

42. *Id.*, p. xiii.

43. *Id.*, p. 7.

44. *Id.*, p. 8.

45. *Id.*, p. 11.

46. TSE-TUNG, Mao, « On Protracted War », in *Selected Military Writings of Mao Tse-Tung*, Peking : People's Republic of China Foreign Language Press, 1972, pp. 210–12.
47. GALULA, *Counterinsurgency Warfare*, p. 44.
48. *Id.*, pp. 44-58.
49. *Id.*, pp. 58-59.
50. *Id.*, p. 76.
51. *Id.*, p. 75.
52. *Id.*, p. 78.
53. *Id.*, p. 79.
54. *Id.*
55. *Id.*, p. 32.
56. BYMAN, Daniel, *Understanding Proto-Insurgencies*, RAND Counterinsurgency Study, Occasional Paper 3, Santa Monica, CA : RAND National Defense Research Institute, 2007, [www.rand.org/content/dam/rand/pubs/occasional\\_papers/2007/RAND\\_OP178.pdf](http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/occasional_papers/2007/RAND_OP178.pdf).
57. KREPINEVICH, Andrew F. Jr., *The Army and Vietnam*, Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1986, p. 15.
58. *Id.*
59. GALULA, *Counterinsurgency Warfare*, p. 80.
60. *Counterinsurgency Field Manual*, pp. 34–35.
61. *Id.*, p. 35, p. 179.
62. *Id.*, p. 98.
63. *Id.*, p. 23, p. 263.
64. GALULA, *Counterinsurgency Warfare*, p. 32.
65. *Counterinsurgency Field Manual*, p. 23.
66. GALULA, *Counterinsurgency Warfare*, p. 77.
67. *Counterinsurgency Field Manual*, p. 2.
68. GALULA, *Counterinsurgency Warfare*, p. 79.
69. GORDON, Michael R., « Troop 'Surge' in Iraq Took Place amid Doubt and Intense Debate », *New York Times*, 31 août 2008, <http://query.nytimes.com/gst/fullpage.html?res=9C0CE4DD103BF932A0575BC0A96E9C8B63>.
70. « President Bush Addresses Nation on Iraq War », *Washington Post*, 10 janvier 2007, [www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2007/01/10/AR2007011002208.html](http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2007/01/10/AR2007011002208.html).
71. *Id.*
72. *Id.*
73. *Id.*
74. RICKS, *Gamble*, p. 9.
75. GOMPERT, David C. et GORDON, John IV, *War by Other Means: Building Complete and Balanced Capabilities for Counterinsurgency*, RAND Counterinsurgency Study—Final Report, Santa Monica, CA : National Defense Research Institute, 2008, p. xlvi, [www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monographs/2008/RAND\\_MG595.2.pdf](http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monographs/2008/RAND_MG595.2.pdf).
76. KILCULLEN, David, *The Accidental Guerrilla: Fighting Small Wars in the Midst of a Big One*, New York : Oxford University Press, 2009, p. 5.
77. *Id.*, p. xxvii.
78. *Id.*, p. xiv.
79. GALULA, *Counterinsurgency Warfare*, p. 32 ; et *Counterinsurgency Field Manual*, p. 23.
80. DAGHER, Sam, « A 'Surge' Unit Sees Change, but Questions Its Permanence », *Christian Science Monitor* 100, no. 54, 3 juillet 2008, [www.csmonitor.com/world/middle-east/2008/0703/p01s04-wome.html](http://www.csmonitor.com/world/middle-east/2008/0703/p01s04-wome.html).
81. SCHMIDT, Michael S., « Attacks on Shiites in Iraq Kill at Least 60 », *New York Times*, 5 janvier 2012.

82. BARNO, David W., Lt Gen USA en retraite ; BENSACHEL, Nora ; et SHARP, Travis, *Hard Choices: Responsible Defense in an Age of Austerity*, Responsible Defense Series, Washington, DC : Center for a New American Security, octobre 2011, p. 5, [www.cnas.org/files/documents/publications/CNAS\\_HardChoices\\_BarnoBensahelSharp\\_0.pdf](http://www.cnas.org/files/documents/publications/CNAS_HardChoices_BarnoBensahelSharp_0.pdf).
83. BRANDIMARTE, Walter et BASES, Daniel, « United States Loses Prized AAA Credit Rating from S&P », *Reuters*, 6 août 2011, [www.reuters.com/article/2011/08/06/us-usa-debt-downgrade-idUSTRE7746VF20110806](http://www.reuters.com/article/2011/08/06/us-usa-debt-downgrade-idUSTRE7746VF20110806).
84. STIGLITZ, Joseph E. et BILMES, Linda J., *The Three Trillion Dollar War: The True Cost of the Iraq Conflict*, New York : W. W. Norton, 2008, p. x ; et WALT, Stephen M., « The End of the American Era », *National Interest*, no. 116, novembre/décembre 2011, p. 10.
85. JOHNSON, Toni, « In Iowa Polls, Eyeing Economic Signals », *Council on Foreign Relations*, 3 janvier 2012, [www.cfr.org/us-election-2012/iowa-polls-eyeing-economic-signals/p26945](http://www.cfr.org/us-election-2012/iowa-polls-eyeing-economic-signals/p26945).
86. WALT, « End of the American Era », p. 12.
87. DREW, Christopher, « House Votes to End Alternate Jet Engine Program », *New York Times*, 16 février 2011, [www.nytimes.com/2011/02/17/us/politics/17-f-35-engine.html](http://www.nytimes.com/2011/02/17/us/politics/17-f-35-engine.html).
88. SHANKER, Thom T. et BUMILLER, Elisabeth, « Weighing Pentagon Cuts, Panetta Faces Deep Pressures », *New York Times*, 6 décembre 2011, [www.nytimes.com/2011/11/07/world/panetta-weighs-military-cuts-once-thought-out-of-bounds.html?pagewanted=all&\\_r=0](http://www.nytimes.com/2011/11/07/world/panetta-weighs-military-cuts-once-thought-out-of-bounds.html?pagewanted=all&_r=0).
89. *Id.*
90. BUMILLER, Elisabeth et SHANKER, Thom, « A Strategy for a Leaner Military, with Obama Taking the Lead », *New York Times*, 6 janvier 2012.
91. BAKER, Peter, « Panetta's Pentagon, without the Blank Check », *New York Times*, 23 octobre 2011, [www.nytimes.com/2011/10/24/us/at-pentagon-leon-panetta-charts-change-of-course.html?pagewanted=all](http://www.nytimes.com/2011/10/24/us/at-pentagon-leon-panetta-charts-change-of-course.html?pagewanted=all).
92. FRIEDMAN, Benjamin, « How Cutting Pentagon Spending Will Fix U.S. Defense Strategy », *Foreign Affairs*, 2 novembre 2011, [www.foreignaffairs.com/articles/136637/benjamin-friedman/how-cutting-pentagon-spending-will-fix-us-defense-strategy](http://www.foreignaffairs.com/articles/136637/benjamin-friedman/how-cutting-pentagon-spending-will-fix-us-defense-strategy).
93. PARENT, Joseph M. et MACDONALD, Paul K., « The Wisdom of Rentrenchment: America Must Cut Back to Move Forward », *Foreign Affairs* 90, no. 6, novembre/décembre, 2011, p. 32, p. 42. Voir aussi WALT, « End of the American Era », p. 12.
94. WALT, « End of the American Era », p. 13.
95. GALULA, *Counterinsurgency Warfare*, p. 74.
96. SUMMERS, Harry G. Jr., *On Strategy: A Critical Analysis of the Vietnam War*, Novato, CA : Presidio Press, 1982, p. 19.
97. LOMBARDI, Vince Jr., *What It Takes to Be #1: Vince Lombardi on Leadership*, New York : McGraw-Hill, 2001, p. 45.
98. « President Bush Addresses the Nation ».
99. MANDEL, Robert, *The Meaning of Military Victory*, Boulder, CO : Lynne Rienner Publishers, 2006, p. 1.
100. *Id.*
101. WEIGLEY, Russell F., *The American Way of War: A History of United States Military Strategy and Policy*, Wars of the United States Series, New York : Macmillan, 1973, p. xxii.
102. SCHELLING, Thomas C., *Arms and Influence*, New Haven, CT : Yale University Press, 1966, p. 30.
103. BROKAW, Tom, *The Greatest Generation*, New York : Random House, 1998.
104. MANDEL, *Meaning of Military Victory*, p. 3.
105. *Id.*, p. 2.
106. GALULA, *Counterinsurgency Warfare*, p. 80.
107. MEROM, Gil, *How Democracies Lose Small Wars: State, Society and the Failures of France in Algeria, Israel in Lebanon, and the United States in Vietnam*, New York : Cambridge University Press, 2003, p. 15, p. 231.

108. WALT, « End of the American Era », p. 11.

109. ARNOLD, James R., *Jungle of Snakes: A Century of Counterinsurgency Warfare from the Philippines to Iraq*, New York : Bloomsbury Press, 2009 ; KILCULLEN, *Accidental Guerrilla* ; MACKINLAY, John et AL-BADDAWY, Alison, *Rethinking Counterinsurgency*, RAND Counterinsurgency Study, vol. 5, Santa Monica, CA : RAND National Defense Research Institute, 2008, [www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monographs/2008/RAND\\_MG595.5.pdf](http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monographs/2008/RAND_MG595.5.pdf) ; O'NEILL, Bard E., *Insurgency & Terrorism: From Revolution to Apocalypse*, Washington, DC : Potomac Books, 2005 ; PACKER, George, *The Assassins' Gate: America in Iraq*, New York : Farrar, Straus and Giroux, 2005 ; SCHEUER, Michael, *Imperial Hubris: Why the West Is Losing the War on Terror*, Washington, DC : Brassey's, 2004 ; et SLOAN, Stephen et GORKA, Sebastian L. V., « Contextualizing Counterinsurgency », *Journal of International Security Affairs*, no. 16, printemps 2009, [www.securityaffairs.org/issues/2009/16/sloan&gorka.php](http://www.securityaffairs.org/issues/2009/16/sloan&gorka.php).

110. JOES, Anthony James, *Resisting Rebellion: The History and Politics of Counterinsurgency*, Lexington : University Press of Kentucky, 2004, p. 1.

111. GOMPert et GORDON, *War by Other Means*, p. xxxi.

112. SCHEUER, *Imperial Hubris*, p. x ; et GERGES, Fawaz A., *The Far Enemy: Why Jihad Went Global*, Cambridge, UK : Cambridge University Press, 2005, p. 14.

113. TSE-TUNG, Mao, « On Protracted War », p. 260.

114. ARQUILLA, John, RONFELDT, David, et ZANINI, Michele, « Networks, Netwar, and Information-Age Terrorism », in LESSER, Ian O. et al., *Countering the New Terrorism*, Santa Monica, CA : Rand Corporation, 1999, p. 39, [www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monograph\\_reports/2009/MR989.pdf](http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monograph_reports/2009/MR989.pdf).

115. TABER, Robert, *War of the Flea: The Classic Study of Guerrilla Warfare*, Washington, DC : Brassey's, 2002, p. 19.

116. AL-MUQRIN, Abd Al-'Aziz, *Al-Qa'ida's Doctrine for Insurgency: A Practical Course for Guerrilla War*, trad. CIGAR, Norman, Washington, DC : Potomac Books, 2009, p. 97 ; et BIN-LADEN, Osama, *Messages to the World: The Statements of Osama Bin Laden*, ed. LAWRENCE, Bruce, trad. HOWARTH, James, London, UK : Verso, 2005, pp. 111-12.

117. KILCULLEN, *Accidental Guerrilla*; et GURR, Ted Robert, *Why Men Rebel*, Boulder, CO : Paradigm Publishers, 2010.

118. GURR, *Why Men Rebel*, pp. 37-46.

119. STERN, Jessica, *Terror in the Name of God: Why Religious Militants Kill*, New York : Ecco, 2003, p. 6.

120. LEIKEN, Robert S., « Europe's Angry Muslims », *Foreign Affairs* 84, no. 4, juillet/août 2005 : p. 122, p. 125, p. 127.

121. RIEDEL, Bruce, *The Search for Al Qaeda: Its Leadership, Ideology, and Future*, Washington, DC : Brookings Institution Press, 2010, pp. 121-22.

122. WALT, « End of the American Era », p. 10.

123. KEOHANE, Robert O. et NYE, Joseph S., *Power and Interdependence*, 3rd ed., New York : Longman, 2001, pp. 9-10.

124. NYE, Joseph S. Jr., *The Future of Power*, New York : PublicAffairs, 2011, p. xiii.

125. WILSON, William Scott, *The Lone Samurai: The Life of Miyamoto Mushashi*, Tokyo : Kodansha International, 2004, p. 7.

126. MUSASHI, Miyamoto, *A Book of Five Rings*, trad. HARRIS, Victor, Woodstock, NY : Overlook Press, 1974, p. 77.

127. *Id.*, p. 79.

128. SMITSON, Scott A., LTC, « A Structural Contingency Theory Analysis of the 'Whole of Government' Approach to the Mau Mau Rebellion », document présenté à la réunion du *Midwest Political Science Association Conference*, Chicago, 13-14 avril 2012.

129. Department de Défense, *Quadrennial Roles and Missions Review Report*, Washington, DC : department de Défense, janvier 2009, [www.defense.gov/news/Jan2009/QRMFfinalReport\\_v26Jan.pdf](http://www.defense.gov/news/Jan2009/QRMFfinalReport_v26Jan.pdf). Voir aussi PINCUS, Walter, « Pentagon Recommends 'Whole-of-Government' National Security Plans », *Washington Post*, 2 février 2009, [www.washingtonpost.com/wpdyn/content/article/2009/02/01/AR2009020101964.html](http://www.washingtonpost.com/wpdyn/content/article/2009/02/01/AR2009020101964.html).

130. MANEA, Octavian, « Counterinsurgency as a Whole of Government Approach », *Small Wars Journal*, 24 janvier 2011, <http://smallwarsjournal.com/blog/journal/docs-temp/657-manea.pdf>.
131. GALULA, *Counterinsurgency Warfare*, p. 73.
132. MCCANTS, William, « Al Qaeda's Challenge: The Jihadists' War with Islamist Democrats », *Foreign Affairs* 90, no. 5, septembre/octobre 2011. p. 30.
133. NAGL, John A., *Learning to Eat Soup with a Knife: Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam*, 2e ed., Chicago : University of Chicago Press, 2005, p. xii.
134. BACEVICH, « Petraeus Doctrine », p. 18.
135. HUNTINGTON, Samuel P., *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, New York : Simon and Schuster, 1996.
136. BACEVICH, « Petraeus Doctrine », p. 20.
137. GENTILE, Gian P., « Think Again: Counterinsurgency », *Foreign Policy*, 13 janvier 2009, [www.foreignpolicy.com/articles/2009/01/12/think\\_again\\_counterinsurgency](http://www.foreignpolicy.com/articles/2009/01/12/think_again_counterinsurgency) ; et POTTER, E. B., ed., *Sea Power: A Naval History*, Englewood Cliffs, NJ : Prentice-Hall, 1960, pp. 503-4.
138. BACEVICH, « Petraeus Doctrine », p. 20.
139. WALT, « End of the American Era », p. 13.
140. *Id.*
141. GALULA, *Counterinsurgency Warfare*, p. 5.